SLUB
Wir führen Wissen.

R. 20

SLUB
Wir führen Wissen.

SLUB
Wir führen Wissen.

August III

Memoire

Contenant un Precis militaire et historique de ce qui est arrivé en Saxe vers la fin de l'année. 1745.

Ce qui vient d'arriver en Saxe doit paroitre fort extraordinaire. Les gens du monde les plus judicieux et ceux qui ne sont pas portés à juger des choses que par l'evenement, peuvent être entrainés à mettre sur le compte des Chefs ce qui leur a paru singulier ou defectueux dans les principes et dans la methode.

Le Public aussi curieux qu'injuste veut toujours penetrer des combinaisons qu'il doit ignorer. Les difficultés qu'il rencontre dans sa recherche, excitent son humeur, il blame ce qu'il ne comprend point et condamne charitablement des personnes, qu'il ne connoit pas. Les habiles gens et surtout ceux, qui manient les Affaires politiques et militaires connoissant l'etroite liaison qui existe entre elles, suspendent leur jugement s'ils ont de la probité. C'est à eux à qui j'addresse ce Memoire; ils seront charmés sans doute voir qu'il justifie des personnes aussi estimables par leurs talens qu'aimables par leur caractere.

C'etoit vers la fin du Mois d'Octobre que la Cour ordonna au Comte Rutowski de travailler à un Plan d'Operations contre le Roi de Prusse. L'Armée du Roi, qu'il commandoit, alloit quitter son Camp sous Leipzig, et celle du Prince d'Anhalt étoit deja separée. Un Corps de 10/m. hommes, troupes imperiales, sous les ordres du Comte Grun étoit en mouvement pour se porter partout où il seroit nécessaire. Il marchoit de façon, qu'il étoit difficile de deviner s'il alloit en Bohéme ou en Saxe. L'Armée du Roi de Prusse, quoique victorieuse, avoit beaucoup souffert, à moins de quelque effort extraordinaire, elle ne pouvoit être recrutée et remontée avant le printems et tout le monde sait que les Etats du Roi de Prusse n'abondent ni en hommes ni en chevaux.

Toutes ces considerations purement militaires servirent

228.

de base d'un Plan d'Operations offensives dont voici le Precis.
L'Armée du Comte Rutowski devoit se separer et prendre ses quartiers de façon, qu'elle pouvoit se remêttre ensemble du coté de Leipzig en deux fois vingt quatre heures.
Celle du Prince d'Anhalt étoit fort separée, beaucoup de Corps étant allés à Berlin à Halberstadt et même vers la Pomeranie il y avoit cinq Bataillons dans Halle, mechant Poste à 8. heures de Leipzig.
Le Corps du Comte Grun, parvenû aux confins de la Bohéme par le païs de Bareuth devoit se jetter sur la gauche et tirer droit vers Leipzig, sous pretexte de marcher vers la haute Lusace, où toute l'Armée du Prince Charles devoit s'approcher en même tems.
Aussitôt que le Comte Grun seroit arrivé à la hauteur de Zeitz l'Armée du Comte Rutowski devoit sortir de ses Quartiers, se porter sur Halle de l'un et de l'autre coté de la Sale par autant de chemins qu'il y auroit d'attaques, bruler ou emporter ce poste sans defense, rafler tout de suite les quartiers separés des Prussiens entre la Sale et l'Elbe, et tandisqu'une Colonne d'Infanterie, venant de Torgau s'empareroit de Dessau, pour avoir un passage sur l'Elbe, un autre detachement, partant de Merseburg devoit enlever les amas considerables de bled, que les Prussiens avoient faits du coté d'Eisleben. Le Corps du Comte Grun, qui en attendant auroit joint l'Armée du Comte Rutowski, l'eut rendue tellement superieure à celle du Prince d'Anhalt, /: supposé même qu'elle n'eut pas été battue et dissipée en detail:/ qu'elle l'eut forcée à combattre ou à se jetter dans Magdeburg.
Le succés du combat nous rendoit maitres de tout le Brandenburg, et le parti, qu'auroit pris le Prince d'Anhalt de s'enfermer dans Magdeburg, nous donnoit 3. ou 4. marches sur lui pour passer l'Elbe à Dessau, laisser un Corps d'Observation sous Leipzig et aller joindre l'Armée du Pr. Charles entre Sagan et Crossen vers où elle auroit marchée derriere la Neiss, aussitot que nos operations auroient commencée.
Le Plan du Comte Rutowski indiquoit encore les endroits propres pour des magazins dans les Lusaces, aussi bien que du coté de Leipzig. Il finissoit en appuyant sur la nécessité du secret au sujet d'une entreprise des quartiers de l'Arme

prussienne et sur la probabilité que ces operations offensives, pendant l'hyver ôteroient au Roi de Prusse les moyens de la rémettre ainsi qu'il l'avoit fait l'hyver passé.
La Cour approuva ce Plan militaire avec d'autant plus de facilité qu'il étoit d'accord avec les considerations politiques, qui l'avoient engagé à le faire faire. Il fut communiqué aussitôt au Prince Charles, dont l'Armée étoit destinée à couvrir la haute Lusace, manoeuvre sur laquelle rouloit toute la reussite du projet. Ce Prince se trouvant alors du coté de Jaromirz, pouvoit, sous prétexte, de prendre des quartiers d'hyver, s'approcher de la Lusace de façon qu'il étoit impossible au Roi de Prusse de le prévénir sur la Neiss.
Le Prince Charles n'avoit pas encore acquiescé entierement au Plan proposé, lorsque la Cour ordonna au C.te Rutowski de se rendre pour un ou deux jours seulement à Dresde pour mettre la derniere main au concert d'une entreprise aussi importante.
Il partit d'Eulenburg le 7. de Novembre presqu'au meme tems que le Corps du Comte Grun arriva sur la frontiere de la Voigtlande; il étoit indispensable de convenir au plus vite avec le Prince Charles, qui venoit d'arriver au deçà de l'Iser avec une tête de son Armée, quoiqu'il n'entrat pas encore entierement dans nos idées, roulant sur la nécessité d'appuyer la Lusace en perdant même de vue la sureté de la Bohéme et de la Moravie, où les Prussiens avoient commencés à faire quelques demonstrations.
On envoya à Bohmisch Eicha un Officier de confiance et le Prince Charles ayant reçu en même tems des instructions de sa Cour, conformes aux propositions qu'on lui faisoit faire. Il fut arreté le 11. de Novembre entre le Prince et le dit Officier que nos Operations contre Halle commenceroient le 20. Que l'Armée imperiale au nombre de 30. Bataillons d'Infanterie reglée, 11. Regimens de Cavall. et 5. ou 6/m. hommes, troupes irregulieres se posteroit entre Seydenberg et Gabel, pour couvrir les magazins que ses entreprenneurs aidés de nos Commissaires devoient etablir à Seydenberg et devers Görliz pour 15. ou 18 jours; qu'on nous tiendroit compte de ces provisions, et qu'au reste l'Armée du Prince tireroit ses subsistances de la Bohéme au moien du

transport qu'on seconderoit de notre coté par le charroi nécessaire.
Dans cette position le Prince devoit attendre l'effet, que produiroient nos operations sur l'Armée du Roi de Prusse qui étoit alors separée en plusieurs Corps du coté de Liebenthal, Bolckenhayn, Landshuth et devers la Moravie.
Le Prince Charles s'engageoit de plus à couvrir la Lusace soit en cotoyant l'Armée prussienne sur la Neiss ou le Queiss, soit en s'opposant de front à la dite Armée. Pour cet effet il devoit ordonner au Marechal de Hohenems de marcher vers lui par Turnau, aussitot que le General du Moulin feroit mine de quitter Landshut. Le même ordre devoit être donné à tous les Commendans de differens Corps, qui observoient les mouvemens des Prussiens vers la Moravie. Pour contribuer de notre coté à la sureté de la Lusace nous devions envoyer incessament un Corps de 10. à 12/m. hommes vers Guben pour y être comme au centre de nos operations.
Ce Corps devoit joindre l'Armée du Prince Charles aussitôt qu'il lui en donneroit l'ordre. On convint encore qu'on ne peut determiner le tems et le lieu de la jonction des Armées imperiale et saxonne, le Prince seroit attentif à entreprendre même sur celle du Roi de Prusse autant que sa position et le Plan proposé pourroit le permettre.
Tel étoit le Contenu du nouveau Plan arreté entre le Prince Charles et l'Envoyé de notre Cour.
Tout fut preparé pour l'execution et le Comte Grun étant arrivé à Dresde, il fut destiné pour commander le Corps qui devoit se porter devers Guben ou l'on comptoit de le renforcer par 3. ou 4. Bataillons de Milice, 4. Escadrons de Dragons et 3. Regimens d'Ulans qui viendroient des frontieres de la Pologne; aussitot que le Corps seroit à portée du lieu de sa destination.
Tout étoit tranquile du coté de Halle et de Magdeburg et le Roi de Prusse étoit toujours à Berlin quoique du coté de la haute Lusace ses Troupes commençassent à prendre ombrage de tous les mouvemens de l'Armée du Prince Charles.
La Cour toujours attentive à ne point exposer cette province sur laquelle on prevoyoit bien que tomberoit l'effort du Roi de Prusse aussitot qu'il se verroit attaqué avec superiorité du co

de Halle renvoya le meme Officier au Prince Charles avec ordre d'insister absolument et à quel prix que ce fut que le Prince entrat tout de suite en Lusace, se postant de façon que cette Province se trouva couverte et que l'Armée imperiale s'assura la communication avec le Corps du Comte Grun aussi bien que la jonction du Maréchal de Hohenems. Une lettre du Roi au Prince Charles en conformité appuyoit tellement ces propositions que ne pouvant se dispenser d'y consentir il promit de se trouver avec son Armée le 21. ou le 22. à la hauteur de Goerliz entre le Queiss et la Neiss.

La Cour apprit cette resolution le 16. Le Comte Rutowski alloit partir pour commencer les Operations dont la Cour avoit vû et approuvé la disposition; mais l'allarme qu'on prit alors à Berlin et à Halle, bien moins qu'une depêche qu'on reçut le 18. de Novembre arreta et changea tout le projet pour des Considerations purement politiques. Je dis politiques, puisque le Sisteme militaire n'etoit alteré que autant qu'il falloit brusquer par une attaque vigoureuse superieure et sûre ce qu'on s'etoit proposé d'obtenir par une surprise. Voici le motif et le précis de ce changement aussi malheureux qu'indispensable.

Nos affaires en Russie commencoient à prendre couleur de façon qu'on avoit tout lieu de croire que cette Cour s'engageroit solidement dans nos interêts, si nous avions l'attention, de ne pas etouffer ces bonnes dispositions dans leur naissance.

L'Imperatrice de Russie fit declarer par ses Ministres, qu'ayant empeché et empechant encore le Roi de Prusse par ses répresentations aussi bien que par les secours stipulés d'attaquer la Saxe, Elle s'attendoit egalement que la Saxe eut à s'abstenir d'attaquer les anciens Etats de ce Souverain. Que nous pourrions cependant remplir les engagemens du Traité de Varsovie et que si en haine de cela nous fussions attaqués, Elle nous assisteroit non seulement avec 12000 hommes mais avec une Armée considerable.

Cette declaration étoit verifiée par les avis de nôtre Resident à Petersbourg, et la Cour de Vienne appuya

beaucoup sa teneur pour faire tourner nos efforts sur la Silesie que la Russie abandonnoit au bras seculier.
Le Prince Charles ayant été mis au fait de ce changement par l'entremise du meme officier convint avec lui en conformité des intentions de la Cour que pour menager les bonnes dispositions de la Russie et pour parvenir en même tems à notre but principal /: qui etoit de couper la communication de la Silesie avec le Brandebourg et de detruire l'Armée du Roi de la Prusse :/ il falloit abandonner les operations sur le Sal Creys et qu'on feroit marcher l'Armée du Comte Rutowski tout de suite vers Sagan et Crossen après avoir laissé sous Leipzig un Corps d'Observation. Le Corps du Comte Grun comme purement autrichien pouvoit et devoit entrer dans le Brandebourg pour donner jalousie sur Berlin et la Marche du Comte Rutowski devoit être reglée de façon, qu'appuyant ce Corps et en étant egalement cottoyé sur sa gauche il marcheroit toujours par sa droite pour aller au devant du Prince Charles qui depuis le moment de cette resolution prise, étoit censé être le chef de toute l'Armée et de toute l'entreprise; la Cour de Saxe n'y entrant que comme auxiliaire.
Le Prince Charles approuva cet arrangement en plein quoiqu'il ne fut pas encore joint par toutes ses troupes et que de nôtre coté on ne cessat de presser cette jonction. Cependant le Roi de Prusse étoit parti de Berlin et l'allarme étoit grande dans le Brandebourg et dans la Silesie. De nôtre coté les Troupes étoient egalement en mouvement pour s'approcher de Merseburg de Leipzig et d'Eulenburg tandisque le Corps du Comte Grun passoit l'Elbe à Torgau pour se porter sur l'Elster.
L'Armée du Prince d'Anhalt grossissoit du coté de Halle celle du Roi de Prusse s'approchoit de Loewenberg en Silesie mais comme jusqu'ici tous les Arrangemens pris publiquement ne marquoient qu'une grande attention de garantir la Saxe d'une invasion de la part du Roi de Prusse, la Cour ne s'attendoit pas au parti qu'il prit de nous prevenir, malgré les represantations de la Russie

et nous avions deux grandes marches sur le Prince d'Anhalt pour effectuer nôtre jonction avec le Prince Charles.
C'étoit le 23. de Novembre que le Roi de Prusse passant brusquement le Queiss avec une tête d'Armée, fit sauter un quartier de l'armée du Prince Charles du coté de Lauban et suivant de près son avant Garde avec des forces superieures au Prince, il l'obligea de se mettre derriere la Neiss entre Goerliz et Ostra.
La Cour fut bientôt informée de cet évenement sinistre et dans le fond elle n'avoit pas lieu d'en être trop fachée, puisque le Roi de la Prusse prenoit la peine de lever par cette invasion les Scrupules de la Russie et que le Ministre de cette Cour assuroit fort et ferme que l'heureux moment de sa declaration en faveur de la cause commune étoit venu.
Les Couriers furent expediés et on résolut tout de suite de laisser là la Marche vers la basse Silesie et d'employer l'Armée du Comte Rutowski pour écraser le Prince d'Anhalt tandis, qu'on prioit le Prince Charles de se maintenir derriere la Neiss entre Goerliz, et Zittau, comptant avec raison que l'embarras du Prince d'Anhalt diminueroit celui du Prince Charles et qu'au pis aller on auroit tems d'arriver au secours de celui ci, après avoir battu et chassé l'autre Armée fort inferieure à celle qui devoit l'attaquer.
Conformement à cette resolution prise l'Armée reçut ordre de s'assembler entre Leipzig et Schoenfeld et l'on approuva les répresentations du Comte Rutowski de pourvoir la Capitale de beaucoup de provisions de bouche vû qu'il falloit se decider en consequence de tout ceci de recevoir l'Armée du Prince Charles du coté de Dresde, supposé qu'il ne put tenir derriere la Neiss et qu'il fut obligé de se replier par la haute Lusace jusqu'à l'Elbe. Cet arrangement étoit trop bon et trop solide pour que notre mauvaise etoile consentit à l'execution.
En 24. heures de tems tout fut changé et culbuté par la prise de Goerliz à la vûe de l'armée du Prince Charles. Ce poste étoit considerable, independement du magazin qu'on y avoit fait. Le peu du monde qu'on y avoit jetté, ne pouvant pas le defendre, il étoit à craindre que

l'ennemi n'ayant plus d'obstacle à passer la Neiss ne forçat l'Armée du Prince Charles à un combat inegal, ou à la retraite en Bohéme

La grande attention de la Cour pour la conservation de la haute Lusace la porta donc à changer derechef la destination de l'Armée du Comte Rutowski, et il fut résolu de ne laisser sous Leipzig que 18. Bataillons et 15. Escadrons pour observer le Prince d'Anhalt et de faire approcher le reste de l'Armée de Dresde tandisque le Corps du Comte Grun iroit à tire d'aile pour renforcer le Prince Charles.

Le Comte Grun fut envoyé lui même au Prince Charles accompagné de l'Officier, qui y avoit deja été par trois fois, pour lui faire part de ce qu'on avoit résolu et pour le determiner à se répliér vers Bauzen. Il étoit trop tard. L'Armée imperiale s'étoit deja retirée vers la montagne entre Zittau et Gonsdorff.

C'étoit là que le Comte Grun la trouva le 27. et sa position étoit si dellicate que l'unique moyen de la tirer d'affaire étoit la retraite dans la Bohéme, puisqu'il n'étoit plus possible de régagner le chemin de Bauzen. Elle se fit la nuit du 27. au 28. et la mission du Comte Grun et de son Compagnon n'aboutit qu'à concerter préalablement une autre jonction du coté de Dresde par la route de Leitmeriz et d'Ausig.

Le derangement de notre Systeme étoit considerable, mais il fut bièn autrement augmenté par l'Invasion du Prince d'Anhalt qui arriva le 29. de Novembre. Le Corps d'Observation étoit ensemble sous les ordres du General Renard en attendant le Chevalier de Saxe qui devoit le commander; le reste de l'Armée s'étoit mis en mouvement vers Dresde et quelques regimens étoient encore autour de Leipzig, quand le Prince d'Anhalt à la tête d'une Armée de plus de 7.5/m. hommes parut sur les hauteurs de Meckern.

Le poste qu'on avoit destiné au Corps d'Observation étoit derriere la Barte entre Leipzig Schoenfeld et Mucra. Il étoit si bon que la nouvelle de cette invasion étant venüe la Cour envoya à Mr. de Renard l'ordre precis de le maintenir à quel prix que ce fut et de sauver Leipzig par les moyens extremes. On esperoit d'autant plus

que cet Officier General d'ailleurs très experimenté rempliroit ces vües qu'il avoit retenü quelques Bataillons et plusieurs Escadrons de plus que ceux qu'on lui avoit destinés. Mais malheureusement le Courier porteur de l'ordre arriva trop tard et le Comte Renard avoit jugé à propos d'abandoñer le poste la nuit du 29. au 30., puisqu'apparement il avoit crû ne devoir plus attendre que le Prince d'Anhalt l'attaquat.

Après un accident aussi funeste, il ne nous resta pas d'autre parti à prendre que de poster l'Armée entre Pirna et Dresde. Le Corps du Comte Grün étoit deja à la hauteur de Koenigsbruck, on lui fit passer incessament l'Elbe et toutre notre Armée s'y trouva la nuit du 3. ou 4. de Decembre.

La Cour avoit jugé à propos de partir le 1^er. de Decembre, laissant au Comte Rutowski l'ordre, de ne soutenir la ville de Dresde qu'autant qu'il seroit nécéssaire, pour mettre ensemble l'armée saxonne et pour parvenir à la joindre à celle du Prince Charles.

Il n'étoit pas trop possible non plus de se soutenir derrière l'Elbe avant cette jonction, vü que l'Armée du Prince d'Anhalt étant deja de nôtre coté, pouvoit faciliter le passage à l'Armée du Roi, qui s'approchoit par Bauzen et Camenz. Mais comme d'un autre coté le Prince d'Anhalt ne devoit pas naturellement s'approcher trop de Dresde et de nôtre Armée, sans avoir une Commu-nication avec celle du Roi de Prusse; le Comte Rutows-ki fit retrancher quelques postes entre Dresde et Pirna qu'il fit occuper avec de l'Infanterie et du Canon; il jetta les Ulans en avant vers Meissen et Camenz et insista sur la destruction du pont de Meissen.

Le Duc de Weissenfels arriva à Dresde dans ces mo-mens critiques, il reprit d'abord le Commandement de l'Armée et se trouva à toutes les conferences du Conseil privé, qui consentit à la fin qu'on abattit le pont de Meissen sans le détruire. La Marche des Armées du Roi de Prusse de l'un et de l'autre coté de l'Elbe vers ce pont sembloit pourtant l'exiger avec d'au-tant plus de raison, qu'il étoit impossible de jetter des

ponts de batteaux sur la riviere, qui charioit beaucoup de glaces et que l'éloignement du pont de Torgau reculoit la jonction de deux Armées ennemies autant qu'il falloit pour attendre l'Armée du Prince Charles, dont l'avant Garde de 4. Regimens de Cavalerie, de 2. Regimens d'Husars étoit deja arrivé à Peterswalde.

La Santé foible et chancellante du Duc de Weissenfels ne lui permettant pas d'entrer dans les details du Commandement de l'Armée, il en chargea de nouveau le Comte Rutowski se reservant la connoissance de tout ce qui seroit résolu dans le conseil, ou il étoit toujours present, et executé par l'Armée.

L'ennemi approchoit de tous cotés et une tentative qu'il fit sur le poste de Meissen, en le cannonant de l'autre coté de l'Elbe fit resoudre d'y envoyer le General Allnpeck avec 14. Compagnies de Grenadiers et 6. pieces de Canons outre 4. Compagnies de Grenadiers et 2. pieces qui y étoient deja sous les ordres du General Sybilski qui commandoit un Corps avancé de Cavalerie legere du coté de Zehren et de Lommatsch pour observer l'Armée du Prince d'Anhalt.

Le Chevalier de Saxe partit en même tems pour Ausig, ou il trouva le Prince Charles; ils concerterent que l'Armée imperiale se trouveroit le 14. au Rendévous sous Dresden ou l'avant Garde sous le Prince Lobkowiz arriva le 13. au matin. Il fut arreté que l'Armée du Prince Charles auroit soin de subsister de la Bohéme et que les mouvemens de l'ennemi determineroient ceux de l'Armée combinée. Il etoit indispensable de lui faire place.

Le Comte Rutowski fit réconnoitre un poste tres avantageux entre Kesselsdorff, Steinbach, Chemniz et Priesniz derriere un ravin, impraticable sur toute la droite et le centre, et difficile sur la gauche, l'Elbe appuyoit la droite, Kesselsdorff et d'autres ravins et fondrieres, au dessous de ce village la gauche.

Les Quartiers de Cantonnement furent tellement marqués entre ce poste et la Weiseriz, qu'en moins d'une heure toutes

les Brigades pouvoient se trouver sur le champ de bataille et l'Artillerie à ses postes marqués.
Les quartiers pour l'Armée du Prince Charles furent marqués entre l'Elbe et la Weiseriz, s'étendant en profondeur jusqu'à la Mugliz, le Rendésvous étoit au grand jardin en attendant qu'on determinat les operations ulterieures.
Le 12. aprés midi une grosse tête de l'Armée du Prince d'Anhalt parut à Meissen. Ce Prince étoit parti de Torgau le 11. et les deux Marches qu'il venoit de faire, étoient furieuses dans une saison moins rude que celle ou l'on se trouvoit.
Le General Major Allnpeck avoit ordre de defendre son poste et de soutenir tout au moins les hauteurs de Siebenaichen qui le commandoit. Quand il rendit compte de l'apparition de l'ennemi, on réitera cet ordre y comprenant la destruction entiére du pont de Meissen et voyant bien que l'ennemi vouloit s'en servir pour se joindre, on fit marcher tout de suite 6. Bataillons d'Infanterie et 8. Escadrons de Dragons pour soutenir les 18. Compagnies de Grenadiers. Mais il étoit dit, qu'on ne se batteroit qu'à la vüe de la Capitale, et Mr. d'Allnpeck se replia vers l'Armée sans attendre ni l'attaque ni le secours.
L'ennemi ayant bientôt raccommodé le pont que cet Officier General avoit laissé dans l'état, ou la discretion du Conseil d'Etat l'avoit voulu, nous menaça d'une prochaine jonction de toutes ses forces de l'une ou de l'autre coté de l'Elbe; sur qui le poste de Meissen le mettoit à cheval.
Le 13. au matin le Prince Charles arriva à Dresde, pour assister au Conseil dont le resultat étoit, qu'il falloit aller sur le Prince d'Anhalt avant qu'il eut le tems de recevoir un renfort considerable, mais le Conseil d'Etat ayant trouvé que non obstant qu'il y auroit dans Dresde une Garnison de plus de 6000. hommes, il seroit bon de se rendre supposé que l'ennemi parut du coté de la ville neuve pendant que l'Armée marcheroit en avant de l'autre coté il fallut se resoudre à attendre l'Armée du Prince Charles pour le rassurer quoiqu'ils eussent temoigné à la fin quelque envie de se defendre. Le Voisinage et les demonstrations de l'armée du Prince d'Anhalt obligeoient cependant la nôtre de

de passer les nuits sous les armes quelqu'incommodité qu'elle en essuyat.
Le 14. l'Armée du Prince Charles étant arrivée au rendésvous il vint voir un moment la gauche de la nôtre, qu'il trouva bien postée, quoiqu'il n'y eut alors que toute la Cavalerie qui composoit cette aile vû qu'à la droite et au centre elle étoit absolument inutile. L'ennemi paroissoit tranquille du coté de Meissen. L'Armée du Prince Charles prit ses quartiers et pour remplir le grand objét qui étoit l'attaque du Prince d'Anhalt on résolut de faire partir la nuit le Lieutenant General Sybilski par la gauche et le General Morotsch par la droite, avec les Troupes legeres pour s'approcher des hauteurs de Naustadt en deça de Meissen, ou le Prince d'Anhalt avoit pris poste menaçant de là egalement nôtre droite et nôtre gauche. Le païs étant fort coupé de ravins et de hauteurs, il convenoit de bien connoitre les chemins par ou il falloit aller, et les hauteurs qui pouvoient favoriser l'attaque qu'on meditoit.
Le Roi de Prusse ne nous en donna pas le tems; dés l'entrée de la nuit du 14. au 15. il avoit renforcé le Prince d'Anhalt d'un Corps de 15000. hommes et cette Armée s'étoit mise aussitot en mouvement pour venir à nous par nôtre gauche du coté de Wilsdruf et Grumbach.
Le Comte Rutowski en fut averti par les deux Generaux Sybilski et Morotsch à 6. heures du matin. Il envoya les Originaux de ces rapports aussitot au Prince Charles et se rendit à Kesselsdorff ou son Armée étoit deja en bataille.
Le poste étoit tel, qu'actuellement que le mouvement de l'ennemi étoit decidé, on pouvoit le rendre presqu'inattaquable, il convenoit d'autant plus de prendre le parti d'y faire ferme que le Prince Charles pouvoit s'y rendre en moins de deux heures, et qu'après tout il n'existe entre Kesselsdorff et les hauteurs de Zedliz, et Dohna aucun autre poste ou l'on puisse donner et récevoir un combat sans un desavantage tres considerable, les hauteurs étant absolument pour, qui vient par Kesselsdorff et Korbitz, qui étoit derriere nôtre gauche; d'ailleurs la retraite sur

les dites hauteurs entrainoit l'abandon et la prise de Dresde, qu'absolument on ne vouloit pas defendre une heure.
Toutes ces raisons porterent le Comte Rutowski et le Chevalier de Saxe qui commandoit toute la Cavalerie de preparer tout pour la reception du Prince d'Anhalt.
Le Baron Buttlar Aide de Camp du Prince Charles qui y fut envoyé vers les 8. heures du matin étoit temoin des dispositions qu'on fit, et on ne le renvoya qu'après lui avoir fait voir la marche de l'ennemi et indiqué celle que pouvoit prendre l'armée imperiale de même que l'endroit ou elle pouvoit se former derriere nôtre gauche.
Tous les Chariots inutiles du Parc de l'Artillerie et generalement tous les bagages de l'Armée furent renvoyés par d'autres chemins que ceux par ou le Prince Charles devoit venir sous peine d'être pillés et brulés.
Le village de Kesselsdorff se trouve au pied d'une colline occupée par nôtre gauche; il fut farci de 7. Bataillons de Grenadiers qu'on jetta dans les clos et hayes qui sur la gauche du village se flanquoient naturellement; à la droite on fit une batterie de 16. pieces de Canons et 4. Haubiz; à la gauche une autre de 8. l'une et l'autre commandoit absolument l'abord de la tête du village. 17. Escadrons de Dragons furent placés entre la baterie le village et la Colline, pour soutenir la grande batterie et les Grenadiers dont le feu flanquoit le front de cette Cavalerie.
J'ai dit plus haut que tant que le mouvement de l'ennemi étoit douteux, toute nôtre Cavalerie se trouvoit sur la gauche sur deux lignes. On la retira donc par une Contremarche par sa droite, tandisque l'Infanterie, première et seconde ligne doubloit derriere elle pour une contre Marche par sa gauche, occupant toute la coline qui bordoit le ravin entre Kesselsdorff, Zullmen et Penrig. La Cavalerie se remit alors, et ce qu'il y avoit de trop, pour former une troisieme ligne derriere l'Infanterie de la gauche, se mit sur la hauteur de Penrig ou finissoit nôtre Infanterie. 10. Bataillons Infanterie imperiale furent laissés entre Chemniz, Briesniz et

Ockerwiz, pour defendre le ravin presqu'inattaquable
à l'aide de deux bateries de 20 pieces de gros Canons
qu'on y avoit faites. Le reste de nôtre Artillerie,
au nombre de plus de 30 pieces flut placé par Briga-
des, entre Zoellmen et Kesselsdorff, et 1000. Warasdins eu-
rent ordre de se jetter dans Zoellmen qui étoit de deux
portées de Mousquet en avant de nos lignes au lieu que
Kesselsdorff y touchoit et qu'il ne pouvoit être tourné.
L'ennemi n'approchoit que fort lentement, et tandisque
toutes nos dispositions se faisoient avec beaucoup d'ordre,
on n'oublia pas d'avertir le Prince Charles qu'infailli-
blement nous serions attaqués avant deux heures après
midi.
Le General Radicati vint de sa part au commence-
ment du Combat qui s'engagea entre 2. et 3. heures
par la Cannonade et puis par l'attaque du village.
Tous les Grenadiers de l'Armée ennemie y furent em-
ployés, mais la resistance des nôtres étoit si bonne
et nôtre Artillerie si bien servie qu'ils y perirent
presque tous après un demi heure de combat.
Bientôt succeda une seconde attaque egalement vi-
goureuse de part et d'autre. Elle eut pour l'ennemi
le même succès que la premiere, et elle auroit fixée
l'avantage de cette journée, si par une vivacité mal
placée les Grenadiers ne fussent sortis de leur poste
pour poursuivre les attaquans qui se retiroient en
grand desordre. Ils en firent un grand carnage
et s'emparerent d'une baterie ennemie de 8. pieces
de Canons; mais ayant poussé trop en avant, ils furent
attaqués par des Troupes fraiches, Infanterie et Cavale-
rie. Poussés à leur tour, ils ne regagnerent leur
poste qu'en desordre, et malmenés par la Cavalerie,
ils y furent bientôt forcés par une colonne d'Infante-
rie, dont le feu deposta les 12. Escadrons de Dragons
sans beaucoup de sujet. Quelque peine qu'on prit
de les rallier derriere l'Infanterie, il n'y eut pas
moyen de les ramener et il falloit faire avancer
toute l'Armée pour soutenir le village qui menaçoit

ruine et qui etoit deja tout en feu. L'affaire devint alors generale et le feu d'Artillerie étoit prodigieux de part et d'autre.

Le jour baissoit et l'Infanterie ennemie souffroit beaucoup en faisant un grand effort du coté de Zoellmen, quoique les 1000. Warasdins n'y fussent pas venus, on voyoit encore une fois l'avantage de la journée de nôtre coté, si malheureusement quelques Bataillons d'Infanterie n'eussent pliés dans le moment que l'ennemi alloit se rebuter. Ce mauvais exemple entraina la plûpart des Bataillons premiere et seconde ligne et il n'y avoit plus que la Cavalerie qui put rétablir et gagner le combat. On devoit s'y attendre avec d'autant plus de raison, que l'Infanterie ennemie ne pouvoit être soutenuë de près de sa Cavalerie et qu'elle étoit en desordre, quoiqu'elle allat bravement en avant; mais il étoit écrit que nous succomberions puisque l'exemple des Generaux et des Chefs et même la presence du Duc de Weissenfels, qui se rendit sur le champ de bataille au moment que les affaires commencerent à chanceller, ne put jamais engager cette malheureuse Cavalerie de s'abandonner l'epée à la main sur quelques Bataillons prussiens, qui venoient à celle de bas en haut. En un mot le feu de 3. ou 4. Bataillons deposta 50. Escadrons et occasionna une deroute qui auroit fait detruire toute l'Armée, si la nuit n'eut favorisé sa rétraite derriere la Weiseriz et le grand jardin, ou presque tous les Corps arriverent pêle mêle.

L'ennemi ne poussa guères en avant selon sa coutume et il devoit naturellement s'attendre aussi bien que nous que l'Armée du Prince Charles se trouveroit derrière la nôtre, pour rétablir le Combat ou pour proteger la retraite. Elle n'y étoit ni en gros ni en détail se tenant tranquilement en bataille la droite aux fauxbourgs de Dresde la gauche sur les hauteurs de Plauen entre la Weiseriz et le grand jardin.

Mr. Franquini Aide de Camp du Prince Charles et plusieurs de ses Volontaires se trouverent au fort de l'affaire sans doute pour en rendre compte à ce Prince dont jusqu'ici

la conduite a été trop irreprochable pour ne pas croire qu'il eut pris le parti de venir à nôtre secours si cela eut eté possible.

La perte d'une partie de nôtre Artillerie et l'abattement de l'Infanterie firent resoudre la retraite sur les hauteurs de Zedliz derriere la Mugliz, ou l'Armée alors combinée arriva le 16. Une partie de celle du Prince Charles faisoit la retraite sous les Ordres de Mr. le Comte de Balaira.

L'ennemi resta tranquile par rapport à nôtre Armée que le Corps de Nadasti couvroit du coté de Dresde.

Il s'approcha seulement de cette Capitale qu'il étoit sûr de prendre par une promte Capitulation qui comprit malheureusement bien des gens, qu'on auroit pû faire sortir pour les empecher de se faire faire prisonnier de guerre.

Nôtre position à Zedliz, ne pouvoit pas durer, vû que depuis 4. nuits l'Armée saxonne n'avoit quitté les Armes. On prit le parti de cantonner toute l'Armée combinée entre Pirna et Dippoldiswalde. Nadasti resta dans la plaine sur la droite, et Sybilski fut jetté en avant sur la gauche sans que de part et d'autre on troubla la tranquilité. Il ne nous restoit que deux partis à prendre, supposé qu'on ne fit pas la paix: la retraite en Bohême: ou la resolution de nous jetter dans nos montagnes pour vivre et pour les conserver au Roi. Le mouvement étoit delicat et il falloit le faire incessament ou y renoncer.

Le Prince Charles ne paroissoit pas le vouloir faire avec nous, et comment le risquer avec nôtre Armée seule affoiblie et fort peu revenue de l'abattement de la journée du 15.

Le Comte Rutowski ne pouvant pas communiquer avec le Conseil de Dresde, ne pouvoit faire autre chose que de répresenter cet embaras à la Cour après l'avoir répresenté dans un Conseil de guerre qui fut tenu à ce sujet chés le Prince Charles. Mais la resolution de la Cour n'étoit pas venue encore, quand on apprit que 6000. Prussiens venoient d'occuper Freyberg et que d'autres Corps marchoient egalement

vers Chemniz et Zwickau. Cette nouvelle engagea l'Armée combinée de se retirer dans les montagnes sur la frontière de Bohéme ou elle apprit la conclusion de la paix.
Telle a eté la malheureuse Suite des evenemens qui ont terminé la guerre de Bohéme par la ruine de la Saxe.
Tout ce qu'on vient d'exposer sont des faits connus par tous ceux qui ont été à portée d'en être instruits.

Si j'osois hasarder une seule reflexion, je dirois en finissant ce Memoire: Que la Providence d'accord avec la volonté, les ressources et l'habilité du Roi de Prusse s'est plû depuis le commencement de cette année à deranger tous les projets des Puissances liguées contre lui; et qu'en humiliant la raison humaine par le bouleversement des Systemes les mieux conçus, Elle se propose sans doute de nous faire adorer Ses Decrets supremes.

SLUB
Wir führen Wissen.

Kurtze Sätze
über den
Aachner Friedens Schluss
zum Gebrauch
Academischer Vorlesungen
1. Theil Historie
des Aachner Friedens

§. 1. Dem in der Schlacht bey Laffeld gefangenen Englischen General Ligonier giebt der König in Frankreich seine Gesinnungen wegen Herstellung des Friedens zu erkennen.

§. 2. Dieser General ertheilte nach der auf seine Parole darzu erhaltenen Freyheit dem Könige in Engelland davon Nachricht.

§. 3. Anmerkung über einige Umstände welche wahrscheinlich das Friedens Negoce befördert.

§. 4. Erster Entwurf von Preliminar Articuln zu einem Frieden.

§. 5. Generale Nachricht von Preliminarien was und wie vielerley sie seyn.

§. 6. Der Ort zum Congres nehmlich Aachen wird bestimmet.

§. 7. Dieser Congres soll unter Portugiesischer Mediation geführet werden, Schwierigkeiten welche sich dabey ereignen.

§. 8. Der Lord Chesterfield legt seine Charge

wieder, was diese Begebenheit vor einen Einfluß in das Friedens Negoce gehabt

§. 9. Absichten und Anstalten der dabey interessirten Höfe: Nachrichten, von den Bemühungen particular frieden zuschließen.

§. 10. Verschiedene von Privatis verfertigte Pacifications Plane kommen zum Vorschein, Beurtheilung derselben.

§. 11. Ankunfft der Gesandten und Secretarien zu Aach[en]

§. 12. Character des H. Grafen von Kaunitz, des Com[te] de St. Severin, des Lord Sandwick, Chavann[es,] Bentinck, Haslaer, Sottomayor. c.

§. 13. Von dem Ceremoniel bey den ersten Visiten.

§. 14. Journal davon und Anmerkung darüber.

§. 15. Der Stadt Aachen wird die Neutralité zugestand[en]

§. 16. Das Reglement de Police bey dem Congres komt zu Stande. Vergleichung dieses Reglement[s] mit dem welches zu Utrecht errichtet worden.

§. 17. Die Vollmachten zur Eröffnung des Congresses werden communiciret.

§. 18. Nachricht von einer sehr Satyrischen Schrifft die unter dem Titul Congrés des Bêtes bekan[nt] worden. Schlüssel darzu.

§. 19. Convention wegen des Waffen Stillstandes.

§. 20. Die Præliminar Articul XXIV. an der Zahl werden d. 30. April 1748. unterzeichnet und bekannt gemacht.

§. 21. Ob Separat Articul dabey gewesen?

§. 22. Von einigen hieher gehörigen Schrifften.

§. 23. Der Engelländische Holländische und Frantzösische Ministre unterschreiben die Præliminarien alleine.

§. 24. Der Kayserl. Gesandte protestiret darwieder erstlich mündlich hernach am 4. Maji schrifftlich. Noch eine andere Declaration kommt zum Vorschein.

§. 25. Die Königin von Ungarn williget endlich in das Etablissement des Don Philipp

§. 26. Der Sardinische und Modenesische Ministre treten den Præliminarien auch bey.

§. 27. Schrifften so pro und contra gewechselt worden.

§. 28. Allerhand Bewegungen so an den Höfen über die Præliminarien entstanden.

§. 29. Unachtsamkeit so man bey Aufsetzung der Præliminarien begangen.

§. 30. Die HH. Bevollmächtigten müssen daher am 21. Julii durch eine Declaration

einige Fehler verbessern.

§. 31. Der Spanische und Genuesische Ministre unterzeichnet am 18. Junii gleichfalls die Præliminarien.

§. 32. Allerhand Declarationes wegen des Waffen-Stillstandes zu Wasser und zu Lande.

§. 33. Convention so im August geschlossen worden wegen des Abmarsches der Rußischen Trouppen.

§. 34. Der Bayersch. Ministre declarirt, daß man Rußland mit in diese Pacification einschließen solle. Bedenken so man dabey gehabt.

§. 35. Die misvergnügten Corsen reichen auch ein Memorial bey dem Congres ein.

§. 36. Imgleichen stellt der Prætendent eine Declaration und Protestation von sich.

§. 37. Portugall verlieret die Hofnung wegen der Mediation.

§. 38. Schrifft so zu Aachen distribuirt worden, wegen der besondern Art die Acten und Convention zu signiren.

§. 39. Von Secularisations Ideen welche bey diesem Congres zum Vorschein gekommen seyn sollen.

§. 40. Es langen noch drey Gesandte an, Mr. du Theil Mr. Robinson und der Ritter Osorio.

§. 41. Beschäfftigungen und Anstalten der interessirten Höfe biß zu der Signirung des Friedens.

§. 42. Am 18. Octobr. wird endlich das Instrumentum Pacis signirt. Besondere Umstände so dabey vorgefallen.

§. 43. Acte wegen des noch nicht geschehenen Beytritts von Sardinien.

§. 44. Erinnerungen der Englischen Kauffleute über diesen Frieden.

§. 45. Acte des Kayserl. Ministres wegen des Beytritts.

§. 46. Auswechselung der Ratificationen.

§. 47. Protestationes wegen dieses Friedens und Vergleichung dieser Protestationen mit denen so in dem Frieden zu Utrecht geschehen.

§. 48. Publication des Friedens.

§. 49. Anstalten zu Brüssel und in Italien wegen der Execution des Friedens.

§. 50. Solennitaeten Müntzen Reden und Gedichte auf diesen Friedens Schluß.

§. 51. Die Engelländer schicken nach Innhalt des Friedens Schlusses so gleich Geiseln

nach Frankreich. Anmerkung über diesen Umstand

§. 52. Rangstreit zwischen der Königin von Ungarn und Sardinien wegen der Unterzeichnung.

§. 53. Rangstreit mit Modena und Genua bey der Unterzeichnung.

§. 54. Protestation des Chur Hauses Bayern wegen Mirandola.

§. 55. Die HHh. Gesandten schickten 1752. ihre Bildnisse nach Aachen um auf dem Rathhause zum Andenken aufgestellt zu werden.

§. 56. Paralelle zwischen dem Aachner und Utrechter Frieden.

§. 57. Ob das Systeme politique wie es in dem Aachner Frieden gesetzet worden, dauerhaft ist?

§. 58. Ob sich das teutsche Reich nicht dabey interessiren sollen?

§. 59. Wie nöthig es sey, daß diejenigen, welche sich zu publiquen Affaires vorbereiten, richtige begriffe von den bisher verabhandelten bekommen.

II. Theil
Erleuterungen über das Instrumentum Pacis Aquisgranensis.

§. 60. Generale Nachricht wie ein Friedens Instrument aussehen müße.

§. 61. Beweis, daß man quoad formalia hin und wieder das Instrumentum Pacis Vestfalicæ zum Grunde gelegt habe.

§. 62. Daß der gantze Innhalt des Friedens Instruments auf 4. Stücken ankomme. 1). Auf die Amnestie 2) die restitutiones 3.) das Etablissement des Don Philipp und 4) die Quarantion.

§. 63. Innhalt des 1. Articuls: Bestimmung und Bestätigung der Friedens. Paralelle mit diesem 1. Articul und dem 1. Articul des Instr: Pacis vestfal.

§. 62. Der II. Articul handelt von der Amnestie, was Amnestie sey, worüber sie gegeben werde, und wie weit sie sich erstrecke?

§. 63. Der III Articul enthält einige Friedens Schlüsse so hier zum Grunde gelegt worden. Umständliche Nachricht von allen diesen Friedens Schlüssen.

§. 64. der IV. Articul macht Anstalt wegen der Gefangenen und der weggenommenen Schiffe.

Specification von allen diesen Stücken:

§. 65. der V. Articul handelt von der restitution der Conquetten in Ost und West Indien.

Specification was jeder Theil restituiren müssen: in Specie von Madras und Cap Breton.

§. 66. der VI. Articul bestimmt die Zeit der restitution Erläuterung die man über diesen Articul machen müssen.

§. 65. der VII. Articul regulirt das Etablissement des Don Philipp: in Parma Piacenz und Guastalla.

General Nachricht von dem Zustande dieser Staaten. Particularia von den Negotiationen und Intrigues bey diesen Articul.

Ob die Disposition der Quadruple Alliance Artic. V. dadurch gehoben worden?

Warum man nicht an den Lehns nexum dieser Staaten mit dem teutschen Reiche gedacht.

Wie Don Philipp durch den letzten Aachischen Friedens-

Tractat welchen Österreich und Spanien geschlossen dieser Staaten auch das neue guarantiet bekommen.

§. 66. Artic. VIII. regulirt die Execution des Friedens zu Brüßel und in Italien.

In wie weit alles restituirt worden?

§. 67. Artic. IX. zeigt, wie es wegen der Gräntzen in den restituirten zu halten, und bestimmet Commissarien

Was Frankreich vor Künste bey diesem Articul angebracht habe?

Umständl. Nachricht von den Englischen Commissarien in Pariß, von den beyderseitigen Forderungen und den Chicanes die man bey diesem Articul gemacht.

§. 68. Artic: X. regulirt wie es mit den revenues Schuldforderungen und andern Sachen in den restituirten Orten gehalten werden solle.

Specification von dem was erfüllet und nicht erfüllet worden.

§. 69. Artic. XI. handelt von der restitu-

tion der Archive p.

Nachricht von dem Archive zu Mecheln

§.70. Artic. XII. Savoyen bekomt das bestättiget, was es von Mayland erhalten.

Historische Nachricht von diesen Mayländischen Acquisitionen.

Ob sich Sardinien damit werde begnügen lassen. Neuere Conventiones so Österreich und Sardinien wegen dieses passus geschlossen.

§.71. Artic. XIII. restitution des Hertzogs von Modena, Nachricht von des Hertzogs von Modena Prætensionen auf einige Ungarische Lehen. Von des Hertzogs Prætensionen auf die Allodial-Güther des Hertzogthums Guastalla. Chur bayrische Ansprüche auf Mirandola wie Engelland und Österreich selbige getilget.

§.72. Artic. XIV. restitution von Genua.

Ob Genua alle Geld Summen wiederbekommen. Verfall der Banco von St. Georgen.

§.73. Artic. XV. Herstellung des gegenwärtigen Zustands von Italien.

Ob nicht die Quadruple Alliance d. a. 1[illegible] das beständige regulativ seyn müsse?

Ob durch den Ao. 1752. geschloßenen Sicherheits Tractat zwischen Spanien und Österreich dieser Zustand geändert worden.

§. 74. Der XVI. Articul handelt von dem Assiento-Tractat.

Umständliche Nachricht von diesem Tractat.

Wie durch die Convention d. a. 1750. zwischen Spanien und Engelland der Assiento Tractat und folglich auch dieser Articul aufgehoben worden.

Von dem Beytritte der Crone Spanien zu dem Aachner Frieden durch diesen Tractat.

§. 75. Artic. XVII. handelt von Dünkirchen.

Umständliche Nachricht von diesem Hafen und deßen jetzigen Zustande.

§. 76. Artic. XVIII. handelt von einigen noch unausgemachten und zu besondern gütlichen Handlungen bestimmten Affaires.

Woher die Geldfoderungen kommen, welche Hannover an Spanien hat?

Von den Streitigkeiten wegen der Abtey

St. Hubert, darüber der König in den Niederlanden angegangen.

Von den in Hennegau liegenden fremden Ländern.

Von den in den Niederlanden neuerlich angelegten Zöllen.

Von einigen Chur-Pfälzischen Ansprüchen.

Warum in den XII. Articul der Præliminar. des Streits wegen [illegible] [illegible] geschehen.

Warum hier nichts von dem Großmeisterthum des Ordens des goldenen Vließes gedacht worden.

Ob man auch nicht wegen Freyburg Erwehnung thun sollen?

§. 77. Artic. XIX. setzt die Hannöverische Succession in Engelland, wie sie in der Quadruple Alliance regulirt worden, in Sicherheit.

Hieher gehörige Umstände.

§. 78. Artic. XX. handelt von der Guarantie der Churbraunschweigischen Land in Deutschland. Warum diese Stelle hier eingerückt worden? Wie wegen dieses Articuls Hessen und Baaden, auch dem Reichstage zu Regensburg eine Protestation eingegeben: ingleichen von der Chursächsischen und Chur

Braunschweigischen reprotestation.

§. 79. Artic. XXI. enthält die völlige neue Guarantie der Sanctionis pragmaticæ.

Kürtzer Begriff von der Sanctione pragmatica recapitulation aller Guarantien die seit Errichtung der Sanctionis pragmaticæ gemacht worden. Ob diese Guarantie viel geholffen und?

§. 80. Artic. XXII. enthält die Guarantie von Schlesien und Glatz.

Warum Preußen selbige gesucht?

Wie hierauf der König in Preußen die Reichs-Guarantie über diese Länder ehrlich gesucht und erhalten, was der eigentliche Sinn und Verstand dieser Reichs-Guarantie sey.

Von einigen hieher gehörigen pro Memoria und kleinen zwischen den Höfen gewechselten Schrifften.

Von den Guarantien überhaupt, ob sie nützlich oder schädlich?

§. 81. Artic. XXIII. enthält die Anstalten wegen

der Execution des Friedens.

Anmerkungen darüber.

§. 82. Artic. XXIV. betrifft die ratification des Friedens.

Generale Anmerkung von der ratification bey Gelegenheit einer Stelle aus des Mably Droit public de l'Europe.

§. 83. Von zwey separat Articuln dieses Tractats 1.) wegen der Titulaturen 2.) wegen der Französischen Sprache.

Anmerkungen aus dem neuesten Völker Rechte über beydes.

III. Theil

Von einigen Begebenheiten

so nach dem Aachner Frieden vorgefallen und theils als Folgen anzusehen theils ihre relation darauf haben.

§. 84. Wie alle bey diesem Frieden interessirte Staaten den Verfall so sie durch den Krieg erlitten, durch Cultur ihrer Länder und das Commerce aufzuhelfen gesucht.

§. 85. Wie sich sonderlich die Franzosen um ihre

der Macht und Commerce bekümmert.
§. 86. Von der Handlungs Jalousie zwischen
Engelland und Frankreich wegen Ost- und
West-Indien und in Africa.
§. 87. Wie das Chur-Hauß Hannover die Sache wegen
der Römischen Königs-Wahl gemacht.
§. 88. Was Brandenburg dabey erinnert, als
die quaestion an urgiret worden, und
wie man der Fürsten Gerechtsame dabey
auf das Tapet gebracht.
§. 89. Von einigen hieher gehörigen Schrifften.
§. 90. Bemühungen, welche sich so wohl die fran-
zösische als Österreichische Parthey gegeben,
diese Geschäffte theils zu hindern theils zu
befördern.
§. 91. Wie Chur-Bayern bey dieser Gelegenheit Sa-
tisfaction wegen der Praetension auf
Mirandola bekommen.
§. 92. Wie Chur-Pfaltz aus dem Aacher Frieden
Indemnisation gesucht.
§. 93. Wie Chur-Sachsen relative auf diese
Umstände einen Subsidien Tractat
mit Engelland geschlossen.

§. 94. Debatten so über diesen Tractat in dem Parlement vorgefallen.

§. 95. Andere hieher gehörige Umstände in Ansehung anderer teutscher Höfe.

§. 96. Wie die Holländer den Commerce Tractat d. a. 1739. mit Franckreich noch nicht renouviren können.

§. 97. Wie die Affaire wegen der Barriere mit Oesterreich noch nicht reguliret worden, und wie diese Sache zu Brüssel geschoben werden soll.

§. 98. Ob der Todesfall des Stadthalters in das Systeme politique von Europa grossen Einfluß haben werde.

§. 99. Ob der mit Österreich und Spanien geschlossene Sicherheits Tractat wegen Italien viel nützen?

§. 100. Bedencklichkeiten so Engelland dabey findet.

§. 101. Ob die Affairen in Norden in die bisherigen Geschäffte grossen Einfluß haben.

§. 102. Kurtze recapitulation von dem Zustande der Affairen in Norden seit Kayser Carl VI. Tode.

Es sind zwar nicht nur die böhmische Lehnleute
überhaupt ihre Lehn innerhalb Jahr und Tag
bey allen in manu dominante vel serviente
sich begebenden Fällen zu muthen gehalten,
sondern es wird auch allzeit in dem Lehnbrief
über die Laudemij dießfals noch ins besondere
reserviret und bedungen, und es scheinet
also, als ob um so nöthiger sey, die Lehn bey der
Königin zu muthen, und dadurch die etwa an Seiten
des böhmischen Lehnhofes anzustellende actionem
privatoriam zu praeveniren.

Es ist aber auch dargegen zu consideriren
daß
1) noch ehe das ordentl: fatale verflossen, der
Krieg angegangen, das ganze Königreich Böhmen
occupiret, und dessen Haupt-Stadt nur
erst vor wenig Wochen von der Königin
recuperiret worden; daß
2) zwar der Krieg zwischen S. K. M. und
der Königin in Ungarn durch die ausge-
wechselten Friedens Declarationes sich geendet,
jedoch in solchen die passus, so zu dem
Mißverständniß Anlaß gegeben, zu weitern
güthl: Vernehmen, ausgesetzet worden; Mithin
3) annoch erst über der Agnition der
Sanctionis Pragmaticae, welche, ehe die Lehn
bey der Königin gesuchet werden kan, nothwendig
vorher gehen muß, tractiret werden soll; daß
4) die Königin selbst noch nicht die Huldigung
empfangen und gecrönet, auch in dem König-
reich sich nicht gegenwärtig befindet, allwo doch
ordentl. die böhmische Lehn verliehen werden sollen,
wie dann Lünig in seinem Corp: I. F. Tom. II. p.
238 anführet, daß der böhmische Canzler, als Kayser
Matthias ao 1612 den Rath zu Nürnberg mit

ihren böhmischen Lehn auf der Burg zu Nürnberg beliehen, im Nahmen dero böhm. Landstände dawieder protestiret, und Reversales gefordert, dass solche der Lehnung der Cron Böhmen an ihren [illegible] Gerechtsamen welches vermöge, dass die Lehn außer der königl: Residenz Stadt, nicht zu verleihen, zu keinem Eingang gereichen, oder zum praejudicio in künftigen angezogen werden solle: Es ist wohl nicht zu läugnen, dass Kayser Ferdinand der II. in der nach der grossen böhmischen Revolution, Ao 1627 publicirten böhmischen Landes-Ordnung sich und allen seinen Nachfolgern an der Cron, die Macht, wenn er oder sie außerhalb Landes sich befänden, denen Fürsten und andern auswärtigen Lehnleuten, an denjenigen Ort, wo das Hoflager seyn würde zu beleihen, oder aber solche Investitur biss nach der Rück-Kehr nach Prag zu verschieben, ausdrücklich, reserviret und beylegt; dass

5) Von denen andern Fürsten des Reichs, welche von der Cron Böhmen Lehn haben, e. gr: Pfalz, Marggrafen zu Brandenburg, Herzoge zu Sachsen, und zu Lauenburg, niemand noch sich [illegible] gemeldet; dass

6) Und mit denen meisten Lehen, so das königl. Churhaus der Königreich Böhmen zu Lehn trägt, eine ganz besondere und andere Bewand[tniss] als mit denen übrigen böhmischen Lehnen hat, indem sie auf gewissen pactis beru[hen]

und also auch nach solchen, nicht aber nach denen gemeinen Rechten zu beurtheilen sind, daher denn auch den Klägern weder Servitia militaria noch andere praestanda entrichtet werden, sondern es vielmehr mit diesen Lehn nexu und Hauptrechts darauf angesehen ist, daß die Cron Böhmen sich die Succession in denen Landen und Orten, woraus sie ehedem Ausgang gemacht, oder welche sonst zu dem Königreich gehört, reserviren wollen; daß

7) E. M. dem Kayser es gar empfindlich fallen würde, wenn wir durch einen so solennen Actum als die Lehns Muthung und Empfängniß ist, der Königin observantiam clientelarem bezeigen und Seinen andern Fürsten, die von der Cron Böhmen Lehn besitzen, und solche noch mehr als wir zu fürchten Ursach haben, vorgehen wollte; daß

8) dieses gar leicht bey kayserl. Räthe allerhand nachtheilige resolutiones in Ansehung derer Reußen und Schwartzburger nach sich ziehen könte; Und daß Euch

9) überhaupt nicht consulti zu seyn scheint, sich in mehreren nexum mit dem Wienerischen Hofe zu setzen, ehe und bevor man von dessen freundschaftl. Gesinnung und Erkäntlichkeit gegen E. K. M. durch thätige Proben überzeugt, und in specie auf ratione der [illegible], über die verlangten Moderation des Ceremoniels und sonst mit selbigen Umständen, [illegible] da derselbe viel zu viele Ursachen hat

und immerzu behalten wird, d. l.
Th. zu menagiren, als dass er mit
einer Actione privatoria bereit-
sollte

Natürliche Vorstellung der Wahrheit:

entgegengesetzt den Preußischen Dogmaticus gründlichen und überzeugenden Beweis von dem Betragen derer Höfe zu Wien und Dresden.

Warschau 1756.

SLUB
Wir führen Wissen.

Wann es wahr ist, daß eine gute
Sache vor sich selbst das Wort
redet: So muß man gewiß
Königlich-Preußischer Seits zu denje-
nigen gar wenig Vertrauen tragen,
die man seitdem in Sachsen und Böh-
men unternommenen gewaltsamen
und feindlichen Einfällen zu vertheidigen
hat. Sobald ist nicht eine
Schrift herausgegeben, als man [derselben] schon wie-
derum eine andere nachschicket, und da-
durch denjenigen Gründen, deren
Schwäche in ihrer natürlichen Gestalt
allzu sehr in die Augen fallen würde,
immer neue Farben und Anstriche
zu geben suchet.
~~Die hohe zu Sein und d~~ Ihro Königl.
Majestät in Pohlen und Churfürstl. ~~D.~~
Durchl. zu Sachsen haben dennoch
vor nicht nöthig erachtet, diesen öf-
fentlichen Schriften sofort eben so viele
andere entgegen setzen zu lassen.
Weil Sie vorausgesehen, daß in der Zeit
eingetretten, und die Wahrheit bald
nachgehend auch von selbst durch die
in gewisse gemachte künstliche Verbil-

dungen, sowie die Sonne durch ein
Nebel, durchzudringen angefangen
hätte, sind blos ein und ander ...
facta, so man freundlicher Seite zu
Erläuterung seiner Absichten nicht,
wie sie an sich seyn, sondern, wie s...
sich zu derendrand gezogenen Schlü...
ssen, verträgt, dem Publico ...
verrathen natürlichen Gestalt vor
~~getragen~~ erzehlet worden. Und dahi...
hätte ob auch nochmals bewundern
können; jemehr die Sprache der
gegenseits selbst und dem öffentlich bekannt
gemachten geheimen Unterhandlun...
gen des Königl. Polnischen Hofes schon
vorlängst und ohnwiderstehlich ...
Aufführung einer gründlichen ...
weiß des Churvermögens ...
derjenige dazuthun, ... man ...
sagten Hofe zur Last legen wolle.
Um indes dem, so dieses ...
einsehen, welchemige Erläuterung
andern aber dem wider Unterth...
die freundliche Verspiegelungen zu...
Vorurtheile beygebracht haben mög...
einen Leitfaden an Hand zu geben

gezogenen Folgerungen

dar...

daraus sie sich auf diesen künstli-
chen Vorgebens ohnbewiesen ange-
nommene Grundsätze und falsche
Schlüsse gründen können, will
man, auf gleiche weise, als solches
in denen zu Wien im Druck erschiene-
nen Anmerkungen geschehen, der-
malen auch, soviel Sachsen be-
trifft, die vorgegebene Rechtmä-
ßigkeit des Königl. Preußischen Ver-
fahrens durch ein und andere Betrach-
tungen beleuchten.
Sämtliche Preußische Schriften haben
überhaupt eine doppelte Absicht.
Einestheils soll die Welt glauben,
die persönliche Freundschaft und
Hochachtung, so des Königs von
Preußen Majestät gegen Ihro Königl.
Majestät in Pohlen zu hegen vorgeben
und allerwelt sattsam bezeiget,
sey wirklich vorhanden, wodurch
ganze Königl. Hauß alle unermüd-
liche Achtung beständig fortgese-
tzet, auch mit dem Chursächsi-
schen Landen auf eine so gelinde und

freundschaftliche Art umgegangen
werden, daß alles, was man da-
zu sage, in leeren Vorgebungen
oder, wie der unzeitige Aus-
druck französischer Schriftsteller lautet,
in Crailleries bestehe.
Unterdessen sollen die gewaltsamen
Einfälle in Sachsen an und vorsichtig
nicht verheelet, und das Publicum
berichtet worden, als ob die Besatzung
von abgedankten Soldaten und Völ-
kern vorhanden sey.
Der Grund Vollmacht des ersten
Vertrags wird sich am klä-
rsten durch eine ganz natürliche und
ohngekünstelte Erzählung dessen
legen, auch was das preussische Volk
in Sachsen von seinem ersten Tage an
bis nun zu, vorgegangen worden.
In dem Laufe des Monaths Augusti
erhielt man zu Dresden die erste
Nachricht, daß sich ein beträchtliches
Corps preussischer Völcker von Mag-
deburg nach Halle ziehe.
Ihro Königl. Majestät in Pohlen hatten
auch eben Kund wieder erst ...

derungen nicht den geringsten Antheil genommen, vielmehr alles sorgfältig vermieden, was auch nur den mindesten Schein davon geben können: Um desto mehr Recht hatten Sie zu hoffen, daß wenn auch wider besseres Vermuthen in Ihrer Nachbarschaft ein öffentliches Kriegsfeuer ausbrechen sollte, man dennoch Ihre Lande dabey ohnangefochten, und in Genuß des einzig und allein verlangenden Ruhestandes laßen würde.

Allein auf einmal wurde am 28. Aug. zu Berlin dem daselbst befindlichen Königl. Pohlnischen Ministre von Bülow, besage der Beylage

No. 1.

sub No. 1., die erste Eröffnung von einem durch Sachsen vorhabenden, jedoch ohnschädlichen und den guten Vernehmen beyder Höfe ohnabbrüchigen, Durchzug gethan; und am 29. desselben Monats zu Dreßden durch den daselbst stehenden Königl. Preußischen Ministre von Malzahn nicht sowohl nur Ver-

stattung dieses Durchzugs angele-
het, als vielmehr nur die desfalls
genommene Entschließung, welche
den Wunsche, die Lande selbst bel-
nicht zurückgesetzt können, ange-
kündiget: Soviel was weit-
aus dessen mündlichen ~~Vortrage~~ Anbringen sub
No. II. ersehen können, nachdem
schriftlich deshalb etwas an sich ge-
ben, ob auch nur das aufgezeichne-
sich erbeten zu lassen verweigert
hatte. Antwortgebung ohnschädlich
So viel auch wider ~~solchen~~ Durchzug
selbst sich annoch würde haben
einwenden lassen; ~~[illegible]~~
bewilligten jedoch Ew. Königl. Maj.
in Pohlen mittelst des dem Kurfürstl.
Gesandten noch selbigen Tages behän-
digten schriftlichen Antwort sub
No. III. vorliegenden Umstände nach
denselben sofort, und verwahrten
Sich bloß gegen die angezeigte bedenk-
liche Äußerung, unter Beziehung auf
Dero Seits bishero beliebigst beob-
achteten des Reichs Friedens Schluß.
Ohne aber solchem Antwort zu e-
wart-

No. II.

No. III.

waren, wenn die Preußischen Königl.
Völcker am abend dieses 29. Aug.
schon allen Orten und starcken Colonnen-
[illegible] weise in die Sächsischen Lan-
de auch eine mit allen kennzeichen
eines feindlichen Überfalls verge-
sellschaftete weise eingedrungen.
Ungeacht wo man wegen deren
Ankunft vorher benachrichtiget;
ungeacht konte man natürlicher
weise auch nur zu deren freund-
schaftlichen Aufnahme bereitet seyn;
dadurch Mißbrauch und Störung
schon vorhin gedrückte Landmann
nebst denen erwarteten Gästen
alles, was er auch zum nothdürftig-
sten Lebens Unterhalt braucht, ohn-
entgeltlich hergeben; und es blieb
ihm an gar vielen Orten weder Saa-
menkorn, noch Zuchtvieh übrig;
der vielen Vieh zu geschweigen, so
allenthalben mitgenommen worden.
Ihro Königl. Majt. in Pohlen sen-
deten sofort den 30. Aug. Dero
General Lieutenant und Hauptmann
von der Schweizer Garde, Meagher

No. IV. mit dem Schreiben sub No. IV. an
Anklöng? von Dresden ab.
Derselbe hatte theils die Einrichtung
und Dauer des Durchzugs, ~~denn~~
~~nahmentl. bewilligte~~ der der Verpfle-
gung wegen wiederholten, woraber
theils und insonderheit über die
dem Antrag des Preußischen Gesan-
dten angehängte Äußerung wegen
völliger Sicherheit und künftiger Un-
gekränktlassung eine nähere Erklärung
verlangen.
So billig ~~jedoch~~ dieses Ersuchen war
so enthält doch die Antwort des
No. V. Königs von Preußen vom 1. Sept.
bloß eine Menge Klagen und Beschwer-
den über den Wienerischen Hof, welche
mit obigem Anbringen nicht die
geringste Verbindung hatten, vor-
gebracht hatte.
Inmittelst fieng sich derjenige, 2
was denen wörtlichen Erklärungen
abgieng, mit jedem Tage durch
die That selbst immer mehr zu er-
bauen an. Die Stadt Leip-
No. VI. zig hatte, laut No. VI. der Prinz Ferdi-
nand von Braunschweig ordentlich
aufgefordert, und, daß er in Sta-

25

nen die Königl. und Preußischen von
selbigen besitz nehmen, dabey zu er-
kennen gegeben. Man ent-
waffnete die unter den Thoren befindli-
che Stadtmiliz; man ~~sich~~ bemächtig-
te sich der Schlüssel zur Stadt, und dabey
gelegenen Veste Weißenburg, ~~ingle-~~
chen der Montirungs-Kammer ~~der~~
der vorhero daselbst ~~be~~ befindlich
gewesenen Chursächsischen Trouppen, in-
gleichen des Zeughauses der Stadt,
und des darinnen vorräthigen Krie-
gesgeräthes; man nahm sämmt-
liche in denen Cassen befindliche Kö-
nigliche Gelder in Beschlag.
Denen Abgeordneten der Kaufmann-
schaft wurde angekündigt, daß
Königl. und Preußischen Majestät wollen
gegen die Handlung bey ihren Frey-
heiten schützen, verwarteten dagegen
von denen Mitgliedern derselben ein
solches Betragen, als ob sie Preußi-
sche Unterthanen wären, und verböten
ihnen von nun an keine Abgaben
mehr an Ihro Königl. Majestät in Poh-
len, ihrem natürlichen und angebor-

von Landtsfürsten, zu entrichten.
Alles dieses waren Verbote, welche
nicht lange darauf in der bekannt ge-

No. VII. wordenen Declaration, ~~sub~~ No. VII.
vermöge was nunmehro öffentlich die
letzten Vorwürfe desjenigen, was im
Jahre 1744. geschehen, vermöge des 13.
ten Articuls des Dresdner Friedens
in ewige Vergessenheit gestellet seyn
sollte, Leipzig, auch zu erkennen
gab, daß die Sächsischen Lande, in
man unter verstellten freundschaftl.
Schein eingerücket war, als ein Depo-
situm zu erhalten die Meynung sey.
In Verfolg dessen wurde laut Aus-

No. VIII. schreiben No. VIII. sämtlichen Chur-
sächsischen Landen Königlich Preußischer
Schutz, und daß solche, als eigen-
thümliche ~~possess~~ Erbländer, geachtet und
nach Möglichkeit geschonet werden sollen
versichert, dabey aber die Anschaffung
von Fourage und Subsistenz vor die
eingerückten Trouppen an Brod, Flei-
sch und Gemüse ~~[illegible]~~ unter
Androhung militairischer Execution
gefordert. Alles, was doll

sowohl als die Stellung einer beträchtlichen Anzahl Wagen,

weiß

Lotthau woselbsten gänzlich entblö-
ßende Lieferungen erhält, warum
Papiere zur ~~künftigen~~ Bescheinigung
und künftiger Berechnung; Und
nachgehends Letzteres sogar alle die
jenige, so da ziehende Marsch verordnet
worden, so wie vom Lande schnell-
gebührlich zu tragende Schuldigkeit ab-
gegeben.
Von Leipzig machten diese ersten marchi-
renden französischen Völker vier derer
angesehensten Mitglieder aus dem Mit-
tel des Raths und der Kaufmannschaft
ohne Bestimmung einer nähern Ur-
sache gefangen mit fort.
Das Schicksal anderer Städte, welche
die französischen Völker berührten, war
nicht gelinder. In Merseburg und
Weissenfels wurde das daselbst be-
findliche wenige Geschütz, so dem
ehemals alda residirenden Herzoge
blos zu Lustbarkeiten gedient hatte,
weggeführt. In Wittenberg und
Städte Churkreises ~~ein Theil~~ ihr Ge-
wehr den französischen Truppen zur Plün-
derung hergeben; und einen Theil der

festungs Werke ihrer Stadt selbst ab-
gen. – Dagegen hingegen wurde m
allen Eifer zu betreiben angefang-
nachdem man schon in eignen Ge-
wölbe Königl. und Prinzl. [illegible] in dem
Königlichen Schlosse daselbst befind-
lichen Meubles und [illegible] (einem Theil alter) denen Solda-
preiß gegeben hatte.
So viel Gewaltthätigkeiten würden
ohnedem Ihro Königl. Majst. sich
bald zu glauben berechtigt haben, den
König und Prinzen, als einen [illegible]
[illegible], anzusehen.
Sie hätten demnach entweder Ihre
mee nach Sachsen gehen lassen, oder die
dahin angebotne Verstärkung an-
nehmen können.
Allein Sie verließen sich noch immer
auf das bisher mit des Königl. un
Prinzen Majst. sorgfältig beobach-
und von diesen selbst öffentlich aner-
kannte freundnachbarliche Vernehm
auf die waltende Freundschaft und
Frieden Schlüsse, auf den Schutz der
Reichs Gesetze, mithin auf alles, was
unter freyen Staaten, und unter

dero in vorhergegangener Verbindung ste-
henden Reichsstände und Mitglieder eines
Corporis mit einem Heiligen Reichs band.
Sie ließen daher ihre Trouppen dero
anwesenden Feinden überall auf
das schleunigste ausweichen, und ~~sich~~ sorgfältig
blos in ein Lager bey Pirna zusam-
menziehen, dahin Sie sich ~~[struck]~~ auch vor
Ihre Höchste Person zu begeben bemü-
ßigt erachteten, ~~übrigens aber~~ Dero
Gemahlin Majestät und Königl. ~~[struck]~~
Familie aber ~~vor~~ vor wie nach zu Dresden
verbleiben zu lassen, und abzuwarten
~~vor nöthig~~ beschlossen, ob nicht der
König von Preußen wenigstens zu
Annehmung einer förmlichen Neu-
tralitaets Convention ~~[struck]~~ zu be-
wegen seyn würde. Der Königl.
Groß Britannische Ministre, Lord
Stormont, als Gesandter einer bey-
den Theilen freundschaftlichen Macht,
wurde zu dem Ende vorzüglich von
Ihnen requiriret, auf dergleichen
Convention anzutragen.
Uberdieses ward noch der Königl.
Cammerherr, Graf von Salmour mit
No. IX. Handschreiben No. IX. abgefertiget,
dessen Inhalt in dem gemäßigten

ihre Klage über die vonseiten preu-
ßischer Völker verübte Gewaltthätigkei-
ten, und ~~sie~~ in den zuverlässig-
sten Versicherungen zu Beobachtung einer
genauen Neutralitaet während der
gegen die Kayserliche Königin Majestät ~~angeh~~
vorhabenden ~~dieses~~ Kriegs bestunde.

+ der Versicherung bestund, daß Sie dero Begebung zur Armée ohngeachtet einer abzuschließenden Neutralitäts Convention die Hände zu binden, verwehrt bleiben.

Allein die Antworten, so der Lord Stormont mündlich, und der Graf Salmour schriftlich unter dem 5. Sept: s: No. X zurückbrachten, giengen dahin, daß der König einige ohnbestimmte fonds de guerre, und nicht ehender die Sächsischen Lande wieder gänzlich zu räumen.

No. X.

Jedoch ward die Versicherung angefüget, daß die Preußische Armee sich in solchen so wenige Zeit, als möglich, aufhalten solte, und der Lord Stormont brachte die Hoffnung mit, daß man Preußischer Seits einen General abschicken, und durch selbigen, was man eigentlich verlange, zu erkennen geben würde. Allein ein Tag verstrich nach dem andern, ohne daß von des Königl. von Preußen Majestät etwas weiteres zu vernehmen gewesen wäre, als daß Sie sich mit ihrer

ganzen

...fahren, über 60. Mann austrei[illegible]
...halten

zu Ihro Königl. Majt. selbst
des Erbprinzen mit der Kö-
nigl. Hand

No. XI.

~~eigentlich bestätigen solte~~,

Armee dem Sächsischen Lager bey Pir-
na immer mehr näherten, auch end-
lich selbiges ganz und gar einschloßen,
und alle Zufuhr und Communicati-
on abschnitten.
Ihro Königl. Majt. in Pohlen suchten
demnächst unterm 10. Sept. mit-
telst des Schreibens No. XI. welches
dero General-Lieutenant, Grafen
Bellegarde, in das Preußische Lager bey
Sedlitz überbringen müßte, zu vermög-
en, womit dem eigenmächtigen [illegible] Vorschriften e-
so der König ~~von~~ in Preußen an Ihro,
ohne dero Würde und Unabhängig-
keit zu nahe zu treten, [illegible]
zu bestehen solten.
Wenn der König von Preußen bis da-
hin mit seinen Absichten zurückge-
halten hatte, so war solches nun ge-
schehen, und der Sächsischen Armee völlig
zuvörderst den Weg nach Böhmen ab-
zuschneiden, damit er sonach selbige
durch die Stellung und Übermacht
seiner Troupen desto ohngehinderter
Gesetze vorschreiben könte.
Jetzt, da er seinen Endzweck erreicht
zu haben glaubte, drang er sofort darauf,

liches mit der Sprache herausgezogen [illegible]
Seine Erklärung vom 11. Sept.
No. XII. sub No. XII. gieng dahin, sie [illegible]
seiner Sicherheit zuförderst den [illegible]
derselbe in seiner Gewalt haben
müsste, demnächst aber [illegible]
eine Armee im Rücken lassen [illegible]
die, und etwa gegen ihn zu [illegible]
nehmen, und auf den Augenblick
warte, da er mit seinen Feinde[illegible]
in Handgemenge gerathen sey [illegible]
Ihro Königl. Majestät wollten sich
nicht vorzuwerfen haben, als ob Sie
was unterlassen hätten, um dem
König von Preußen das bezeigte
Misstrauen und Ehrgeitz zu be-
nehmen. Sie geben daher
dem Grafen von Bellegarde das
fournirte Schreiben vom 12. Sept.
No. XIII. No. XIII. mit, worinnen Höchstdie-
selben sich nicht nur zu der Stren-
gen Neutralität verbindlich mach[illegible]
während der ganzen Dauer dieses Krie-
ges weder unmittelbar noch mittel-
bar dem Vortheil des Königs von
Preußen entgegen zu handeln; [illegible]

29

die zu erhoffen Hülfe
den auch noch überdieses ~~bezwoben~~,
Ihre Armee würde in Ihrem Stand Quar-
tier ruhig zu lassen, und zu ge-
statten, daß der besagte König unter
dessen das sächsische Territorium gänzlich unbe-
rührt bleibe, und zu dem Ende eine
gegen selbigen gebogene Klage in
der Landes [illegible].
So hinlänglich und vortheilhaft dieses ~~Anerbieten~~ Zobinthum
~~für~~ ~~waren~~, so wenig ~~wollte~~ ~~die~~ begnügte sich
und jedoch — ~~sie~~ der König anzunehmen, ~~wie~~ ~~der~~ weilen er
~~nur~~ ~~hätte~~, ~~nachdem~~ ~~dieselbe~~
einmal den Unterhandlungen das Sach-
[illegible] hatte.
Voll Vertrauen auf seine Kräfte,
welche auch da noch, als seine Vor-
truppen bereits in Böhmen eingerü-
ckt waren, zureichten, das sächsi-
sche Lager zu umzingeln, bestand
er darauf, daß er schlechterdings
[illegible] haben dürfte, [illegible]
ihm einige Unterhandlungen [illegible]
und wie er gewöhnlich abwar-
ten könnte, ob längere Geduld, oder
irgend ein anderes Mittel ~~der~~ ~~[illegible]~~
seiner gegenwärtigen Stellung ein
Ende machen werde /: No. XIV :/

No. XIV.

aufrichtige
Absicht als das Verlangen, Ruhe
und Friede zu erhalten, und den be-
drängten Unterthanen baldige Er-
leichterung zu verschaffen, hätten bey
dieser Ihro Königl. Majst. zu Poh-
len bewogen, mit Anerbietungen
hervorzugehen, die an sich Ihnen
sie höchst beschwerlich waren.
Als sie aber gleichwohl mit Ver-
zuverantwortet haben, gegen die-
ferner nichts als Ihre Würde und
Standhaftigkeit zu Rathe, und er-
wiederten in einem Schreiben s. No. XV
vom 13. Sept. so wie durch den
GeneralMajor und Adjutanten von
Spörcken überreichen ließen, wie Sie
erwähnen müsten, daß des Königs
von Preußen die verlangte Sicherheit
bloß in dem Untergange Ihrer Armee
durch Hunger oder Schwerdt suchte,
und wie Sie demnach nöthig fän-
den, Ihnen zu sagen, es stehe nun
viel daran, daß dabey nichts etwa
von diesen Mitteln so bald wirklich
zu befürchten sey; und gegen den-
der würde die Ehre und Standhaftig-
keit Ihrer Trouppen sie wohl zu be-
schützen

No. XV.

schehen würden.
Diese Erklärung hatte in so weit eine Würkung, daß der König in Preußen nunmehr selbst wieder den Weg der Unterhandlung ~~betrat~~ zu suchen anfing, der Brief sub No. XVI., so Sie noch an eben dem Tage an Ihro Königl. Majestät in Pohlen ablassen, war voller Vertraulichkeit, und ganz geschickt, die Zärtlichkeit eines Freundes zu Liebe geben, der in seinem ~~einigen~~ Gemüthe, als Aufrichtigkeit und Wahrheit fände, und daher weit entfernet wäre, den Endzweck zu vermuthen, den man freundschaftlich durch die gesuchte Verstattung des Zutritts vor den General ~~Adjutanten~~ Lieutenant und Adjutanten von Winterfeld sich vorgesetzt hatte. Zwar verwunderte sich der durch dieses Schreiben eingeflößte große Vertrauen ihn durch des unbedenklichen Schluß-Worts:

No. XVI.

„Die gegenwärtigen Umstände und
„Ihro Majestät Schicksal mit dem meini-
„gen verbunden seyn, und ich versichere
„Dieselben bey allem, was heilig ist,
„daß wenn mir das Glück in diesem
„Kriege wohl will, Sie nicht Ursach haben

" werden, wie solches zu mißgön[...]
" dahingegen, wenn ich unglückl[...]
" bin, Sachsen aber das Schicksal haben
" müßte, als Freunde und unmäßig[...]
" Staat, – "

Daß Ihro Königl. Majestät in Pohlen [...]
sich diese trüben Aussichten nicht gern [...]
halten, weil Sie noch einiger Hof[...]
der Hoffnung zu einem billigen Ver[...]
gleiche vor sich sahen.

Sie versicherten mittelst Schreiben [...]

No. XVII. XVII., daß Sie den General Lieu[...]
nant von Winterfeld gern sehen
würden; und als derselbe den [...]
Sept. mit dem Beglaubigungs-

No. XVIII. Schreiben No. XVIII. in den Sächsisch[...]
Lager ankam, wurde er sofort zu[...]
Gehör gelassen.

Nun da Reich und ganz Europa
nicht einiger Zweifel ergeben [...]
geizigen Absichten des Königs von
Preußen, und wegen dieser Mittel[...]
bekannte, welche derselbe zu deren
Durchsetzung anzuwenden kein Bede[...]
Bedenken trägt, so würde, solches
leben, die benannten General[...]
tenant von Winterfeld aufgetra[...]
zu Ausrichtung aller Zulänglich[...]

die Absicht deren war, endlich Ihro Königl. Majt. durch Vorstellung gleich= zu schreibender Gewinste und Vortheile zu bereden, daß Sie Ihre Macht, mit denen Feindschaften vereinigen und gegen Ihre alte Bundsgenoßen, des Königs dero Königin Majt. kehren möchten.

Allein Ihro Königl. Majt. empfanden einen gerechten Unwillen darüber, daß man Sie fähig geglaubet hatte, Ihr gegebenes Wort und Ihre Verbindlichkeiten dem Triebe einer schändlichen Gewinnsucht aufzuopfern, dergleichen man Ihnen einzuflößen sich bemühet hatte.

Sie ließen dem Könige von Preußen durch das dem General von Arnim mitgegebene Schreiben No. XIX. ~~vid.~~ den 15. Sept. erinnern, wie aber die ~~Umstände~~ Gesinnung, welche Ihnen nicht erlaubten, dergleichen Antrag Gehör zu geben, gedachten König von der Unverbrüchlichkeit dero einmal gegebenen Worts überzeugen, und dahero im Grunde von Ihme selbst nicht gemißbilliget werden könten.

No. XIX.

Sie würden Sich gar wenig entschließen können, einen fürstlichen Freund=

lich zu bewegen, die Ihnen bis[her]
doch dazu gegeben hatte, und mit
der Sie vielmehr von langen Zeiten her
im Vertheidigungs-Bündniß stün[den]
wohl aber wären Sie vom Anfan[g]
entschloßen gewesen, und blieben es
noch, Sich in diesen Krieg gar nicht
zu mengen; und Sie hoffen, daß
des Königs von Preußen Majt. mit
~~dieses Anerbieten~~ Ihren deshalbigen
Erklärungen zufrieden seyn, also
andere billige Vorschläge Ihnen ...
Allein dieser Versuch war eben so frucht-
los, als alle vorhergehende.
Statt sich durch die Redlichkeit und
erhabene Großmuth Ihro Königl.
Majt., aus welcher dieses Schreiben ge-
floßen, bewegen zu laßen, behar[rte]
vielmehr der König von Preu[ßen]
auf seinen vorigen Sätzen, und bez[og]
sich in seinem Schreiben vom 15. d.
No. XX. No. XX, so der General von Arnimb zurück
brachte, blos auf dasjenige, was d[em]
General Lieutenant von Winterf[eld]
aufgetragen worden.
Ehe diese Zeit erwartete sich äuß[er]
rete. Ihro Königl. Majt. glau[bten]
daß, weil sich diese Sache immer
mehr

mehr in die Länge zog, sie wegen
des unglücklichen Schicksals Ihrer
Chur- und Erblande dasjenige nicht
vergessen dürften, was Sie Ihrer Kö-
niglichen Würde schuldig wären, in welchem
Betracht der 4ten Oct. zu haltende außer-
ordentliche Reichstag Ihre Gegen-
wart erfordert, und Sie nunmehro
daher den König in Preußen sub No.
No. XXI. XXI. welches in seinem Schreiben vom
12. Sept. ausdrücklich gethane Verspre-
chen, daß Ihnen freystehen solte,
sich, wo Sie wollten, hinzubegeben.
Allein diese Anfrage war schon wieder
vergeblich; vielmehr wurde deren
Erfüllung so lange, bis man wegen
der ~~Sächsischen~~ Armee in des Preußi-
schen Ergebung gewilliget haben würde,
hinausgesetzt; zugleich auch auf die
über Bedrückung der Residenzstadt
No. XXII. Dresden sub No. XXII. geführte Be-
No. XXIII. schwerden sub No. XXIII. eine nichts-
bedeutende Antwort ertheilet.
Es war demnach Ihro Königl. Majest.
nichts, als die Wahl übrig gelassen,
ob Sie mit Hintansetzung Ihrer
Ehre sich zum Werkzeug derer ehrgei-

sigen feindlichen Absichten gegen d[as]
Haus Österreich gebrauchen lassen
oder zu denen äußersten Mitteln gre[ifen]
wollten, welche Ihnen Ihr Muth zur Ver-
theidigung Ihrer Person und Ihrer Staaten
gab.

Prinvallmal

Sie nahmen bey so gestalten Sachen
um Anstand, und vom 17. Sept. d[en]
König von Preußen wissend zu mach[en]
wie Ihre Entschließung wegen Ihrer
Neutralität genommen ~~sey~~, und ~~einseitig~~
Wehre und Nothwendigkeit gemäß
~~...~~dermahlen Sie alle Unterhandl[ungen]
vor abgebrochen halten müßten. /: s.

No. XXIV.

XXIV. :/

Nachdem aber dieser Tage von dem kön[iglichen]
Generallieutenant von Winterfeld
mit Anträgen und Rechtfertigungs

No. XXV.

Schreiben No. XXV. bey Ihnen an, u[m]
dero letzte Entschließung zu vernehm[en]
und sein mündlicher Antrag gieng
nicht weniger, als dass, da von Ih[ro]
Königl. Majestät in Polen ~~nicht sofort~~
durch feindlichen Anscheins + ~~folg...~~
~~...~~, der König von Preußen [...]
genöthigt sehe, die Sächsische Lag[er]
~~...~~ an verschiedenen Orten zugleich an[...]

+ Noch hinzufügen scheine wie gewesen,

greiffen zu lassen.
Die denselben mündlich ertheilte Ant-
wort aber sowohl als das dem In-
halt wiederholende Schreiben sub
No. XXVI. zeigten genugsam, wie
wenig Ihro Königl. Majtt. durch dergleichen
leeren Drohungen Sich bewegen zu lassen
fähig ~~[illegible]~~ wären.

No. XXVI.

~~[illegible]~~
eingedenk Ihrer Würde und ~~der Ihre~~ Obermachtwürdigkeit ~~[illegible]~~
~~Würde [illegible]~~ ergrauten die Sich auf Ihre nun-
mehr in Ihr Sechzigstes Jahre erworbene
behauptete Ehre und Redlichkeit, womit
auch jetzo keine Gefahr Sie abwen-
dig machen werde, Wegen Ihrer
von Preußen ohne Ursach eingenommenen
Lande aber und wegen dem Ihro ohne Grund
zur Last gelegten Beschuldigungen berufen
Sie Sich auf das Urtheil von ganz
Europa, welches in Ihrer Sache Richter
seyn möchte; und nachdem übrigens
der König von Preußen vorhabend an
seine Anfrage wegen des freyen passage
nach [illegible].
Der König von Preußen hingegen, gleich
wie er in seinem Antwortschreiben vom
18. Sept. No. XXVII. erwähnd von

No. XXVII.

den letzten Punkt ~~wurde~~ nicht ge-
als bis die Sache wegen der Armee ...
getroffen würde, Sie wolte, also ...
er im übrigen bloß zu bedauern, da...
solchergestalt Ihro Königl. Maytt. ...
seinen Frieden so genau verbunden ...
wie, daß Sie darüber Ihres eigene...
zu vergeßen.

Und so endigte sich denn endlich ...
se Unterhandlung fruchtlos, welch...
allein Ihro der Nachwelt des Schwe...
denkmal seinen Widerspiel abge...
wird, so sich zwischen den ehrgeizige...
Absichten des Preußischen Hofs, und ...
aller Arten Unternehmungen befrech...
dem Vergrößerungs Geist an einem ...
dem der Mäßigung Sr. Königl. Maj...
in Pohlen, und derselben aufrichtige...
Liebe zum Frieden am andern The...
finden läßet.

In dem Churfürstlichen Lande war...
des Preußischen Seits mit nachdruck...
walt und List fortgefahren worde...
Zu Torgau hatte man ein sogenan...
tes Feld Kriegs Directorium niedergese...
und durch selbiges, laut des sub
No. XXVIII. No. XXVIII. beygefügten Ausschreib...
Die...

34

die genaueste Einlieferung aller Säch-
sischen Cammer- und Landes-Einkünfte,
wie solche einiger Wochen Restantien,
unter Androhung der härtesten bei Ge-
Leistung zu gewärtigenden Strafen, und der
an sämtliche Unterthanen wol noch
mit geschehener Anweisung, daß jeder
Einwohner treulich und auf Pflicht han-
deln solle, anbefohlen.
Die Residenz-Stadt Dreßden selbst
wurde am 9. Sept. mit Preußischen
Truppen besetzt. Alle dasigen Kö-
niglichen Cassen wurden sofort beschlag-
legt. Aus dem Zeughause wurde
alles vorräthige Geschütz und übrige
Kriegs-Geräthschaft weggenommen, und
auch dasselbe fortgeschafft. Dem
der allgemeinen Regierung und Verwal-
tung der Landesangelegenheiten vor-
stehenden Geheimen Consilio wurde alle
Activitaet untersagt.
Selbst das Königliche Schloß blieb nicht
unangetastet. Gleich bey der
Einrückung wurde jeder Eingang
mit einer Preußischen Wache be-
setzt, und obwohl an Ihro Majestät
die Königin der Befehl von Lentulus
im Nahmen Ihro Majestät des Königs

Leib zur Sicherheit des Schlosses bestimmten

in Händen die ausdrückliche Versich-
erung überbrachte, daß von dieser
Wache kein Mann des innern Schloß-
battalions, wilcher von die Königl. Fa-
milie allerhöchst getragen werden
solte, so meinte man sich doch
dieser Zusage nur wenige Stunden,
denn noch selbigen Nachmittags
wurden die zunächst an den König-
lichen Zimmern befindliche Thüren
Geheimen Cabinets Canzley besetzt
und die Aushändigung derer dazu
gehörigen Schlüßel erzwungen:
Tags darauf aber, aller dagegen
selbst von Ihro Majt. der Königin
in eigener Höchster Person beschehenen
Vorstellungen ungeachtet, von
Preussischen Officiers, die sich auf den
ausdrücklichen Befehl ihres Herrn
allenfalls Gewalt zu brauchen, bezogen,
gedachte Geheime Cabinets Can-
zley eröffnet, und daraus nachste-
hende allerhand ~~[illegible]~~ Schriften zu wiederholten
mahlen abgeholt.
Man trägt billig Bedenken, die
Umstände aller und jeder Umstände
einer so vorhabenden Handlung zu

verneinen, zumahl solche dem Publi-
co bereits mehr ~~als~~ allzubekannt
sind. Der algemeine Unwillen
ist durch Betrachtungen, so man dar-
über anstellen kan, bereits gebor-
gekommen. Genung, daß
eine That, die aber solche wider
Treue und Glauben, als gegen die Art,
mit der sich sonst Souveraine
Häupter untereinander zu begegnen
pflegen, streitet, dem Gegentheil
so wenig Platz gelassen hat,
daß solche mit Unbestand, dergle-
chen sich vorzuwerfen zu haben, bi-
sanger in Vergleichung gestellet
werden kan.

und dem dadurch zu feindlichen neuen Unterhandlungen

Von Seiten Ihro Königl. Majt. in
Pohlen war wol bey so vielen offen-
baren Feindseligkeiten, und nach
gänzlich abgebrochenen Unterhand-
lungen ~~in~~ zwischen beyden Lagern, von
der in Böhmen stehenden Armee Ihro
Majt. der Kayserin Königin ~~und~~ Ihro
alten und von dem König in Preußen
gleichmäßig beleidigten Bundsgenoßin,
Hülfe zu suchen. Man freilig

nichts anders übrig als

dannenhero nunmehro und seit dem
18. Sept. an, mit dem in Böhmen
commandirenden Generalfeldmarschall
Grafen von Browne die schicklichsten
Mittel zu verabreden, und sich mit
demselben zu vereinigen; so ge-
fährlich auch dermalen solche Vereini-
gung seyn möchte.

Die Maasregeln waren dazu ~~[illegible]~~ sogut
möglich genommen, und schienen einen
glücklichen Ausgang zu versprechen.
Der Graf von Browne hatte, ohne daß
es der Feind gemerket, einen lang-
beschwerlichen und mißlichen Marsch
lediglich zu dieser Absicht ~~[illegible]~~
unternommen, und war den 11. Oct.
mit einem Corps bis auf die Höhen
von Schandau gekommen.

Dahin solte die Sächsische Armee ge-
langen, wenn selbige, genommener
Abrede nach an eben diesem Tage
hätte über die Elbe gehen können.
Allein wegen eines sehr heftigen und
widrigen Windes, so sich in der Nacht
vom 9ten bis zum 10ten erhob, und der
dadurch verursachten gewaltsamen
und außerordentlichen Bewegung

des Wassers

des Mastbaums im Wasser konnte auf sel-
bigen die zu einer breiten bestimmten Schiffe
nicht herauf gebracht werden.
Die Feinde machten sich den Aufschub
von 24 Stunden zu Nutze, der durch
diesen ohnvorgesehenen Zufall war ver-
ursachet worden, und sich an denen
Orten, wo die Sächsischen Trouppen durch-
zubrechen hatten, zu verstärken,
und ihnen in denen breiten besetzten
engen Pässen solche Hindernisse in
den Weg zu legen, die vor aller menschlichen
Kräfte ohnübersteiglich waren.
Ihro Königl. Majt. nachdem Sie dero
mit Schmerzen sehen, wie von Ihro Ar-
mee zu Ruin und Tapferkeit der ~~Übermacht~~
Übermacht zu weichen genöthiget war.
Sie nachdem geschehen lassen, daß Ihre
Armee sich mittelst der Capitulati-
on, No. XXIX, zu Kriegsgefangenen
ergeben ~~müssen~~, und ~~wie~~ die Fe-
stung Königstein, der einzige Ort
Ihres Churfürstenthums, der in Ihro
Gewalt blieb, ~~war~~, laut Beylage No.
XXX. ~~[illegible] nach die~~ sich zu der genauesten Neutralitaet
zu erhalten anverbinden musste.
Das ausserdem, was nach dieser Capitulation

No. XXIX.

No. XXX.

und nach denen Rechten und Gebräuchen d[es]
Kriegs die Sächsische Armee hätte be-
fürchten müssen, verdienet, daß sie ihre[m]
Herrn zu dem vorhabenden Kriege ge-
gen sich untüchtig werden wäre.
Kaum aber war solches geschehen, als
manche Officiers unter ihren Regimen[tern]
herabschickte, und diejenigen der-
er, so Sächsische Unterthanen waren,
schlechterdings zum Übergang in dies[e]
Dienste, die übrigen aber zur ~~Un~~
Unterzeichnung des ganz auf [illegible]
No. XXXI. Reverses No. XXXI. nöthigte.
Den gemeinen Soldaten aber wurde
lange mit Schlägen [illegible]
gen, und andere harte Begegnungen
gezeigt, bis sich der größte Theil nach
langer Beständigkeit bequemen und
seinem König geschworenen Treue abzu-
und ein fremdes Joch zu übernehmen.
Da damit vollends die Chursäch-
sische Lande von allen jungen Mannsch[aft]
entblößet würden, legte man auch
gewaltsam an verschiedenen Orten [illegible]
dern auf Sachsen besondere Werbungen
und preußische freie Compagnien an;
Sondern schrieb auch im Monath Nov[ember]

eine Recrouten Stellung von mehr, als
9000 Mann unter den härtesten Bedrohun-
gen, selbst mit Festungsstrafe gegen
die Kreißhauptleute und Officianten auf
die Vorstellungen der Stände, daß
dergleichen Ansinnen ihrer Herren Unter-
thanen in fremde Dienste zu liefern, wi-
der ihre Pflicht und Gewissen laufe,
~~wurde~~ auch im Lande soviel Mann
schlechterdings ohnmöglich sey,
wurde von des Königs von Preußen
mündlich mit dem Bedeuten, daß
Sie gegenwärtig Herr in Sachsen wären,
und von dem Generalmajor von Re-
zow schriftlich sub No. XXXII. mit
dem Anhang, daß keine weitere An-
frage statt finde, sondern jeder mit
seinem Kopf davor zu haften habe,
zurückgewiesen.

Und da von Ihro Königl. Hoheit, dem
Chur Prinzen von Sachsen, vor die Ober-
Lausiz insbesondere geschehene glimpfli-
che Vorsprache sub No. XXXIII. gegen
Ihnen die höchst unglimpfliche Ant-
wort No. XXXIV. gab, daß Sie Sich in
dergleichen Sachen weiterhin nicht zu
mengen, noch des Königs von Preußen

No. XXXII.
No. XXXIII.
No. XXXIV.

Langmuth zu mißbrauchen, Letztere
deutliche Zeugnisse von dem angenom-
[…]ben und über alle Schranken hinausge-
[…] Despotismo.

Ein dergleichen findet man in denen
des Königl. und Churfl. Majt. und
dem GeneralMajor von Spörken ge-
[…]ben Briefwechsel sub Nis. XXXV.
XXXVI. XXXVII. XXXVIII.

No. XXXV.
XXXVI.
XXXVII
XXXVIII.

Ihro Königl. Majt. in Preußen hatten
bey Abreise Ihro Königl. Majt. in Poh-
len nach dero Königreich ohnbedingt
versprochen, daß die Correspondenz
mit dero gemeldten Majt. mittelst
durch Estafetten wie auch sonst gewöhn-
lich, zu verlegende Ulanen be[…]
zu lassen. Dessen ohngeachtet
Ihro Königl. Majt. meldete der General
Major von Spörken des Königl. und […]
[…] Majt. […] : Allein
dieselben Lettres […] […], da[…]
sowider ausgeübten Feindseligkeiten, […]
und der gebrochenen Capitulation […]
heit ohnerachtet, beleidiget gefunden
daß man Königl. Polnische und Chur[…]
Soldaten von denen wider ihren Willen
Preußische Dienste gezwungenen […]
ben zu werben gesucht, und die in […]

noch Trouppen, ~~zu~~ deren Unterhalt zu bestreiten obgeachtet, bey Hinwegnehmung aller und jeder Einkünfte, ohnmöglich war, der Kayserin Königin Majestät überlaßen:

noch zu stehender ~~Regimenter~~ [Trouppen] ~~zu unterhalt-~~ ~~lichen Gegenden mit~~ [zu] dero feindes ~~wenigst [illegible] [illegible]~~. Und da Ihnen beygefallen war, daß obbesagt Ulanen Lieferung [illegible] zu ihrem Nachtheil gereichen könte, so beschloßen Sie bey bedencken, Ihr Befehl gegenwärtig dort zurück zu nehmen.

Wir sehen aber daß das Land über alle seine Kräffte mitgenommen worden, zeiget unter andern nur ein Beyspiel von einer ausgeschriebenen ohnentgeldlichen Fourage Lieferung No. XXXIX.

No. XXXIX.

Doch auch weit härter ist die Last, so solchem zeithero währender Winter Quartiere zugewachsen. Die Residenz-Stadt Dresden allein, da man sich hinnächst zum Hauptmagazin und Lazareth bedienet, und worinnen man weder der Königlichen Gebäude, noch der fremden Gesandten Wohnungen verschonet, hat 12. Bataillons und 2. Escadrons einnehmen müßen, vor welche allein zum Holtzdeputat 45750 ~~Ellen~~ unter dem, hiedurch aber die nächst gelegenen Königlichen Waldungen, worinnen die Wildbahn vorhin schon zu Grunde ge-

nöthig ist, völlig ruinirt werden.
Der Stadt Leipzig ist auferlegt, …
bey dem Abzuge einen Vorschuß von 50000
~~thlr.~~, als Winterquartiers Douceurs
aber 119983. thlr. baar Lebegeschoß
dem ohngeachtet muß selbige noch
6 Bataillons Infanterie und 1 Regi-
ment Cavallerie, ~~in die Winter Quar~~
nichtminder die Stadt Budissin 4 Ba-
taillons, denen sie gleichfalls große Dou-
ceurs zu reichen hat, in denen Winter-
Quartieren verpflegen.
Inzwischen ~~und weil~~ lässet man
ordentlichen Landes Einkünften ~~auf~~
des ammendlichen Preußischen Directo-
rium nichts zurück, und da das Bela-
im Gegentheil weder an Gebräuchen
noch Besoldungen einigen Abzug passi-
lässet, so wird dadurch denen Landes
Collegiis und Officianten sowohl, als
milden Stiftungen der ohnentbehrliche Un-
halt gänzlich entzogen, zugleich auch
alle Circulation des baaren Geldes ge-
hemmet.
Selbst werden die Königlichen Hof Bedi…
unter keine Ausnahme, und ~~ihr~~
hat selbiges außer denen . 7800 thlr.

so Ihro Maytt. der Königin weil sie an dieselben in der Rentkammer bereits parat gelegen, im Monath Septembris verabfolget worden, aller Vorstellung ohngeachtet andern Landbedürfnissen nicht das mindeste erhalten können.

Man hat sich sogar nicht entsehen, dem Wangelles im Land zu ändern sagen, dem Königl. Hause einigen Credit zu verschaffen; und man hat dagegen kein Bedenken getragen, sich derer Königlichen Münzen und Porcellan-Vorräthe anzumaßen, und damit als mit seinem Eigenthum zu gebahren.

Unschuld des

Wenn es auch bei dem bloßen Läugnen und dreisten Vorgeben derer preußischen Schriftsteller ~~ankäme~~, und besonders des gerechtfertigten Betragens Ihro K. M. in Preußen ankäme, so würde es bei dieser leeren Criailleries, und werde gegen Ihro Königl. Majtt. in Fehler an denen unter gewissen Haupt... schuldigen Egards, wohingegen das Land an möglichsten Menagements ~~...~~ irgend einiger Mangel seyn.

Allein da man dieselbe laute solche facta zum Grunde seines ge-

nichts verschwendet liegt, deswegen
man sich theils auf die offenbaren
Beylagen, theils auf das Zeugniß
derer anfänglich zu der Sache an-
gestandenen, hernach aber wieder a
Willkührlich aussen weggewiesenen
fremden Gesandten, und sonst tausend
andern Menschen, unter deren Augen alles
vorgegangen, ~~gewiß~~ ohngescheut berufen kan:
So überläßt man ~~billig~~ getrost dem ohn-
partheyischen Publico die Beurthei-
lung der Gründe oder Ungründe
seiner Verspiegelungen, und die Entschei-
dung der Frage, ob das Preußische Ver-
fahren in Sachsen glimpflich und ge-
linde ~~gewesen~~ sey.
Ohnmöglich wird selbiges billig
können, daß mit einem Deposito
als woran man Preußischer Seits selbst
und die Sächsischen Staaten ausgiebt,
dergestalt umgegangen werde,
daß das ganze Land zu Grunde ge-
hen, und sich aller baaren Mittel
beraubt sehen, die junge Mannschaft
entflüchten, alle Umtrieb, Hand-
Arbeit und Gewerbe, ja selbst der
Ackerbau in Stillstand gerathen

und daraus endlich eine solche Hun-
gers Noth, als bereits aus dem Erz-
gebürgischen Creyße mit denen er-
barmungswürdigsten Umständen berich-
tet wird, nebst allen daraus
folgenden entstehen muß.
Man verhält aber werden alle
dieße Umstände, wenn man vol-
lends die dabey zum Grunde liegende
Rechtmäßigkeit der Brüderischen Ein-
richtung in Sachsen, und ob erlaubt
sey, über ein fremdes Land sich selbst
zum Richter aufzuwerfen, und selbi-
ges eigenmächtiger weiße, ohne daß
dergleichen Beyspiel vorhin in der
Welt geschehen, denen im Römischen
Reiche erhört worden, zum Deposito
zu machen, etwas genauer unter-
suchet.

~~Dergleichen aller~~ Eine sogeartete Vor-
stehern nach denen Rechten zu rechtfer-
tigen, ist die Geschichte von denen
obangeführten Absichten deren so
mannigfaltigen Brüderischen Schritten.
Um die Sache desto zu erreichen, hat
man sich anfänglich und auf einige

und zu außerordentlicher

algemeine Sage bezogen, in der fol[...]
aber bekannter und nachhero man sich einer
Schriften des Geheimen Cabinets zu Dres[...]
Meister gemacht, und selbigen das Be-
tragen des Königlich-Polnischen und Chur-
fürstl. Sächsischen Hofes dergestalt als
zuzuschreiben gesuchet, als ob selbiger
alles, was ihm widerfahren, lediglich
sich selbst beyzumessen habe.
Der Schein-Grund wurde vorkom[...]
Sache wegen in der Preussischen
Declaration No. VII. dergestalt an-
gegeben, als nemlich die Gesetze
des Krieges, die jetzige unglückliche
Zeitläufte, und die Sicherheit der
eigenen Preussischen Lande.
Dass es fälle gebe, wo mit dem
Gesetze des Krieges entschuldiget wer[...]
dürfen, wenn man sich in einem ge-
spannten Streitenden Theiles begünst[...]
Land eines einzelnen Platzes oder
Ortes versichern, ohne dem Eigenthümer
Schaden dabey zuzufügen, versichern [...]
ist bekannt. Ob es aber
erlaubt, oder auch nur rechtlich
dieser Satz bis dahin zu erstrecken,
dass man ein ganzes angränzendes [...]

eine welche man, so wenig, als diesen
Herrn, etwas zu haben, von Gott und
der Welt begnügt, mit dem man
verbunden vermöge der Reichs Gesetze,
der Land- und Westphälischen Frieden,
und noch näher vermöge der Erb-
verein und Erbvereinigung in unauf-
lösbaren Verbindung stehet, in Leip-
zig das sogenannte Depositum weg-
nehmen, und mit denselben auf die
obbeschriebene Art umgehen mög-
te, weil es sich aus der letzten An-
frage schon widerlegt, nicht erst
näher beantwortet werden.
Hat man Preußischer Seits mit den
von unglücklichen Zeitläuften be-
kannten sagen, und wie man auch selbi-
gen ein Erbgenuß, Ihre Königl.
Majestät in Polen Ihrer angeerbten
Staaten zu berauben, ~~ist~~ folgern
wollen, ist gar nicht zu begreifen.
Ist nicht der Preußische Einfall
in Sachsen und Böhmen selbst, wel-
cher die gemeine Ruhe ~~gestört~~ und
den Frieden von Deutschland zuerst ge-
stöhret hat. Hat selbiger
nicht gerade aber diejenigen Kranckhei-

ten an sich, so der Königl. und Preuß. Majt. selbst in ihren ~~unter den Titel~~ Absätzen, welche Sie bewogen, sich den Absichten des Wienerischen Hofes zu widersetzen, zu einer würklichen und mit offenbarer Feindseligkeiten begleiteten Aggression fordern? Ist es aber alsdann nicht genug erstaunend, daß von der Preußischen Staats Gelegenheit Nachbarn und der Willen lieber und der Erhaltung untergraben seyn, viel wichtigere Zufälle unglückliche Zeiten veranlassen und nach sich ziehen würden?

Der endlich von der Absicht vor Sicherheit der eigenen Preußischen Staaten hergenommene Schluß beruhet dahinaus, daß man die von seinem Nachbar möglicherweise bevorstehende Gefahr jederzeit würklich bevorstehend ansehen müsse. Würde man aber alsdann dergleichen Vorsicht wohl mehr, als gegen den König von Preußen selbst, statt haben, der zumalen bey der auch mitten im Frieden ~~nicht~~ niemals unterbr

ihren Kriegs-Zurüstungen nicht allein eine Möglichkeit, sondern sogar eine Wahrscheinlichkeit der Gefahr, welche dem Nachbarn vor Augen liegt.

Die Begebenheiten des Jahres 1744. so man zu Rechtfertigung seiner [illegible] ligen so außerordentlich Verbindlichkeit wieder in Erinnerung bringt, wodurch die in dem Dreßdner Frieden bedungene beyderseitige Amnestie in ewige Vergessenheit gestellt.

Allenfalls aber hätten des Königs von Preußen Majt., daferne Sie in der That nichts, als Ihre Sicherheit suchten, solche in jenen Anträgen vollkommen finden können, so Ihnen gleich nach Ihrem Eintritt in Sachsen von Seiten Ihro Königl. Majt. obangeführter maßen geschehen. Zumalen, da Sie in die aufrichtige Denkungs-Art höchstgedachter Ihro Königl. Majt. um so weniger einen Zweifel setzen konnten, als Sie selbige selbst mit größtem Ruhme öffentlich anerkennten.

Allein Sie mochten dagegen gerechnet haben, daß Ihro Königl. Majt. ...

Volks, wenn sie einer einen Seite ihr
Land in fremden Händen, von der
andern aber gleichwohl fortdauernde
~~F~~ Freundschaftsversicherungen ~~[illegible]~~
~~[illegible]~~ sähen, geraten eher mit [illegible]
in gemeinsame Sache zu machen, und
die Armee zu der Verteidigung ihres Vater-
landes verlassen würden.
Da indessen bey dem bekannten Sinn der
Festigkeit und erhabenen Gedanken des
[illegible] ~~[illegible]~~ diese Versuch-
ung leichtlich fehlgeschlagen hätte,
so mußte man auf diesen Fall sich um
andere Scheingründe ~~[illegible]~~
umsehen, und man verfiel daher
darauf, ~~a~~ aus dem Geheimen Cabinets
Archiv zu Dresden die gefundenen
~~[illegible]~~ Papiere wegzunehmen, und
solchen dergleichen Vorwände aufzusu-
chen.
Die Archive derer Souverains wer-
den sonst unter gesitteten Völkern
gar in öffentlichen Kriegsläuften vor
heilig und unverletzlich gehalten.
Man mußte also vor allen Dingen
auf eine Beschönigung der vorha-
benden Beleidigung des Völkerrechts
bedacht seyn. Man sahe sich
zu d

zu dencken genöthiget, vorzugeben,
als ob man verschiedene einigen ge-
gründeten Verdacht gegen den Chur Säch-
sischen Hof erweckende Unterhandlun-
gen, die Abschriften ehrlangst zufäl-
liger weise erhalten habe, und nun
den Originalien zu Dreßden und an-
deren sich bemächtigen müßen, weil
sonst derselbe zu der Wircklichkeit
abbringen dürfte.
Allein, wenn dergleichen bedenckliche Ab-
schriften schon ~~xx~~ vor Ihro Majestät des
Königs in Preußen Eintritt in das Chur-
fürstenthum Sachsen in dero Händen
gewesen sind, so haben Sie dem
ohnerachtet weder verhütet und alle
Weitläuftigkeiten keines, daß Sie gegen
Ihro Königl. Majestät in Pohlen nichts
hätten?
Haben Sie aber wider Höchstdieselben
schwerwichtigen Verdacht und Anzeigen
gehabt, warum haben Sie denn nicht
dieselben vorhero deshalb befraget,
– und wegen eines vielleicht doch mögli-
chen Mißverstands Erläuterung verlan-
get? Ein Fürst, der so viel Men-
schenliebe zu haben vorgibt, sollte die

offenbaren Feindseligkeiten, die zur
Vergießung so vielen Menschenblutes, und
zum Verderben so vieler unschuldigen
führen, wohlbillig bis auf das äußer-
ste, und bis keine gütliche Verwehrung
mehr möglich, verspart. Die
Ordnung des Völkerrechts bringt die-
ses mit sich; und des Königs von
Preußen Majestät haben selbst solche
gegen den Kaiserlichen Hof, durch dessen
zu dreienmalen wiederholte gütliche
Antragungen, anerkannt, ohnerachtet
sie die Ursachen des gegen selbi-
gen habenden Mißtrauens-Grund sogar zu-
vorläufiger Erklärung vor Europa
erachtet haben.
Sind hingegen die Absichten, so des Kö-
nigs von Preußen Majestät beladen, un-
ferner Ort gewesen, dass deren
zu Nachtheil etwa wirklichst nichts ge-
folgert werden können; haben solche
bloß entfernte Vermuthungen zu Grun-
de: So mögen alle Fürsten und
der Welt Richter von selbst erwarten, was
daraus entstehen würde, wenn einem
mächtigen Mißstande, einen Un-
mächtigen zu überfallen, und sich

Lande und Archive anzuwenden, bloß
um dieselben zu durchsuchen solte, weil
er vermuthet, daß die letztern vielleicht
etwas, so er zu seiner Schande und zur
Rechtfertigung seiner Unterthanen ge-
brauchen könne, vorhanden ~~angezeigten~~ seyn
~~werde~~ möchte. Keine unter
den ihnen, selbst unter denen, so von
den kursächsischen Landen am weitesten ent-
fernt, dürfte ~~angedeutet~~, zumal
bey der bisherigen kursächsischer Seite bezeig-
ten Verhalten, in allen ins Reich verab-
redeten Angelegenheiten die Hände einzu-
schlagen, billig angewandten seyn,
unter den geheimen Wirthschaften
sich nicht scheuen wird, daher geschöpf-
ten gerechten Argwohn, die Vermuthung,
daß einer so weit um sich greifenden
Übermacht Ziel und Maaß gesetzt wer-
den möchte, und der Bemühung, von ~~zu~~
seiner eigenen Sicherheit + dergleichen be-
taugliche Maaßregeln zu ergreifen,
finden sollte. Würden sie
aber wohl dulden, daß man den König von
Preußen, oder irgend einen andern Staat,
dessen Oberherrschaft sie nicht, als Un-
terthanen, erkennen müssen, das Recht

+ und Unumschränktigkeit

bekennend einräumen wollen, bey ih-
nen nachzudenken?
Oder ist Krieg vielleicht das Recht
der Uebermacht und Convenienz allein
berechtigend?
Ueber alles dieses, was die Freyheit von
~~Europa~~ aller Stände des Königreichs,
ja aller Staaten in Europa, so wich-
tige Betrachtungen giebt sich der Ver-
fasser des sogenannten gründlichen
und überzeugenden Beweises von dem
Verhalten derer Höfe zu Wien und
Dresden gänzlich heraus, indem er
ohne sich nun weiter an diese auf-
liche Bewegungsgründe zu halten,
aus denen zu Dresden weggenomme-
nen Cabinetsschriften mitgetheilte
Auszüge, als soviel von Eingang
kommene ohnwidersprechliche Beweise
preiset, daß das eigene Verhalten
des Chursächsischen Hofes den König
von Preußen berechtiget habe, auf die
Art gesehen, gegen denselben zu ver-
fahren.
Inzwischen ist nunmehro Leben, da
der weggenommenen Urkunden
Abschriften in dasigen Händen sind,
Hin-

hier gestellet seyn lassen, wie weit
die obwaltenden Anzeigen damit
übereinträfen, und ob nicht aus
dem völligen Zusammenhange der
und wieder ganz andere Schlüße sich
ergeben möchten.
Dieses Schreiben kan mittelst Vergla-
chung des vorhergehenden und nachfol-
genden noch ebenfalls erklärt und er-
gänzet werden: Und wenn man
aus denen entführten Pappieren nicht
nur dasjenige, was zum Behuf der
Preußischen Sache dienlich, sondern
auch das, was sie sonst noch enthal-
ten, und welches man Königl. Polni-
scher Seits sich nur allzuwohl vermuthet,
dem Publico hätte mittheilen wol-
len, so würde sich daraus
sich dargeleget haben, daß es noch
andere Nachbarn des Königs von
Preußen gebe, die aus Vorsicht gegen
dessen Übermacht solche unschuldi-
ge Maaßregeln, als Ihro Königl.
Majt. in solchem nur schweren Falle,
unter andern Umständen ~~[illegible]~~ bereits würk-
lich genommen haben; gegen welche
dannenhero diejenigen Bewegungs-

Grund, so sie wegen seiner fürstl
in Sachsen anführt, welche weit eher andere
würden Lebensklag gerichtet werden, w
kommen solche nicht den/einen bloß zu Verw
andern Absichten ~~abzielen~~ deuten.
In den obangezogenen vorwirklich Ge
lichen Berichte selbst ist hauptsächl
das Wesen der Sache ~~von dem~~ und d
folge des zu führen übernommenen Ver
des in eben hiezu angebrachten kün
lichen Ausschmückungen und eindringlichen Au
sprüchen sorgfältig zu unterscheiden, d
mit man nicht von der Hauptsache
werde durch Nebendinge abgeleitet
werde. Die Französischen
Schriftsteller sind überhaupt deswegen
unglücklich, daß sie nicht allein w
schon in den zu ihrem Lande gekommenen
Anmerkungen gründlich gezeigt w
ist, um alzuviel zu sagen, gerad
bei in Widersprüche verfallen;
sondern auch nicht selten der gegen
Souverains schuldigen Ehrerbietung
und der gegen deren Ministres ge
werden, und unter Leuten von Stand
und guter Erziehung üblichen Achtung
vergessen.
Die meisten ~~[illegible]~~ zu enthalt
bemer

dermahls gebrauchte Ausdrücke
von Aufschlägen, Meutereyen und Zusam
menverschwörungen, ingleichen von
dem deshalb gemachten grossen Plan,
um auf diese Quelle zu kommen,
man soweit in die vorhergehenden
Jahre zurück~~legen~~ gehen müsse,
selbst gegen einen Leser, der sich blos
durch wohlklingende Worte einnehmen
lässet, gar stark in die Ohren:
Allein so unschicklich sie unter freyen
und in keiner Unterthanenpflicht ge-
gen einander stehenden Staaten sind;
so wenig mögen sie zur innerlichen
Kraft der schuldigen Treue etwas
beytragen.
Um indessen bey der dadurch vorsetz-
lich abgezweckten Verwirrung einen
sichern Leitfaden zu ~~behalten~~ haben, darf
man nur ein vor allemal folgende
Säze vor Augen behalten, deren Be-
weis man nicht schuldig bleiben
wird:
Erstlich, dass die Höfe von Wien und Pe-
tersburg bey Verabredung des ~~Tra~~
~~ctats v~~ Bündnisses vom Jahre 1746.
und der dabey befindlichen Geheimen

Articul sich nie einer andern Abs[icht]
in die Gedanken kommen lassen, al[s]
Ruhe und Sicherheit zu erhalten, [und]
nur gegen diejenigen, so solche ve[r-]
dar stören wolten, ihre vereinigte[n]
Kräfte anzuwenden:
Zum andern, dass mithin auch Ihro
Königl. Majt. zu Pohlen etc. in die-
sen Sinn, vorgehaltener Bündniss beyzu-
treten, eingeladen, und hienach d[ie]
Unterhandlung darüber angefan[gen]
zu werden:
Endlich aber und zum dritten, dass d[ie] + Mem.
mit dieser Unterhandlung selbst
nicht einmal zum Schluss gekommen
Untersuchet man nach diesen Gründ[en]
Sätzen die in dem Memoire raisonn[é]
vorgelegten Auszüge, und die daraus
gemachten Folgerungen, so legt sich
alsobald zu Tage, dass selbige
Theils dasjenige, ~~und~~ was sie be-
weisen sollen, nicht beweisen;
Theils überhaupt nicht zur Sache [gehören,]
sondern nur dazu dienen, um die
Höfe zu Wien und Dresden, verdächtig
verhasst zu machen;
Theils blosse privat Gedanken u[nd]
Ideen ein und anderer Ministres

enthalten, solchen hätten nicht dagegen gehalten werden können.

Zu der ersten Gattung gehört zuförderst und hauptsächlich der unter den Beylagen sub No. 11. kund gemachte 4te geheime Articul des Petersburger Tractats vom Jahre 1746. Dieser soll den Grundstein des ganzen österreichischen neuern Staatsklugheit und den feindlichen Plan der zur Beleidigung des Königs von Preußen genommenen Abrede enthalten, (*) weil darinnen bedungen worden sey, daß alle Kriege, so zwischen bedachtem König und dem Russischen Reich, oder auch der Crone Pohlen entstehen würden, ohnerachtet keine von diesen beyden Staaten mit dem Dreßdner Friedensschluß gemein habe, in Ansehung der Kayserin, Königin von Hungarn und Böhmen Majestät einen casum foederis ausmachen, und selbige berechtigen sollten, die vorherigen Abtretungen von Schlesien und Glaz [illegible] verlassen, anzufechten.

Wie wenig dasjenige, was man hierunter zu beweisen übernommen, durch die angezogene Urkunde bewiesen werde,

* Mem. rais. p. 8.

erhellet hieraus und daß die Entschließung
wenn man nicht vorzüglich vorge-
faßte Meynungen dem Lichte der Glau-
bwürdigkeit vorziehen will
Niemand ist davon von allem und
jeden gewissen Vortheilen, Rußland und [illegible]
bei entstehenden Kriegen, wie die fa-
sche Vorspiegelung des Memoire [illegible]
p. 7. lautet, vielmehr und von
ungefähr die Rede, „ wenn wider
„ heiten und gemeinschaftliche Wünsche de
„ König und Kronen geachtet würden
„ des Widerspruches abgehen, und einig
„ unabhängig schwebenden Theiles, oder
„ die republic selbst anfallen würde.
Eventuelle Verbindungen zur gem-
samen Vertheidigung und Erhaltung
des Ruhestandes zu schließen, [illegible]
beiden Staaten von Europa etwa ge-
gewöhnlich, ja zur Erhaltung des
politischen Gleichgewichts, welches so
soviel Blut und Geld gekostet hat,
ohnentbehrlich. — Nach einem
Zeit sich bekommen lasse, fremde Völ-
kern das Erkenntniß dazu abzuspre-
chen. Eine wirkliche aufmunt-
nahe oder entfernte Gefahr von ein

dritten ist allemal die Veranlassung
dazu. Die deshalb in den öffent-
lichen Tractaten genommenen allgemeinen
Abreden aber pflegen in den geheimen
Articuln auf besondere Fälle des
Ausbruchs solcher Gefahr angewen-
det, auch wol die deshalb ge-
weiteren Verbindungen erweitert, und auf
den Fall eines glücklichen Ausgangs
anständige Vortheile bedungen zu
werden: Und wenn über-
haupt Vertheidigungs-Bündnisse er-
laubt sind, so enthalten auch diese
natürlichen Folgen davon nichts un-
rechtmäßiges.
Von dieser Art ist nun auch der Tra-
ctat von Petersburg. Beyde
Kayserliche Höfe haben den Hauptzweck
dieses Bündnisses so bald nach dessen
Schluss der ganzen Welt vor Augen
gelegt.
Indem man, durch so kurz vorherge-
gangene Friedensbrüche des Königs
von Preussen noch nicht wegen der Letzten,
und dessen fortdauernde Zudringlich-
keiten wegen, mußte dabey täglich
sofort auf die Gedanken verfallen,
daß man hauptsächlich gegen den-

selbst eine künftige Sicherheit f[...]
dasjenige suche
Allein da es lediglich von besagter Do[...]
verain selbst abhänge, durch ohn[...]
tzte Beobachtung des Westphälischen Frie[...]
dens die Evidenz des in dem gem[...]
Tractat bestimmten Casus foederis
auf einig zu entfernen, und dieses ihr[...]
nichts weiter kostete, als nur den all[...]
gemeinen Ruhestand ohngestört zu la[...]
sen. Sotane derselben vorgeschl[...]
deter Tractat ohnmöglich, als eine Be[...]
leidigung gegen sich, ansehen, wenn
er nicht zugleich alles, was seine Ver[...]
größerungs Begierde Ziel und Schran[...]
ken sezet, verunrechtmäßig au[...]
ben wolle.
Daß von Seiten des Kaiserlichen Hofes
bey zugleich auch die Sicherheit der Rep[...]
blik Polen die Rücksicht genommen worden
dazu habe sie um somehr Fug geh[...]
als die natürliche Lage und die Ver[...]
fassung dieser Republic sie billig de[...]
deren Erhaltung jedesmal eben so[...]
wichtig, als auch ihr eigenes, mach[...]
ten. So eine überzeugende Vor[...]
gedachte Republic ließ sich nahmentl[...]
des Ruins abhalten, als die[...]

nachtheiligen hätte, als mit ihr über-
ein; Soviel Nachdenken und Be-
ängiges billig bey Ihr veranlaßen, daß
des Königs von Preußen Majt. über
vermeinte aus eigener Bewegung vor
selbige getragene Vorsorge eine so
große Empfindlichkeit bezeigen, und,
solche sogar mit als eine Ursache
des Krieges anzugeben, kein Bedenken
tragen.

Wohl zu merken ist dabey, daß die
vorhin angeführte Einschränkung des
Petersburger Tractats auf den Fall, da
Preußen zuerst brechen würde, in einem
geheimen Articul geschehen, der nie-
mals vor das Publicum bekannt ge-
worden, und ~~indem~~ in dem man
dahero auch keine andere, als die Gene-
ral Garantie, zu gebrauchen nöthig
gehabt hat: worüber denn, ~~ver~~ ver-
stellte Absichten können zu muthmaßen,
einiger ~~Grund~~ vernünftiger Grund nicht
vorhanden ist.

Doch der Verfasser des Memoire rai-
sonné p. 17. hält seines Königs
Empfindlichkeit, ~~die~~ diesen Articul selbst, so
wie er da vor Augen liegt, als ~~unsi~~-

vor Überschreitung des Vorstehens fü-
deal anzusehen, weilen besage dero
weiteren beygefügten Gutachten No. VI
und VII. das ~~der~~ Geheime Consilium
dero Hr. selbst anerkannt habe, das be-
klagten Articel über die ordentlichen
Regeln hinausgehe.

Es ist außer, ordentlichen und gewöhnli-
cherweise gefolgert war in Vertheidigung
Bundnüssen bloß von die gegenseitige
Sicherheit durch ~~[illegible]~~ ein auf eine
gewisse Anzahl von Hülfs Völkern oder
eine Summe Geld ~~zu senden~~ einge-
schränkte Versprechen besorgt zu seyn, oh-
ne solche selbst an dem Kriege des andern
Theils Antheil zu nehmen, oder von den
zu erobernden Vortheilen sich einen An-
theil zu bedingen.

Allein welche ~~[illegible]~~ sind wohl die unter allen
gesitteten Völkern angenommenen Grund-
Sätze des natürlichen Rechts (+), wel-
che jenen Staaten verbieten, ~~[illegible]~~
~~sie~~ über diese Schranken hinauszuge-
hen und selbst an dem Kriege, den ihr Bun-
desgenosse zu seiner Vertheidigung füh-
ren muß, ~~Theil~~ mithin auch an den
Eroberungen Theil zu nehmen.

+ Mem. rais. p. 7.

die Natur einer Vertheidigungsbündniss wird dadurch nicht verän-
dert, und niemand ~~Niemand~~ kan sich darüber beschweren, der
nicht zugleich den Vorsaz, den andern ohne
gegründet zu beleidigen, an den Tag geben
will.

Beyspiele aus deren Geschichte gesitteter
Völker und deren Länder die Entscheidung
geben, und das Churhaus Branden-
burg hat diesen Grundsäze am
wenigsten misskannt, ja es selbst
mehrmalen in Ausübung gebracht.

Der große Churfürst Friedrich Wilhelm
bedung sich in dem Tractat, den er
mit Ludwig dem XIV^ten König in
Frankreich, am 24. Febr. 1656.
~~zu~~ zu Königsberg schloss, ausdrück-
lich die Theilung deren zu machenden
Eroberungen, im fall man zur Verthei-
digung schreiten würde. (+)

Ebenderselbe verband sich 1672. gegen
die GeneralStaaten der vereinigten
Niederlande, nicht nur ihnen, wenn
sie angegriffen würden, Hülfe zu schicken,
sondern auch selbst ihnen zum besten
Krieg zu führen, und die HülfsVölker in
Person zu commandiren. Beyde Theile
versprachen einander überdiess, den
Staatsunternehmungen mit einan-
der zu verabreden, und keine Frie-

(+) Pufendorf de reb. gest. Fred. Wilh. Lib. VI. § 12.

+ B. L. XVII. 3. 32.

des Vorschlags anders, als gemeinschaft-
lich anzuhören. +
Das von mehrerwähnten Churfürsten
am 00. Jan. 1658. mit dem Hause
Östreich gegen Schweden geschlossene
Vertheidigungs-Bündniß aber ist voll-
mit dem damaligen Tractat von Brom-
berg so gleichförmig, welcher die
Rechtfertigung derselben zugleich eine
Abschrift des andern enthält.
Das Churhauß Brandenburg hatte
im Jahr 1653. als es auf Erfüllung
des Westphälischen Friedens ankam, durch
den Stettiner Vertrag der Pommerschen
Grenz-Berichtigung ausdrücklich ent-
sagt; die Gränzen waren ausgemacht
und es war darüber eine förmliche Ur-
kunde ausgestellet worden. Gerade
Östreich noch die Republic Pohlen wa-
ren in diesen verschiedenen Handlungen
begriffen gewesen. Gleichwohl
machte sich der Churfürst ao. 1658. ver-
bindlich, Östreich und Pohlen beyzuste-
hen, falls einer oder der andere von
~~den beiden einer weiter und sich~~
~~keiner Übermacht~~ von Schweden sollte
angegriffen werden. Dann einige
geheime Articul dieses Bündnisses

behält welcher, diejenigen Klage
in Vorkommen allein zu besorgen,
die man wohl möchte, wenn es zu
solchem Nothwendigkeits-fall käme.
(+) Und es verstand sich zugleich,
als diejenigen solchen Bündniß von
einigen verdächtig scheinenden Sachen seine
Absicht zu ende, was offensive an-
gegeben werden solte. (++)
Des jetztregierenden Königs von Preu-
ßen Majt. selbst haben ao. 1744.
unsern Verhältniß der natürlich
gesetzlichen Nothwendigkeits Bündniß
schon ein ganz andere Meynung, als
jetzo geheget, und es hat nicht ein-
mal den geringsten Anstand in Sachen
wenn eine Verletzung des Breslauer Frie-
dens sollen gehalten werden
Wenn demnach des Königs Polnischen
und Churfürstl. Sächsische Geheime Con-
silium in obangezogenen Gutachten
sich dahin gewendet hat, als könte
der König von Preußen des Weitern Bey-
tritt zu dem Tractat von Peters-
burg, als eine Verletzung des Dres-
dener Frieden ansehen;
So ist doch diese Absicht keineswegs
dahin gegangen, auch keines des

(+) Pufendorff L. VII. §. 17. 19.

(++) Idem l. c. §. 52.

Königl. und Preußischen ein unwirksamkeit [illegible]
anzuerkennen, vermöge dessen der-
sen Beytritt als betrachtet können
Wiewohl hat er nur seine größte
Besorgniß dadurch entdecken wollen,
daß dieser Souverain leichtlich der-
gleichen Vorwandt sich bedienen könnte,
und sich wegen dieses Beytritts an der
Schwachheit dieses Landes zu rächen.
Und die Erfahrung hat leider nicht
mehr ~~[illegible]~~ bezeuget, als der ge-
dachte Gesandte damals befürchtet
hat, indem auch ohne jenen Beytritt
schon der König von Preußen Sachsen
überziehen zu können geglaubt hat.

Was nun ~~[illegible]~~, die bisher erwähnten
und der Ungrund des gegenseitigen
Vorgebens dargethan worden, der Hu-
bertsburger Tractat und dessen 4ter ge-
heimer Articul seiner ganzen Absicht
und Beschaffenheit nach blos defensiv
~~und~~ gewesen, natürlicher weise an
Sr. Königl. Majtt. in Folge des Bey-
tritts zu selbigen auf keine andere
Art angetragen werden: Endlich
der größte Vorwurf oben angeführ-
ter Grund dazu ist.

Der Verfasser des preußischen Memoire
giebet sich Mühe, die Welt wieder an-
ders zu überreden, als ob dem Königl.
Polnischen Hofe einen Plan anzudichten,
der selbigen zu seiner Vergrößer-
ung auf Kosten des Königs von Preu-
ßen seit langer Zeit her gemacht ha-
be. Der Grundriß des-
sen soll der beygefügten Memoire
sub No. 1. befindliche eventuelle Thei-
lungs ~~Tractat~~ Vertrag gewesen seyn,
den die Höfe von Wien und Dresden am
18. May 1745. mit einander geschlossen.
Schon dieses datum allein zeigt genug-
sam, daß, vermöge der in denen dar-
auf erfolgten Dresdner Friedens-
Schluß stipulirten Amnestie, billig
davon überall keine weitere Erwähnung
hätte geschehen sollen.

(am 25. Dec. 1745.

Da ingleichen der Verfasser des Memoire
in selbigem die vorgeblichen Ursachen al-
ler nachmaligen Handlungen des Chur-
Sächsischen Ministerii zu finden ver-
meynet, so kann man sich Königlich-
Polnischer Seits um desto lieber gefallen las-
sen, daß dem solchen Vertrag seine Bey-
lagen vorgelegt.

~~kräftigen~~ dieses wiederum nicht zum Gebrauch des Publici, mithin ohnerachtet Vorstellung aufgehoben bleiben kann

denn es braucht nichts, als diejenigen Schriften zu lesen, und überzeugt zu werden, daß bloß die von Preußen zugefügten äußerste Bedrängungen, und die gerechte Furcht vor ferneren Mißbrauch der allen ihren Nachbarn zur Last fallenden Preußischen Übermacht zu sothanem Abreden die Veranlassung gegeben. ~~Gleichgültig über gab die Absicht, von einem offenbaren Frieden, dergleichen damals Preußen gegen~~ Preußischer Seits will man auch begehren die Amnestie des Dresdner Friedens Schlusses nicht weiter gebunden seyn, weil man an Chursächsischer Seite, als kaum sothaner Friede unterzeichnet worden, schon wieder über die Erneuerung jener Theilungs Tractats mit dem Österreichischen Hofe zu handeln angefangen habe. (+) Der ~~Mangel~~ hierbey zu erscheinende Mangel geheimer Beylagen, dergleichen sonst über die mindesten Kleinigkeiten angeführet werden, verräth schwerlich Verdacht, daß es mit dem Vorgeben nicht gänzlich seine Richtigkeit haben müsse. Doch die von dem Österreichischen Hofe herausgegebenen Anmerkungen über sämtliche Preußische Schriften erfüllen diese Lücke. Es ist allerdings wahr,

(+) Mem. rais. pag. 5.

daß der Graf von Harrach nicht
lange nach erfolgtem Dresdner Frie-
dens Schluß von Seiten mehrgedachten
Ministerii dem Chursächsischen einen
Entwurf ~~Project~~ zu einer neuen Verbindung über-
geben. ~~Als~~ Und zeiget dieser
Entwurf mit dürren Worten den Falle
wann, „da ohngehindert der von beyden
„Theilen aufs heiligste zu beobachtenden En-
„gagements und in Erfüllung der ge-
„dachten Friedens erweisenden guten Treu
„und Glaubens, andererseits gleicher-
„les würdiger zu einem feindlichen An-
„griff und Friedensbruch verschritten wer-
„den wolte, „ in welchem Fall dem
folglich man auch diesseits, nachdem
„der göttlichen und weltlichen Rechte in
„denen natürlichen Umständen und Verbindlich-
„keiten als rechtmäßiger sich befinden
„würde." Und gleichwohl ist
auch diese so wenig anstößige Verbin-
dung dennoch gänzlich erliegen blieben:
nicht zwar, als ob man damit zuförderst
durch den Abschluß des Tractats zu Pe-
tersburg und die Einladung, selbigem
beyzutreten, gewartet; (+) Sondern,
weil es mit dem Beytritt zu diesem
Tractat selbst niemals zu Stande gekommen

(+) Mem. rais. p. 6.

ner.

der preussische Schriftsteller, daß dieses solle nicht ~~in Ebende Falle~~ abredig seyn: will aber doch wohl behaupten, daß der Chursächsische Hof nichtsdestoweniger an allen gethanen Vorschlägen derer Höfe zu Wien und Petersburg Antheil habe (+)

+) Mem. rais. p. 17.

Dadurch soll denn weiter die viele Beylagen sub Nris III. IV. V. X. XI. angeleget werden.

Hätte der Tractat von Petersburg in der That die Kennzeichen eines Offensiv-Bündnisses, worin man ihn zu verwandeln sich bemühet: So würde die Streitigkeit des Chursächsischen Hofes, an diesem Theil zu nehmen, hinreichend seyn, um denselben einen gerechten Vorwand zu machen. Da aber erwiesener maßen der erste Satz falsch ist, so fallen auch die daraus gezogene Folgerungen. Es ist ~~auch~~ sämtlich aus allen denen angezogenen Beylagen nichts weiter, als dieses zu ersehen, daß mit dem Chursächsischen Hofe über einen eben so unschuldigen Beytritt, als ob der Petersburger Tractat an sich selbst ist, gehandelt worden; daß aber derselbe mit seiner Entschließung dabey zu werke gegangen, daß

ohngeachtet von den ersten Antrage
nun schon zehen Jahre verflossen, die
Kayserlichen auch sowohl, als
selbst die Cron Groß Britannien, diese
Sache eyfrigst betrieben, dennoch solche
Unterhandlung bis auf den gegen-
wärtigen Tag zu keiner Reifheit gedie-
hen. Zeigt dieses nun der von
einem gegründeten Begriff, als der Ver-
fasser des ~~Gründliche~~ Memoire rai-
sonné, bey Gelegenheit der beschehenen Er-
nennung deroselben an die Königl.
Polnische Gesandtschaft zu Petersburg ertheil-
ten Instruction, dem Chur Sächsischen
Hofe beymisset? (+)

+) P. 9

Oder hält dieses, so wie in dem zu
Regensburg unterm 4ten Oct. ausgetheilten
Preußischen Promemoria besagtem Hofe
Schuld gegeben wird, einer günstigen Ge-
legenheit nicht dürstiglich entgegen zu
sehen, um den zum gänzlichen Ruin
des Königs von Preußen abgezweckten Thei-
lungs Vertrag wieder auf das Tapet zu
bringen?
Daß man Königl. Polnischer Seits, um
sich mehrere Sicherheit und Hülfe auf den
Fall eines Angriffs zu verschaffen, wegen
dieses Beytritts sich in Unterhandlung

eingeladen, wird doch wol nicht de-
swegen ohnerlaubt, und eine gefähr-
liche Zusammenverschwörung gegen sol-
len, weil solche Sicherheit hauptsäch-
lich gegen die britischen Unternehmun-
gen gesuchet werden. Denn da
überhaupt das bloße Verlangen ein-
freyen Staats, zu seiner Erhaltung
sich mit einem größern enger zu ver-
binden, den dritten berechtige, sol-
ches wie ein auf ihn abzielendes Complott
anzugeben, und deshalb den friedlichen
die feyerlichsten Verträge zu brechen,
solches dürfte man britischer Seits
schwerlich im Angesicht von ganz Eu-
ropa behaupten wollen, indem solcher
Begriff des Despotismi über alle min-
dermächtige Staaten allzu deutlich ver-
rathen würde.
Wie wenig würden als denn die ge-
heiligtesten Bande der Gesellschaft
dem menschlichen Geschlecht Ruhe
und Sicherheit gewähren können, wenn
zur Rechtfertigung eines gegen den
Nachbar unternommenen feindlichen
Überfalls nichts weiter erforderlich
wäre, als den bloßen Verdacht eines
bösen Willens auf denselben zu werfen

Mitten im Frieden und ohne vorgängige Verwarnung

und die Verfassung aus dem innern
seiner Gedanken errathen zu wollen,
oder in seinem Cabinet mit grab-
ner Hand aufzusuchen.
Sonderbar ist hiebey, daß als Kö-
nigl. von Preußen Majt. der ~~und~~
gleich beym Anfang Ihres Einbruchs
und Ihro Königl. Majt. in Pohlen Ihm
angetragenen friedlichen Neutralitaets-
Tractat unter dem Vorwand ausgeschla-
gen, daß der Hof zu Dresden sich
nicht hinlänglich dadurch verbunden
machen werde. Jetzt will
der Verfasser des Preußischen Memoire
die Verdächtigung dieses Hofes, einen
andern Tractat beyzutreten, vorschüt-
zen und verbindliches angeben, daß Preu-
ßen allein um deswillen gegen selbigen
feindlich zu verfahren berechtigt sey.
So ändern sich bey ihnen die Grundsäze nach
dem Schlusse, so sie daraus zum Vor-
theil ihrer Sache ziehen will.
Gesezt, wenn auch Ihro Königl.
Majt. in Pohlen zu Ihrer Erhaltung und
Sicherheit würklich den Tractat von Pe-
tersburg beygetreten wären, solches
Höchstdieselben bey denen jezo
vorwaltenden billigen Ursachen schwerlich

wenigstens jemand dabey verdacht we-
den können.
Die gehäßigen Vorwürfe von Undank-
barkeit, beständigen ~~Animositaet~~
Verbitterung, und sogar des bösen Vor-
saz, den König in Preußen zu stürzen,
und sich mit den ihm abzunehmenden
Landen zu vergrößern, so die Preußisch-
Schriftsteller dem Chursächsischen Hofe,
obwol schon ehemahls vorwerfen werde, gedu-
ldig nicht aufhören, nöthigen letztern,
seine mit gerechtem Unwillen allo-
vollends zu legen.
Man wird gewahr haben, wie besagte Kö-
nigl. Majestät mit dem Chursächsisch-
Hofe und dessen Armee sogar zu der
Zeit, da solche mit ihm in Bündniß
stand, umgegangen, wie besagte Ar-
mee unter seinem Commando fast gänz-
lich zu Grunde gerichtet worden, und
wie er, statt die Vortheile des Krieges mit
seinem Hofe zu theilen, sich vielmehr die
den Lüten seines Landes einseitig ge-
schwer fünden im Stiche gelaßen.
Als hierauf mehrgedachter Souverain
im Jahre 1744. den zweyten Einfall in
Böhmen that, ~~sollte~~ solte Sachsen
obbemeldt, nichtsweniger, als ein-

des Bruchs, vielmehr nur eine bloße Hülfleistung gegen den damaligen Kayserlichen Hof, die dabey aber in der bekannten frankfurther Union ausbedungenen Eroberungen in Böhmen eine völlig erlaubte Sache seye.

Als hingegen Sachsen diese weitere Vergrößerung der Preußischen Macht auf der Seite von Böhmen, und den zu deren Erhaltung eigenmächtig und mit größtem Erschrecken des diesseitigen Landes genommenen Durchzug ohnmöglich gleichgültig ansehen konnte; Als es deshalb dem Erzhause die schuldigen Hülfs-Völcker schickte, übrigens aber dabey die declarirte Neutralitaet sogenau beobachtete, daß Sachsen sogar den durch die Preußische Verjagung aus Prag zu entkommen Gelegenheit fand: mußte solches vor eine offenbare Verbrechung des Friedens gelten, und zum Vorwand dienen, die Sächsischen Lande schon damals feindlich zu überziehen, und selbigen allen Ungemach des Krieges fühlen zu machen.

Nach erfolgten Dresdner Frieden wurde von Seiten Ihro Königl. Majt. in Pohlen nichts gespart, um wenigstens von

Sicherheit kommt an einen grossen und mächtigen Nachbar, dessen erhabene Ge-sinnung sucht man jederzeit aber sorgfältig, als seine Freundschaft geschätzt, auch gute Gesinnungen zu bringen, und dadurch das reciproque Wohl beyder Lande zu befördern; denn einmal ist in der That der [illegible] nicht entbehrlichen, und derselbe einen natürlichen Vortheil ab ist, mit einander in gutem Vernehmen zu stehen; leider aber wird sich bey aller Gelegenheit der Preussischen Seite Sächsischer [illegible] gegen eine besondere ohnverdienliche Gehässigkeit [illegible] und [illegible] man sich [illegible] Vortheil [illegible] andern nichts zu thun, was man sich nicht selbst gethan haben möchte, durch die [illegible] Übertretung hinlänglich [illegible].

Nur einiges Beyspiel hievon zu geben; so sollten vermöge des 4ten Articuls des Dresdner Friedens alle gefangenen Sächsischen Officiers und Gemeine zurückgegeben werden.

Wie wenig aber [illegible] ein Genüge geschehen, ist [illegible] bekannt, [illegible] und nach vorstehenden Ausflüchten [illegible] sich sowohl dem unter beyder Höfe [illegible]

[erhellet daraus, dass von solchen und zwar allein von der Landmiliz Regimentern Ao. 1745. noch 1114. Mann in Preussischen Händen geblieben, und von denen zurückgekommenen bis auf 13632. Thlr. sich [illegible] bezahlet werden müssen, auch beyder [illegible] Unterhaltung aller Vorstellung ohngeachtet [illegible] vorenthalten worden. [illegible]

stehenden Cartel, als Commercien-
Tractat entzogen. Hierdurch ist eine
Gelegenheit vorbeygelassen worden,
da man seinen eigenen Vortheil mit
Unterdrückung des Sächsischen Commer-
cii befördern können; dagegen man
die diesseitigen nothgedrungenen ~~[illegible]~~
Gegenveranstaltungen wider [illegible]
sten Beleidigungen ausgegeben ~~hat~~,
und alle Vergleichs Vorschläge, wobey
die Handlung beyderseitiger Lande
[illegible] würde [illegible]
können, verworfen hat.

Mit eben dieser Gesinnung hat man
~~von dem~~ den XI.ten Artikel des Dresdner Fri-
edens, und ~~die~~ die darinn vorzüg-
lich versprochene Bezahlung derer
in Preußischer Unterthanen Händen be-
findlichen Sächsischen Steuerscheine
~~mehr als einmal Veranlassung ge-
nommen, mit dem angesuchtesten~~
~~Ausgang~~ der Nachgiebigkeit des
Chur-Sächsischen Hofes auf die Probe zu
stellen; gewonnen bloß weil man seinen Vor-
theil dabey fand, denjenigen Vor-
zug zum größten Nachtheil des Säch-
sischen Ministerii immerfort sich zu-

auf das wunderbarste zu verdrehen, und dabey

zumuthen, welche doch vermöge des
klaren Buchstabens des Tractats und
nachheriger eigener Preußischen Ankün-
und bloß einem Preußischen Unterthan
aufbürdungen vermeiden, die zu Be-
der freien Schlesischen Commercii zu hin-
bisher ~~abhalten.~~
Andere Proben der unfreundlichen Be-
handl., die sich von Seiten Ihro Königl.
Majt. in Preußen gegen Sachsen in ohn-
zähligen Fällen veroffenbaret, ausführlich
zu erörtern, würde allzuweitläufftig seyn.
die Welt mag urtheilen, ob nicht dem-
nach Ihro Königl. Majt. in Pohlen
nicht Ursach genung gehabt haben
würden, die so freundschaftliche
Einladung ~~Antrag~~ Ihro alten und getreuen Bun-
desgenossen, beyder Kayserlichen Höfe
zum Beytritt zu ~~zu~~ der unter ihnen zu gemeinsamer
Sicherheit getroffenen nähern Verbin-
dung anzunehmen.
Sie könten leicht sich vorstellen, daß
auf solchen Fall der König von Preus-
sen, wenn er auch wie den Friedens-
bruche, seinen Unwillen an Dero
Landen, so wie ao. 1745. geschehen
wiederum gewiß würde auslassen wollen

Warum sollen sie also nicht berechtiget seyn, sich bey einem glücklichen Ausgang zur Schadloshaltung einiger auffallenden Vortheile oder sowohl einen Antheil vorzubehalten, als sie sothanen vorhergehenden Gefahr übernehmen müssen? Als in welchen allein die Beylagen des Memoire raisonné No. XII. und XIII. zu verstehen sind.

Gleichwohl ist dieser Beytritt und die Ausbedingung dieser Vortheile würklich nicht geschehen, und die Gesandten Ihro Königl. Majt. sind, wie selbst aus ihren preussischen Seite bekannt gemachten Instructionen erhellet, hauptsächlich aus Menagement gegen Preussen, nimmer zu angewiesen worden, nicht zu schließen, sondern alles ad referendum zu nehmen.

Der Verfasser des Memoire raisonné kan dieser Wahrheit seinerseits selbst nicht versagen. (+)

Gleichwohl soll Sachsen an dem würklich in diesem und dem vergangenen Jahre geschmiedeten # Concert

(+) p. 17.

gewesenen seyn sollenden

wider Preußen | sofort Theil genommen, und, um ... zu brechen, nur die Zeit, daß die ... Armee in Böhmen zu ... kame, erwartet; (++) auch ... im voraus dazu durch Errichtung ~~einer~~ ansehnlicher Magazine und Anlegung einer eigenen mit ... sonders Vieles bemerkten Militar-Straße über das Böhmische Gebürge die nöthigen Vorbereitungen gemacht habe.

++) p. 38. et 42.

(+++) Als man Königl. Preußischer Seits in dem am 18. Aug. zu Wien übergebenen Memoire sich auf eine zu Anfang dieses Jahres zwischen beyden Kayserlichen Höfen geschloßenen sogenannten Offensiv-Alliance bezog, ~~...~~ ~~schuldigen, daß man~~ die Beweise davon in denen Papieren des Dresdner Cabinets welche wegzunehmen man sich vorgesetzt hatte, zu finden ~~...~~.

+++) Gerechtfertigtes Preußisches Verfahren p. 9. et 10.

schmeichelte man sich noch mit der Hofnung,

Nachdem man aber nach ~~willkührlicher~~ so gewaltsam genommenen Einsicht dieser Papiere und bey derglichen Vorhaben hauptsächlich mit interessirten Höfen ... nichts zu diesem Zwecke dienliches ... gefunden, sondern sich vielmehr ...

mit

mit Muthmaßungen und ersonnenen
Anzeigen behelffen muß; so sol-
te man billig Scheu tragen, mit
einer solchen Erdichtung weiter ge-
gen das Publicum hervorzutreten.
Noch ungereimter hätte der Urheber
des gerechtfertigten ~~Betrags~~ Verfah-
rens, selbst aus Ehrfurcht gegen des
Königs von Preußen Majt, An-
stand nehmen sollen, dieselben von
obangezogenen Magazins und Mili-
tairstraßen in Sachßen verbal zu ma-
chen, da sich dessen Ungrund der-
gleichen Vorgebens jedermann durch den
Augenschein von selbst überzeugen kan.
Man beruft sich auf das Zeugniß
der Preußischen Armee selbst, ob sol-
che dergleichen Militairstraßen, und die
solche bemerkende Säulen würcklich
auf Chursächßischem Grund und Boden
angetroffen, und ob selbige würck-
lich ansehnliche Magazins ~~vor~~ vor-
gefunden, da man doch bey einem
so ohnvermutheten Überfall zu deren
Vorschaffung gewiß nicht Zeit gehabt
hat. Wären ~~dergleichen~~ sol-
che vorhanden gewesen, so würde sich
nicht die Sächßische Armee in der

traurigste Nothwendigkeit versetzet

haben, da sie in ihrem Lager gegen | gesehen

die preußische Capitulation wohl gesi-

chert war:

Da hätten überhaupt Ihro Königl. Majt.

in Polen auf kriegerische Unterneh-

mungen und auf eingebildete Forder-

ungen des mindeste Absehen gerichtet, so

würden Sie vielmehr Ihre Armee

nach dem preußischen Erbtheil versetzet

hat, als selbige unter noch vor ihrem

vor dem Pr. Ueberfall

Lager ~~sich~~ geschehen. verwundert haben,

daß man bey Wahrnehmung der

großen Kriegsrüstungen in denen

preußischen Staaten mit dem Hofe zu

Wien in Correspondenz getreten (+),

und auch allenthalben den Durchmarsch

der preußischen Völker durch Sachsen

zu hindern, ist wohl nichts anders

deutlicher, wenn man die alten Verthei-

digungs-Bündnisse zwischen beyden Hö-

fen in Erwägung ziehet. Allein

ist dabey die Rede von einem friedli-

chen Durchmarsch, und damit verbun-

gewordenen

denen Anzugs, und der Kayserin-

Königin Majt. haben, selbst nach dem

preußischen Eingeständniß (+ +),

nichts mehr von Sachsen verlangt,

+) Mem. rais. p. 40.

++) Ibid. p. 42.

ad sich auf alle fälle zu ~~bey~~ deren zukünf-
derwärtigen Sicherheit nöthigen Verfassung
zu bereit zu halten.
Ihro Majt. der König in Preußen
konten also alle diese Abrede, wenn
dergleichen ja vorhanden gewesen, ~~ohn~~-
vergeblich und überflüssig machen,
wenn Sie und dero Trouppen bey
sich zu Hause behielten, und die Sicher-
heit ihrer Nachbarn ohngestöhrt ließen.
Das Schreiben des Königl. Polnischen
Premier Ministre, Grafen von Brühl
vom 1. Jul., und die berichte des Gra-
fen von Flemming vom 19. Jun. und
28. Jul. beweisen dieses sattsam,
dass der Verfasser des Memoire
raisonné solche seinen Beylagen
sub Nois. XXVII. XXVIII. und XXIX.
gewiss nicht würde haben beyfügen la-
ßen, wenn man nicht zu Berlin
überzeugt wäre, alle Maaßre-
geln, so ~~man~~ nur wider die, auch
zur Beleidigung anderer Staaten ab-
zielenden Preußischen Absichten genom-
men werden mögen, vor unrecht-
mäßig anzusehen.
Gegentheils wird alles der Welt
so sehr erlaubt und löblich, ~~—~~

und zu Erörterung sothaner Absichten
gereichet, wenn es auch zur gröb-
sten und ohnverdientesten Verun-
glimpfung anderer Höfe gereichet.
Weil aber Preußische Schriftsteller ~~es~~
werden alle diejenigen verbraucht, ~~welche~~ ~~so leicht, mit den Ablehnen~~
der Anzeigen Verunglimpfungen ~~dergleichen Verunglimpfung als die-~~
und Lästerungen genannt, ~~jenige verbraucht Anzeigen zu belegen,~~
belegt, welche ~~so~~ man diesseits, ~~auch~~ wenn wahrschein-
liche Nachrichten ~~auf~~ eingekommen,
so wie es unter freundschaftlichen Höfen
gewöhnlich ist, seinen Bundesgenossen
unterweilen mitzutheilen sich schuldig erachtet hat, ohne
derzeit allemal vor den Grund oder
Ungrund derselben zu stehen;
Und so ist ihnen ein leichtes, sich gegen die
darin enthaltene facta, wovon in
dergleichen wie nicht jederzeit ein de-
monstrativischer Beweis möglich ist,
durch dieses Leugnen zu verantwor-
ten.
Da aber ihrer dieser dergleichen Verun-
glimpfung die ~~dreyzehte~~ Haupt Absicht
der dreyzehnten Classe derer angezogenen Beylagen des wohlgerathenen Memoire raison-
né gewesen, wird wohl niemand
misskennen, daß unter ~~der dreyzehn~~
derselben ~~geschlossen~~ die an sich zur Sache
gar nicht gehörige VIIIte und IXte Numer
gehören

gelegenheit. Daß der Königl.
Französische Hof, den man dadurch ei-
gentlich, wenn es möglich wäre, gegen
Ihro Königl. Majt. in Pohlen auszufor-
schen gesuchet, mag solches dahin
gestellet seyn, aber bey denen
ihm ao. 1747. wegen des ~~[illegible]~~ Peters-
burger Tractats ~~einer andern~~ geforder-
ten Erklärung einen andern Gegen-
stand gehabt oder haben können, als
die Versicherung zu erhalten, daß auch
im fall, da bey sothanem Tractat ge-
heime Articul vorhanden seyn, und
Sachsen selbigem beyzutreten eingeladen
werden solte, ~~selbiges~~ gleichwohl den-
noch keine Verbindungen eingehen
werde, so eben mit der Crone Franck-
reich seit ao. 1746. getroffenen entge-
gen seyn könten: Und obgleich
die darauf würcklich ertheilte Versi-
cherung diesem Zweck vollkommen
gemäß, auch eine gemäße vollstän-
dige Äußerung gewesen, weil es nicht
einmal ~~in~~ Ihro Königl. Majt. in
Pohlen ~~[illegible]~~ angemuthet werden kön-
nen, daß ~~[illegible]~~ Ihnen anvertraute Geheim-
niß kund zu machen.

Mit der dritten Gattung derer in
den Preußischen Memoire raisonné
befindlichen Anführungen, so bloße
privat-Gedanken und Beurtheilungen
derer Königl. Polnischen und Chur-
Sächs. Ministres ~~[illegible]~~ in sich begreifen
hat man um so weniger sich aufzuhalten
Ursache, da dergleichen Gedancken
Jemand irgend einer ~~[illegible]~~
niemals zugerechnet werden können. — Volk, und einer
Seite eine widrige Absicht beyzumessen,
ob nicht nöthig brauchen, als daß man
unter denen Briefschaften einige von
ein oder andern dieser Ministre, wel-
che leicht aus guter Meynung wider
dies [illegible], jedoch nur vor sich
entworfen, gewisse Ideen ausfündig
machte; ein wenig Mühe würde
es kosten, dergleichen auch wohl öffent-
lich und mit vieler Sicherheit bey
Gesandtschaften ~~an~~ nicht minder
von Preußischen Ministern zu sammeln
und daraus gleichmäßige Schlüsse
zu ziehen.
Das Königl. Polnische und Churfürstlich
Sächsische Ministerium, besonders
aber der Königl. Premier-Ministre,

Gott im Stillen ~~um seine Leiden~~, das Unglück, bey Ihro Königl. Majt. in Ansehung in anderweitige Ungnaden zu stehen, und auch deren Erfolge sich vor der ganzen Welt auch das Beyspiel und nicht verheimlicht bis ... Ausdrücken ausgegossen ~~zu~~ zu sehen. So schmerzlich ihm die-ses Mißfallen ~~–~~ eines großen Monarchen vor seine Person billig ~~zu Herzen gehet~~, so ~~–~~ vollstän-dig kann sich auch der andern Seite damit beruhigen, daß der Unwillen dero Feinde eines Herren gegründeten deren des Aufrichtigkeit und der ... nigsten Herzdrückigkeit unterworfen Zeugnis unverfälschter Treue und Wachsamkeit vor seines Herren Vor-theile abgeben.

[margin: zu Gemüth dringet]

[margin: Er hat es] ~~Selbst~~ Gott ~~jedoch~~ werden ~~von seiner~~ sonst kein ~~welcher irgend einer andern~~ Ministre, ~~privat Gedancken~~ ~~sein~~ sonsten Gesandtschaft zu geben. ~~Genug~~ aber ist ~~es, daß~~ Beklagter hat selbst, wobey seinen Grundsatzen, ~~ohnveränderlich~~ stets einzig klar nachgegangen, und sei-ner Seits alles sorgfältig zu beobach-

[margin: von seiner Verhalten irgend gemacht, als]

[margin: allemal]

be gründet hat, was zur Unterhal-
tung des Friedens und guten Vernehmens
und Abwendung neuer Unruhen nur
immer beytragen können.
Daß Ihro Königl. Majt. in Pohlen
Ihren Endzweck darunter nicht erhalten
mögen, stellet ihnen um so bedauer-
licher, da Sie, solange Sie leben,
durch Ihre Handlungen erwiesen haben,
daß Redlichkeit und patriotische Ge-
sinnung die Richtschnur Ihres Verhal-
tens gewesen. Selbst von Ihren
Feinden erzwinget Ihr erhabner Cha-
racter dieses Geständniß, und die so
oft bezeugte, und ~~aber~~ gleichwol zu oft aus den
Augen gesetzte Hochachtung.
Desto gerechtern Unwillen empfinden
~~sogar~~ Sie, wenn man Gegentheils
nachdem man Sie aus Ihren Erblanden
verdrängen, und dadurch einen der
vordersten Churfürsten des Reichs ohne
Ursach selbst zuvor unterdrückt
hat, nunmehro vorzugeben sich er-
kühnt, als ob Sie durch die unter
so mannigfaltige Bedrückungen ge-
suchte Ersparniße nur der Millionen
des Publici zu erschleichen suchten, in

der That aber darunter die gleichgültigsten,
gehört auch die Unterdrückung derer die
nicht unterdrücken, und denen aus der
Umstürzung der Freyheit und protestan-
tischen Religion im Reich abzuzielen
Absichten verborgen lägen (+)

+) Gerechtfertigte Kriegs-Ursachen in fine.
Chur Brandenburgisches Promemoria an die Reichs Versamlung zu Regensburg d. 4. Oct.

Die Freyheit der Stände, und die ~~Freyheit~~ Beständigkeit der Religions Verfassung
im Reich gründet sich auf eben die-
jenigen Gesetze, und empfänget von
deren Schutz und genauer Beobachtung
ihre Sicherheit, welche man kai-
serlicher Seits so ohngescheut durch
offenbare Landfriedensbrüche verletzet
hat. Das ohnpartheyische Publi-
cum läßt sich durch gekünstelte Wen-
dungen und Wortspiele keine Verblen-
dung vormachen, und ~~er~~ die Thatsachen
getraue bestehen, werde angreifende
der angegriffene Theil sey.

Von Religions-Beschwerden, darunter
gegen die man auch im äußersten Falle
nachgelassenen Selbsthülfe durch Ge-
walt der Waffen und Anzündung eines
verderblichen Kriegsfeuers deswegen an
die Hand zu nehmen gerathen sey, weiß
niemand im Königreiche etwas!
Die Zeiten ~~sind~~ sind vorbey, da man die
Völker durch fanatische Vorstellungen

Ihro Majst. der Kayser haben sich ~~zu ...~~ zu allem Überfluß er-
wiesen, denenselben, ohne Unterschied
der Religion, nach Recht und Gerechtig-
keit abhelfliche Maße zu geben, gegen
das ganze Reich auf das verbindlichste
~~...~~ anheischig gemacht. Der übrigen
sind

zu Religionskriegen ausschlagen, und mit
der solchen Schein durchsichtige Absicht
bedeckt werden könte.
Wir sahen aber die Freyheit seiner Mit-
Stände den kayserlichen Hofe anheim-
zuschlagen, zeigen die gegen so manchen
unter denselben verhängte Gewaltthätigkeiten
und besonders die in der bekannten Meck-
lenburgischen Sache gebrauchte, auch
nicht weniger, als auch die Entscheidung
der Landeshoheit eines unmittelbaren
Reichsfürsten gehemmet, und durch ge-
verhörte Rechtshandlungen zu Stande
erzielte Grundsätze an den Tag.
Der ~~wenigere~~ schlechten Eindruck bey sothanen
von Kriegen begreifende Erscheinungen sind
fürchterliche Einschnitte auf das Pu-
blicum machen können. Der weni-
ger haben Ihro Königl. Majestät in solcher
selbst Mitleiden zu verschweigen nöthig.
Sie können Sich vielmehr mit der
Ihro Würde anständigen Zuversicht
auf das Urtheil aller übrigen Staaten
in Europa und aller Ihrer Reichs Mit-
Stände. ~~Da~~ die Gesetze
so, nach dem gegen Sie verhängten
so gröblichen Verletzungen des Völker-
Rechts und der Reichs Gesetze, ihren

alles in seiner Macht stehet, ist
zu gewiß, als daß selbige ihr ge-
meinschaftliches Interesse dabey
misskennen sollten.
Ihro Königl. Majt. fordern demnach
dieselben auf, durch ungesäumten
Gebrauch ~~der ihnen verliehenen~~ ihrer
zusammengesetzten Kräfte ~~einer~~ der Absichten einer ~~ehrgeizigen~~ Oberherrschaft
Einhalt zu thun, die unter dem
Vorwand, Deutschland von einem einge-
bildeten Joche zu befreyen, demselben
würkliche Fesseln schmiedet, und
alles, ja die Religion selbst, umzustür-
zen sucht, um über seine Gesetze die un-
umschränkte Herrschaft zu erlangen.
Sie selbst zwar sahen Sich Ihrer an-
geerbten Erblande entsetzt, und
außer Stande ~~gesetzt~~, durch Ihre eige-
nen Kräfte Sich wegen des Ihnen und
Ihren getreuen Unterthanen ~~aug~~ zuge-
fügten Unrechts behörige Genug-
thuung zu ~~verschaffen:~~ sorgen zu kön-
nen: Doch leben Sie zu der
Gerechtigkeit Ihrer Sache des gegrün-
deten Vertrauens, daß solche Ihnen
genugsamen Mächten verschaffen werde.

Sie bedauern dabey nichts mehr, als
das unschuldige Menschenblut, so
diese nicht um Ihres angefangenen
Streitigkeiten willen gekostet haben,
und noch ferner kosten dürften, nebst
dem Unglück ihrer Lande, so da-
bey leiden werden.
Gleichwie Sie aber daran unschuldig
zu seyn, mit weit mehrerem Grunde
als Ihr Gegentheil, vor Gott und aller
der Welt bezeugen können:
Also würden, ohne Verletzung hätte
zur Mitte, ~~dennoch~~ alle weitere Verstellun-
gen und Schriftwechsel gegen einander
Dennoch und unmöglich seyn, da kein anderes Gesetz,
als das Recht ~~für~~ der Convenienz
der mehreren Staaten anerkennet.

SLUB
Wir führen Wissen.

Kurtze Vorstellung des Gouvernements in Sachßen.

Ihro Königl. Majtt. haben gleich beym Antritt des Throns
und der Cron Pohlen Ihro eine der vornehmsten Sorgen
seyn laßen, die Regierung dero Churfürstenthums
Sachßen und Erblanden dergestalt wohl einzurichten,
damit selbiges nicht allein in dem damahligen guten
Zustande erhalten, sondern auch möglichstermaßen ver=
beßert werden möchte, zu dem Ende dann die Collegia
mit unterschiedlichen tüchtigen Subjectis vermehret und
denenselben einen Stadthalter mit einem völligen Pou=
voir und Charactere representatif vermöge derer ihme
ertheilten Gewalt und Instructionen à la teste vorge=
stellet, auch solches ihnen so wohl durch ergangene Rescripta
als auch dem gantzen Lande, ja so zu sagen, der gantzen
Welt durch ein offenes Patent bekant gemacht; Uber
sothane heylsame und nützliche Einrichtung nun haben
Ihro Königl. Majtt. nicht nur beständig gehalten, sondern
auch wann solche auf ein und andere Weise traversiret
werden wollen, sie aufs kräfftigste geschützet und mainte=
niret; Nachdem aber nachgehends Ihro Königl. Majtt.
gnädigst gefallen, Dero Cabinets Expedition einige
Membra vorzusetzen, So seynd die meisten davon
durch sothane Königl. hohe Gnade und besondere Ihro

dergestalt verblendet worden, daß sie theils aus unzeitigem Hochmuth, theils aus einer unanständigen jalousie gegen der dem Königl. Stadthalter verliehenen Gewalt und Character sich äuserst bemühet, die vorermeldte von Ihro Königl. Majtt. so reiflich überlegte und heilsamlich eingerichtete Regierungs-form übern Hauffen zuwerffen, woraus dann nichts anders als lauter Confusion und eine höchstschädliche independence entstanden. Diese intendirte und bereits eingerissene independence wann solche ein wenig nur betrachtet wird, kan nicht anders als

(1.) Der Königl. Hohen Gloire

(2.) Dero eignen Hohen Interesse, und

(3.) Der Wohlfarth des gantzen Churfürstenthumbs und sämbtlichen Erb Länder höchst schädlich und äuserst nachtheilig seyn. Denn was (1.) die Königl. Hohe Gloire anbetrifft, so wird solche haubtsächlich darinnen touchiret wann

(1.) Die eingangs erwehnte von Ihro Königl. Majtt. wohlbedächtlich stabilirte Regierungs-form, so wie itzo geschiehet, nicht nur außer augen gesetzet und keines weges beobachtet, und

(2.) auf die dem Hn. Stadthalter ertheilte Instructiones und Vollmachten wenige und gar keine reflexion gemachet wird; Obgleich da auf Dero gnädigsten Befehl letzthin dieselbigen von dem Hn. General Gra-

fen

von Fleming und Geh. Rath Zech aufs fleissigste durch-
gangen, zu haben von Ihro Majtt. renouvelliret worden.

(3.) Wird denen Königl. Rescripten und Verordnungen der gebührende Gehorsam nicht geleistet, sondern wann selbige etwa einem oder andern seinem Bedüncken nach nicht anständig, ihnen öfters widersprochen, anders expliciret und wohl gar, ohne etwas darbey zu gedencken, hingeleget. Der H. Stadthalter mag dagegen reden, schreiben und berichten wie er will, so wird es doch nicht geachtet, und alles durch das Mittel, daß wenigstens einer von ihnen stets bey Ihro Königl. Majtt. hoher Person gegenwärtig ist, verdrehet und unkräfftig gemachet, indem Ihro Königl. Majtt. die eigentliche Vorstellung davon nicht geschiehet, und Sie die Mühe nicht nehmen können, sothane Berichte oder Briefe nicht allemahl selbst zu durchlesen, ja gar verhindert, daß nicht einmahl die Briefe, weniger eine Person oder deren Vorbringen zu Ihro Königl. Majtt. gelangen kan, wie solches vormahls auch von dem Grafen Beichling eingeführet gewesen, dahingegen der H. Stadthalter nichts communiciret bekömbt, außer wann etwa böse und übele auch ihme sehr nachtheilige Nachreden gar zu sehr eclattiren.

(4.) Wird denen Königl. Rescripten und Verordnungen zuwider bey denen Collegiis gar keine Subordination beobachtet, sondern es richten sich selbige nach ihren Chefs,

ja die Collegia sowohl als die Hoff-Aembter prætendiren voriezo eine independence und immediate dependenz von Ihro Königl. Majtt. welches doch vormahls nicht also gewesen, und gleichwohl alles in besserer Ordnung gehalten und gar keine Violenz gebrauchet worden.

(5.) Laues iedem Collegii gegenwärtige Aufführung gegen den Hr. Stadthalter und das geh. Consilium ist gantz deregle, und thut niemand was seine Schuldigkeit billig erfordert, sogar dass man sich unterstehet, auch ohne Ihro Königl. Majtt. gehörige des Hr. Stadthalters Vorwissen, die Bedienten nach gefallen ein und abzusetzen, ja dass vermittelst eines ergangenen Rescripti so weit gekommen, dass Ihro Königl. Majtt. auch nur einen Burgemeister einzusetzen die Hände gebunden seyn, da im Gegentheil die Chefs ihre Creaturen ohngefragt überall einschieben, und zwar solche Personen, die theils vor böse Buben passiret, theils auch wegen ihrer üblen Aufführung bestrafet seyn, und obwohl Ihro Königl. Majtt. derenthalben gehörige Vorstellung geschehen, so ist doch darauf nicht attendiret worden. Von denen aber so der H. Stadhalter und zwar allezeit mit gnädigster Bewilligung Ihro Königl. Majtt. eingesetzet, wird dermahlen sich keiner finden, so man einer üblen Aufführung mit Recht wird beschuldigen können, so doch unter so vielen eben nicht zu verwundern wäre. Unterdessen werden sie gekräncket und gegrestet, auch ihnen ihre Besoldung entzogen, dass sie endlich fortzugehen

sich genöthiget sehen.

16.) Die Königl. Regalia, Iura territorialia etc. beginnet man auch von dem Hr. Stadhalter und dem geh. Consilio ab- und an die Cammer zu ziehen, und bey derselben als independent zu tractiren, wie solches das Exempel, die Abreissung des Königl. Patents und Wieder Aufsetzung eines Stroh-Wisches von dem Hr. von Einsiedel, anderer mehr hierbey zugeschweigen, ausweiset.

17.) Geschiehet der Königl. Gloire auch sehr grosser tort, daß Dero Stadhalter die von Deroselben verliehene hohe autoritet auf alle weise und wege abgeschnitten, auch nicht einmahl als der ältiste Ministre zu den Consultationen gezogen, und die allergnädigsten Resolutiones nach bereits gefertigten Befehlichen erst zusehen bekömbt, welches vor diesem, da auch Unordnungen gewesen, dennoch nicht geschehen, da hingegen er in seiner wichtigen Charge und Character gantz inutil gemachet, bey auswärtigen discreditiret, auch würcklich ausgesprenget wird, ob seye bey Königl. Maytt. er in Ungnaden, und würde nur pro forma gehalten, daher denn fliessen thut, daß Ihm auch von denen frembden alhier sich einfindenden Ministern keine Visite geschiehet. Und was dergleichen mehr seyn, so hier der Länge nach anzuführen zu weitläufftig und verdrießlich fallen dürffte

Was 11. das Königl. hohe Interesse anbelanget, so
haben Ihro Königl. Majt. gantz reifbedächtig die getreue
Beobachtung dessen dero Hr. Stadthalter durch vorange-
zogene Instructiones und Vollmachten aufgetragen;
Allein man ist bemühet gewesen durch boshafftes aus-
sprengen Ihro Königl. Majtt. beyzubringen, es hätte der
H. Stadthalter vieles Geld aus dem Lande geschleppet,
und viele Dinge unrechtmäßiger weise an sich gezogen, nicht
weniger die Destruction des Blau-farben Commercii in-
tendiret, da doch niemand in der Welt auftreten und mit
Grunde der Wahrheit sagen kan, daß Ihro Majtt. so wenig
als einem privato auch nur umb einen groschen werth
von dem Hr. Stadthalter zu kurtz gethan worden. Es
hat zwar der H. Stadthalter letzthin zu Guben bey re-
nouvellirung der Instructionen und Vollmachten aus
unterthänigster Devotion gegen Ihro Königl. Majtt. die
Geld-Dispositiones aufs künfftige depreciret, in der
Hoffnung, es würden die Hr. Geld-Disponenten von
selbsten zu ihrer eigenen Sicherheit, und umb sich von al-
ler künfftigen Verantwortung zubefreyen, der Gebühr
nach, da es vormahls auch also gewesen, als kluge Minister
die Geld-Affairen mit Vorbewust des Hr. Stadthalters
tractiren. Aber weit gefehlet, sie seynd vielmehr
bedacht gewesen, alle Affairen, die nur mit einem Schat-
ten können beygebracht werden, zu den Geld-disposi-
tionen zuziehen, daher es denn wegen derer darü

entstehenden Hindernüßen unmöglich also darbey bleiben kan, maßen sie keine genugsame nützliche Ursache anzuzeigen vermögen, daß sie nach ihren Gedünken schlechterdings die Geld-affairen tractiren und disponiren sollen, sondern wäre vielmehr Ihro Königl. Majtt. ersprießlicher, wann es damit wie vormahls gehalten würde, indem alsdenn ohne Vorwißen des Hn. Stadthalters nichts geschehen kan oder darff, Ihro Königl. Majtt. auch sicher seyn, daß er keine Hindernüßen verursachen, vielweniger einen Fehler geschehen laßen werde, weiln viele augen mehr sehen können, als ein auge. Solten indeßen die Hn. Geld-Disponenten ihrem Gedünken nach Ursach finden, sich über den Hn. Stadthalter zubeschweren, als ob Er ihnen hinderlich fiele, so bliebe ihnen der Weg, wie solcher allemahl gewesen, doch iederzeit offen, an Königl. Majtt. sich zuwenden, und umb remedirung anzuhalten, welches aber nicht zubesorgen, indem Er in den schweren Zeiten nach möglig=keit Geld genug angeschaffet, ja, wann gar nichts verhanden gewesen, seinen eignen Credit angestrenget, und sich hinein=gesteckt, wofür Er an statt dancks nur Verdruß und Vorwurff, warumb Ers gethan, oder auch als wann Er ein Crimen damit begangen, empfinden müßen. Wenn auch gleich der H. Stadthalter der Geld-Dispositionen sich entschlagen wolte, so kan es doch wegen der aufrichtenden neüen Manufacturen und derer daraus fließenden Summen Geldes nicht gestattet werden, maßen diese revenüen keines weges mit den andern vermischet werden müßen.

Es zeiget sich auch nicht, dass bey der Cammer seit dem der H. Stadthalter mit derselben nichts zuthun gehabt, etwas besonders geschehen sey, denn weder die Einnahmen gröster oder vermehret, noch die Ausgaben geringer, oder darbey etwas mesnagiret worden, hingegen kann man auf Verlangen wohl weisen, dass die wichtigsten affaires und mesnagement an die Seite gesetzet und suspendiret worden, als

(1.) die Einlösung oder vielmehr rechtmässige Vindicirung der bishero zum Theil von Räthen unrecht besessenen Post-revenüen und des noch übler administrirten Post-Regalis.

(2.) die Einrichtung des Saltz-Regalis auf einen profitablen Fuss, wodurch noch wohl ein 100^{m} Thr. mehr hätte eingebracht werden können, wann man nur demjenigen, was aus dem geh. Consilio diesetwegen ergangen, nachgefolget wäre, nehmlich alle Privilegia dererjenigen so ein gewisses Quantum an Saltz praetendiren, zu durchsehen denen, so wohl fundiret, einen Genuss zulassen, den abusum aber abzuschaffen. Dieses wäre eine revenüe, so Ihro Königl. Majt. mit gutem Fug und wohl gegründet geniessen könten: welches Rescript aus dem geh. Consilio sub dato ergangen und zwar zu solcher Zeit, da selbiges noch mit solchen Leuthen besetzt gewesen, die gerne hierinnen contradiciret hätten, wann sie nur gekont.

(3. wegen der Contract-Höltzer mit den Sächsischen Grafen auch sonsten durchgehends bey dem Floss-Regali, wie vorgegeben wird.

(4.) bey der Accise verursachet auch die Independenz unendlichen Schaden, indem Königl. Majt. wann die Sachen darbey recht tractiret und anders eingerichtet würden, gar ein grosses von der Accise alleine haben könten, maassen die Besoldungen und die Unkosten der angestelten Commissionen in einem Jahre allein über acht 50^{m} Thlr belauffen, worüber der H. Stadhalter seine Gedanken ausführlich eröffnet haben soll. In dieser materie en detail weiter zugehen, würde ebenfals, wie beym vorhergehenden §. zu weitläufftig fallen.

Daß III. die independence der Wohlfarth des gantzen Chur-
fürstenthumbs Sachßen und der sämbtlichen Erb Länder höchst-
schädlich und nachtheilig sey, erweiset sich dahero zur Gnüge; daß
da Ihro Königl. Majtt. gleichwie bereits im Eingange erwehnet,
bey Annehmung der Polnischen Crone, so wohl als auch leztlich
zu Guben Dero H. Stadthaltern denen sämbtlichen Collegiis,
besage derer Instructionen und Vollmachten als Chef mit dem
ansehnlichen Charactere representatif vorgestellet, iedennoch die-
selben theils aus Verleitung ihrer chefs, theils auch unruhiger
Gemüther denen Königl. heylsamen Verordnungen die gebühren-
de Parition versaget, und den schuldigen respect außer Augen
gesetzet; denn nur

(1.) bey dem Geh. Raths-Collegio anzufangen, so ist zwar darbey ein
Departement angeordnet, weiln aber der Geh. Rath B. von Hoymb
schier gar nie und kaum mehr als 5 mahl seit Guben darinnen
gewesen, der Cammer-President sich auch gar selten einfin-
det, und solches noch mehrentheils umb 11 oder halb 12 uhr geschiehet,
so bleiben öffters die in deren Departements einlauffende Sa-
chen zum grösten Nachtheil der Unterthanen liegen, oder können
theils Sachen, wenn auch nur ein Schatten von Gelde darbey be-
findlich, gar nicht vorgenommen werden.

(2.) Was vor Unordnungen bey dem Geh. Kriegs-Raths-Collegio
vorgegangen, ist von dem H. Stadthalter öffters vorgestellet,
aber doch noch nichts untersuchet, dahero auch noch nicht zu wißen
wie die von selbigem Collegio eigenmächtige Ausschreiben ange-
wendet worden, maßen sich findet, daß ohngeachtet sie sich vor
dem H. Stadthalter zu scheuen gehabt, sie iedennoch ohne deßen
Vorwißen Ausschreiben auf fourage, portionen etc. im Lande
ergehen laßen, wie würde es erst alsdenn werden, wenn der
H. Stadthalter mit den Geld-affairen nichts zu thun hätte.

(3.) Ist vorher schon erwehnet worden, daß bey der General-Accise
zu Ihro Königl. Majtt. besondern Nutzen eine Änderung zu treffen
stünde

welches dem gantzen Lande auch sehr verdrießlich seyn würde.
(4) Bey der Landes-Regierung zeiget sich mehr als zuviel, daß der
Vice-Cantzler wegen seiner unterschiedlichen Chargen, und grosser
Menge weitläufftiger Commissionen denen täglich vorkommenden
affaires nicht gebührend vorstehen kan, und ist darbey noch nie-
mahls eine so grosse Confusion als ietzo verspühret worden,
da die Sachen so langsam zum Vortrage und zur Expedition kom-
men, und die armen Leuthe zu ihrem grossen Nachtheil so lange
damit aufgehalten werden, Ihro Königl. Majtt. bezeigen sich
iedermänniglich hoch und niedrigen Standes dergestalt generuese
und clement, daß es nicht anders als eine höchstverehrende
unterthänigste Liebe nach sich ziehen muß, allein solche wird
dadurch widerumb destruiret, wenn das Justiz-Wesen also
übern Hauffen gehet. Wolten Ihro Königl. Majtt. dieses etwa
in Zweifel ziehen, so wäre nur durch einen Vertrauten, er sey
auch von was condition er wolle, bey denen Secretarien nach-
zufragen, so würden Sie schon erfahren, wie säumig die affai-
ren tractiret werden. Dieses Collegium mischet sich auch in ande-
re Dinge, die dahin gar nicht gehören, insonderheit in die ange-
ordnete Commissarische Untersuchung derer an die Schweden ge-
reichten Contributionen, worinnen selbige bereits viele Hindernisse
verursachet, absonderlich hat der Vice-Cantzler sich strafbar
aufgeführet, als nemlich ihm ein Steck-brief insinuiret worden,
da eben der verfolgte Dr. Römer bey ihm gegenwärtig gewesen
und er ihn dennoch echappiren laßen. Denn als vermelter
Dr. Römer nebst dem Kauffmann Winkler bey letztern beson-
dern Einfall des Schwed. General Crassau in hiesige Lande, und
dargegen gemachten Veranstaltungen, von hier nach Leipzig
gekommen, und dieselbige durch ihre unbesonnene Reden die
gantze Stadt und das Land in die gröste Furcht und
Consternation gesetzet, wovon die Hamburger und auswärtige
andere Zeitungen voll gewesen, und man daher in ges. Contri-

vor nöthig befunden, sich dieser Personen zuversichern, dieser Doct. Römer aber den Vermuthen nach von iemand unter der Hand gewarnet sich zu dem H. Vice-Cantzler auf sein Guth begeben, und den Bothen mit den Steckbriefen selbst gemeldet, und darauf sofort die Flucht ergriffen, so hätte es der Vice-Cantzler wohl verhindern können.

(5.) Wann der H. Stadthalter, da man allen respect gegen den Ihm gnädigst verliehenen Character verlohren, niemanden, wer er auch sey, wenn ihm von denen Collegiis unrecht wiederfähret, mit Nachdruck schützen, sondern woferne Er den Königl. Character nicht prostituiren lassen will, muß Er alles gehen lassen, wie es gehet.

(6.) Daher Er denn auch wenig oder nichts von deme, was vorgehet, erfähret; muß indemnach die hier und da sich hervorthuende contradictiones oder praejudicia als von ihm herrührend debitiren lassen, zu seinem grösten despect; was aber honorable daher seyn, die attribuiret man sich gegentheils.

Aus allen diesen vorhergehenden erhellet gantz klärlich, daß man an der Ihro Königl. Mayt. gebührenden Souverainitet und Regierung in allen Stücken participiren und mitregieren, auch daher keinen Stadthalter alhier haben will indem wann solcher in der gehörigen authoritet ist, niemand favorisiret werden kann, weilen Er es nicht zugeben würde, auch Ihro Königl. Mayt: alles daher nothwendiger Weise besser vorgestellet werden müsten, sintemahlen Er alhier weder Cabale noch faction hat, auch solche niemahls gesuchet, welches die Experienz, sieder der Zeit, da Er in hiesigen Diensten gestanden, so nunmehr 13 Jahr seyn, geben thut, Solte man aber sagen, daß der H. Stadthalter iemands favorisiren könte, und das Königl. Interesse nicht gebührend

beobachtete, so fält solches daher von selbsten weg, da ieder
männiglich erlaubet ist, seine Vorstellung Ihro Königl: Majtt.
zuthun, und der H. Stadthalter vor sich selbsten nichts
zutractiren prætendiret, auch über dies vor eine höchst-
nützliche maxime hält, dass ungeachtet der Consultationen
und berathschlagungen der Collegiorum ein ordentlich Proto-
coll gehalten werden müsse, wie nehmlich ein ieder sein
Votum in wichtigen Sachen ertheilet habe. –

Das harte und niedrige Schicksaal, welches die gesamte Chur-Sächs. Lande betroffen, und wovon man die betrübten üblen Folgen, sowohl bey denen Herrschaftlichen Cassen, als in Ansehung des Wohlstandes derer Landes Einwohner, auf die spätesten Zeiten zu befürchten Ursache hat, wird wohl einen jeden von der Nothwendigkeit überzeugen mit allem Ernst auf diejenigen Mittel zu denken, wodurch die feindseligen Absichten, dieses sonst florissante Land auf lange Zeit incontribuable zu machen, vereitelt, und die Einwohner, so bald möglich, in die Umstände gesetzet

werden können, die publi-
quen Onera zu tragen
und abzuführen.

Die künftige Ein-
richtung wird das Schick-
sal von Sachsen auf vie-
le Jahre entscheiden; und
gleichwie eine unrechte Wahl
derer anzuwendenden Mit-
tel den Schaden ohnfehlbar
vergrößern würde, wo
nicht unheilbar machen:
Also kann man dagegen
nicht ohne Grund behaupten,
daß dieses fruchtbare und
mit vielen Vorzügen ge-
segnete Land, durch den
Fleiß und die Industrie sei-
ner Einwohner, leichter und
eher als andere sich erholen
könne und werde, wenn
diese zu der angebohrnen
Arbeitsamkeit und Nach-

rungs-Lust ermuntert und dabey erhalten werden.

Gegenwärtig, und da das Ende dieser Drangsalen noch entfernet ist, kan man zwar in keine Specialia, wie diesem oder jenem District, Amte, Stadt oder Orte besonders unter die Arme zu greiffen, sich einlassen: es wird aber doch nicht schädlich seyn, einige General-Principia oder Maximen, wie nach hergestellter Ruhe etwan zu procediren seyn möchte, fest zu setzen, und in Erwägung zu ziehen.

Ein Land nach und nach in Flor zu bringen; ein Land im Wohlstande zu erhalten; und einem rui-

nirten Lande wiederum auf-
zuhelffen, sind differente
Bemühungen, so aber ei-
nerley Endzweck haben,
nemlich die Glückseligkeit
derer Einwohner, und das
mit dieser unzertrennlich
verknüpfte Interesse des
Landes-Herrn, zu befördern.
Es sind also die Mittel, so
ein Land in Aufnehmen
bringen, und darinne
erhalten können, sonder
zweifel auch die geschicktesten, ei-
nen verderbten, oder in
Verfall gekommenen Staat
wiederum in gute Umstän-
de zu setzen.

Niemand wird in Abrede
stellen, dass Chur-Sachsen
mit seinen zugehörigen Pro-
vinzen bis gegen die Mitte

dieses Seculi durch die in-
nerlich guten Anstalten zu
einem ziemlich hohen Grad
der Glückseligkeit und
Wohlstandes gestiegen :
Man würde aber auch sich
allzu sehr schmeicheln, wenn
man glauben wollte,
dass nicht ein- und anderes
zu verbessern übrig geblie-
ben, oder dieses und jenes,
so zu mehrerer Aufnahme
dienen können, verab-
säumet worden.

Da man sich nun ge-
genwärtig in die fatale
Nothwendigkeit versezet sie-
het, dass man, so zu reden
ganz von neuen zu wirth-
schaften anfangen müsse,
so scheinet es um so nöthiger
alle Attention darauf zu
richten, dass man die vori-

gen Mängel oder Gebrechen
bey denen nunmehrigen
Anstalten zugleich mit
abstelle oder evitire.

Das Wohlseyn eines Staats
beruhet ohnstreitig

I. Auf dessen Sicherheit.
II. Auf einer guten Policey
III. Auf einer guten Wirth-
schafft.

Diese drey Haupt-Stücken
sind dergestalt genau mit
einander verbunden, daß,
wo eine wandelbar, oder um-
gestoßen wird, die an-
dern nicht bestehen können
und wenn diese Grund-Stü-
en falsch werden, der gan-
ze Bau endlich einsincken
und in ein-ander fallen müste

1.

Die Sicherheit verdienet darum billig den ersten Plan, weil die vortrefflichste Policey, und die allerbeste Wirthschafft, ohne Friede und Ruhe nicht lange bestehen kan. Beydes von aussen und innen zu erhalten erfordert eine hinlängliche Kriegs-Macht.

Hieraus folget, dass das erste und vornehmste, worauf man zu denken haben wird, nichts anders als die Herstellung der Armée seyn könne.

Die Stärcke derselben wird sich im voraus nicht determiniren lassen, sondern gar sehr von denen Umständen dependiren: indessen könnte man in

genere folgendes voraus seyn

a.) Die Infanterie und Artillerie, so bald möglich, in Ordnung zu bringen; die Cavallerie successive zu errichten.

b.) Keine so starke Garden zu unterhalten.

1. Bataill. Leib, Garde.

2. Escadr: Gardes du Corps

wären genug: und dagegen könnte 1. Regt. Infanterie, und 1. Regt. Cavallerie mehr unterhalten werden.

c.) Die Regimenter und Compagnien auf einen solchen Etat zu setzen, daß sie zu allen Zeiten in dienstbarem Stande bleiben.

d.) Bey der Infanterie eine Einrichtung zu machen, daß der 4te Theil vom Lande gestellet, und nur alle

Jahr 2. Monath zur Muste-
rung und zum Exerciren
zum Regimentern gezo-
gen, währender Zeit aber
ordentlich bezahlet wird.

e.) Dagegen aber die Beurlau-
bung bis auf eine gewisse
Anzahl einzuschränken, und
davon sonderlich die Bezah-
lung der ins Land vertheil-
ten Mannschafft auf die
Exercir-Zeit zu bestreiten.

f.) Die allzu häufigen und all-
zu kurzen Capitulatio-
nes abzuschaffen.

g.) Hingegen auch mehr auf
alte gediente Leute, wenn
sie schon nicht alle extra
schön sind, zu halten.

h.) Die Montirung, sonderlich
Hosen und Kamaschen,
um des schönen Ansehens
willen nicht so enge zu

machen, daß die Leute
vor der Zeit estropiret und
invalide werden.

i.) Die Ertheilung derer höheren Ca-
racteres, als eine Pest der
Subordination, möglichst
zu vermeiden.

k.) Die Verkauffung derer
Compagnien nicht zu zu-
lassen; weil insgemein
der Herr dabey zu kurz kömmt
und selten darauf gesehen
wird, daß das neue Subje-
ctum die erfoderliche Expe-
rienz und Capacitaet, der
Compagnie vorzustehen, habe,
wenn nur dieser oder jener
sein Interesse dabey findet,
zu geschweigen, daß, wenn
diese Auctionirung derer
Compagnien zu sehr einreis-
set, die Subaltern-Offici-
ers nothwendiger weise /

bey so weniger Hoffnung
zu avanciren, niederge-
schlagen und verdrießlich
gemacht werden.

l.) Nicht an so viel Kinder, die
noch in die Schule gehen,
Officiers-Plaze und Cara-
cteres zu geben, viel we-
niger Montur und Port d'
Epée zu tragen, zu er-
lauben. Es kan
nicht anders seyn, der so
würdige und ernsthaffte
Officiers-Stand muß ver-
ächtlich werden, wenn er
gleichsam zum Kinder-Spie-
le gemacht wird; zu ge-
schweigen, daß solche junge
Leute dem Officiers Caracter
ohnanständige Dinge vor-
nehmen, und diesen
selbst dadurch blamiren,
wenn es heißt, daß ein

Lieutenant diesen oder je-
nen Jugend-Streich aus-g[...]
übel, oder wohl gar von
seinen Maitres als ein
Kind bestraffet worden

m.) In Ansehung der Menage b[ey]
der Armée auf keine zu
dencken, welche der Haupt-
Absicht, nehmlich der Sicherh[eit]
und Beschützung des Landes,
entgegen ist, und nur
lauter Verminderungen d[er]
Combattanten zum Endzweck
hat. Alle dergleichen Pro-
jecte sind gar nicht klug[...]
aber schädlich, und müssen
insgemein die grossen Her-
ren solche böse Rathgeber [...]
darzu, wo nicht öffentlich,
doch heimlich recompensiren
Die ~~hingegen aller~~ Einschränkung der Depensen oder gar (
so nur auf das äusserliche
gehen, und nicht zur reali-

taet gehören, ~~zu vermeiden~~
gar wohl anzurathen, wenn
die Ersparniß zu Unter-
haltung mehrerer Mann-
schafft angewendet wird.

12.) Die richtige Zahlung wie-
der einzuführen, und ge-
nau darüber zu halten;
auch die Montirungs- und
Invaliden-Abzüge, wie
ehemahls, unter der Löhnung
und Tractament mit aus-
zuwerffen, und bey der
Cassa inne zu behalten;
damit diese Fonds zu allen
Zeiten parat seyn, und
besonders wegen der Montur
nicht nöthig sey, bey jeder An-
schaffung darauf extraor-
dinarie zu dencken, + welch-
es letztere doppelten und
dreyfachen Schaden für den
Landes-Herrn verursacht,

+ oder gar Credit zu machen,

indem alle Bedürfnisse in höhern Preise, als für baar Geld, accordirt, auch wohl noch Interessen bonificirt werden müssen, die Lieferanten und Fabricanten aber, wenn man die Termine noch dazu nicht inne hält, in grossen Verlust gerathen, und die Gelder nicht circuliren.

II.

Die Policey wird hier in dem weitläufigsten Verstande genommen; und diese beschäfftiget sich vornemlich mit dem Lebens-Wandel und der Nahrung derer Unterthanen. Eine gute Policey hat also den Endzweck,

beyde in solchen Wohlstand
und Zusammenhang zu se-
zen, damit die Unterthanen
oder Einwohner eines Lan-
des dem Staat oder dem
gemeinen Wesen nüzlich
werden, und sich bequem
zu ernähren im Stande
sind.

Nun sind zwar in
Sachsen zu Erreichung die-
ser Absicht viel gute Anstal-
ten und Einrichtungen von
Alters her gemacht: es heißt
aber auch hier *inter arma
silent leges*; und es ist
nicht zu zweifeln, daß die
zeitherigen Umstände vie-
les zerrüttet, und in Unord-
nung gebracht haben.
Folglich ist nöthig, im vor-
aus darauf zu dencken,
was für Mittel anzuwenden,

oder zur Maaß-Regeln zu ergreifen, wodurch nach hergestellter Ruhe, der völlige Ruin hiesiger Lande abgewandet, und deren Aufnahme und Wohlstand befördert werden könne.

Die nothwendigsten zum Anfange scheinen folgende zu seyn:

1.) Alles ausländische liederliche Gesindel und fremde Bettler über die Grenzen zu weisen, und aus dem Lande zu schaffen.

2.) Die Grenz-Orthe und Haupt-Passagen mit Miliz zu besetzen, in denen Dörffern aber Wachen anzuordnen, damit keine Vagabonden sich einschleichen, und die Einwohner beunruhigen.

3.) Auf alle verdächtige Person

nern und Müssiggänger
genau acht zu haben, da-
mit nicht Diebs- und Räu-
ber-Banden sich formiren
und einnisteln.

4.) Die aus Furcht entwichene,
oder mit Gewalt entführte
Unterthanen zu revociren
und zur Rückkehr anzu-
mahnen.

5.) Verzeichnisse von allen wü-
sten und verlassenen Häus-
sern und Grund-Stücken
zu erfordern, und solche,
durch Verminderung deren
Onerum, und Ertheilung
Frey-Jahre, wieder in Baue
zu bringen.

6.) Die Ausfuhr des Getreydes
schlechterdings zu verbieten,
und durch Anlegung mehre-
rer privilegirter Getreyde-
Märkte die Circulation

derselben zu befördern .

7.) Den Abgang des Zug- und Zucht-Viehes auf alle mög-lich weise zu ersetzen, und dem Mangel derselben ab-zuhelfen .

8.) Die Strassen in tüchtigen Stand zu setzen .

9.) Vor Zerstellung und Separa=nirung deren Felder zu sor-gen .

10.) Die bereits projectirten Com-mercial-Anstalten, wo nicht auf einmahl, doch suc-cessive zur Execution zu bringen, und beson-ders die Ausfuhr roher Ma-terialien, und die Einfuh-r fremder wollener und leinener Waaren zu ver=bieten, damit denen Fabricanten Arbeit und Vertrieb verschaffet werde .

11.) Das Münz-Wesen sonder Verzug auf besten Fuß zu setzen, damit der Schade nicht unheilbar werde.

12.) Alle nur ersinnliche Holz-Menage einzuführen, und das Pflanzen und Säen aller Arten Holzes mit Ernst anzuordnen.

Diese Veranstaltungen möchten vor das erste hinlänglich seyn, den Haupt-Endzweck aller weisen Regierung, nämlich die Erhaltung und Vermehrung derer Einwohner, zu erreichen, und so nöthig es ist, die faulen und unnützen Glieder abzusondern, so wenig können viel Menschen in einem Lande ohne genugsame Sicherheit, ohne wohlfeil

Brod, Holz und andere Lebens-
Mittel, und ohne Gelegenheit
zur Arbeit und zum Ver-
dienst subsistiren.

Wenn sich das Land einiger-
massen erholet, könnte man
noch auf andere nützliche
Anstalten bedacht seyn, und
zwar:

a.) Den Ackerbau und die Vieh-
zucht, als das gröste Reichthum
eines Landes, mehr und mehr
zu verbessern, und die Leute
dazu zu ermuntern suchen,
auch zu dem Ende gewisse
Oeconomie-Inspectores ver-
ordnen.

b.) Denen Städten durch Einschrän-
ckung derer Handwercker
und Handels-Leute auf dem
platten Lande, auch sonst durch
andere Anstalten wieder auf-

stehen.

c.) Den Zusammenhang des gesammten Nahrungs-Standes im Lande genau erforschen, damit man sehen könne, ob man sich auf gewisse Handwerker, Gewerbe und Nahrungs-Arten allzuhäuffig befleissigt, dass die damit beschäfftigten Personen ihren Unterhalt dabey nicht finden können, oder ob vielleicht diese oder jene Nahrungs-Art im Lande in Abnehmen geräth oder gänzlich darnieder lieget, weil es an Arbeitern, so sich darauf legen, oder auch wohl an genugsamen Materialien mangelt. Ohne diese Vorsorge wird der Umtrieb des Geldes ge-

kommet, und es entstehet
daraus eine Abzehrung des
ganzen Staats, Cörpers.
Es gehöret aber zu genugsa-
mer Einsicht des Zusammen-
hanges des ganzen Nahrungs-
Standes in einem Lande,
eine genaue Kenntniss
so wohl derer Gewerbe im
Lande, als der Beschaffen-
heit des Landes selbst, und
seines Überflusses, Mangels,
Bedürfnisses und Consum-
tion. Diese nun zu er-
langen ist nöthig, alle Jah-
re gewisse Tabellen einsen-
den zu lassen, daraus
man die Nahmen und Ar-
then derer Handwercker, Ma-
nufacturen und Fabriquen,
die Anzahl derer Meister,
ihrer Gesellen und Lehrlin-
ge, benebst denen Hülfs-

Personen ersehen kan, und
darinnen zugleich die Mängel
der Haupt, und Neben Ma-
terialien, so sie verarbei-
ten, benebst ihren Preisse,
desgleichen, ob die Materia-
lien und Handwercks Gerä-
the im Lande genommen
oder woher sie genommen
werden, nebst andern Um-
ständen, besonders in An-
sehung des Vertriebs und
der Ausfuhre der Waaren
mit zu bemercken.

Aus diesen Tabellen wird
man die Mängel und Ge-
brechen, so sich hier oder dar
äussern, gar leicht wahr-
nehmen, auch bey Zusam-
menhaltung derselben
von verschiedenen Jahren
erkennen, ob diese oder
jene Nahrung in Ver-

fall oder Ausnahme gekom-
men:
Allem Ansehen nach sind
verschiedene Handwerker
in Sachsen zu starck an-
gewachsen, und man
dürffte bald mehr so ge-
nannte Fabricanten
als Ackerleute oder tüch-
tige Knechte finden:
Wie denn auch die Menge
derer Studirenden, und
derer, so sich auf die Schrei-
berey legen, nicht unbil-
lig einzuschräncken seyn
möchte.

d.) Um die Müssiggänger und
Bettler loß zu werden, Ar-
beits-Häuser anzulegen

e.) Die Gesetze wieder die Ban-
querouts, und den uner-
laubten Wucher erneuern
und darüber halten; auch

eine schleunige Handhabung der Gerechtigkeit in Wechsel, und Schuld-Sachen, ohne Ansehung der Person beobachten, damit der Credit unter Particuliers, darauf es in der Circulation des Geldes am meisten ankommt, wieder hergestellet und erhalten werde.

8.) Die schädlichen Austretungen derer Ströme und Überschwemmungen zu verhüten suchen; die Ufer der Elbe und anderer Ströme befestigen; die Ströme selbst räumen, und andere hierzu erforderliche Anstalten vorkehren.

9.) Den Berg-Bau sowohl als den Seiden-Bau und Maulbeer-Plantagen in Aufnahme,

ur bringen.

k.) Real, und Handwerks, Schulen anlegen.

III.

Was zu einer guten Wirthschafft oder Haushaltung gehöret, ist jedem bekant und lehret auch die tägl. Erfahrung, daß ohne diese sowohl die Mittel für die Sicherheit des Landes zu sorgen, ich meyne die Kosten einer hinlänglichen Kriegs Macht, ermangeln, als auch die Kräffte, die besten Policey Anstalten zur Würklichkeit zu bringen gar bald verschwinden müssen.

Die Wirthschafft eines Staats

oder ganzen Landes ist von der Wirthschafft eines reichen Particuliers nur in Ansehung der Grösse unterschieden: es beruhet aber eine wie die andere auf einerley Grund-Säzen.

Wenn beyde bestehen sollen, so muss man

a.) die Einnahme und Ausgabe genau wissen.

b.) Die Ausgabe nach der Einnahme reguliren, und etwas auf Unglücks-Fälle aussezen.

c.) Die Kosten, so zur innerlichen Einrichtung und Erhaltung der Wirthschafft gehören, vorher abziehen, ehe man die Nuzung wegnimmt, oder die übrigen Ausgaben

determinirt.

d.) Die Einnahme oder Nuzzung so einrichten, daß es von Dauer seyn kan und daß nicht die Erhöhung der Nuzung bey einer Branche der Wirthschafft den Verfall in andern Arten derselben, oder mit der Zeit den Verlust eines grossen Theils des Vermögens nach sich zieht.

e.) das Capital selbst nicht angreiffen.

Die Application von einer Art der Wirthschafft auf die andere ist leicht; nur findet sich bey der Theorie weniger Schwierigkeit, als bey der Praxi; ein Glück ists, wenn man die Sch

ber zeitig gemacht wird und einsiehet, und der Regel folgt: Principiis obsta, sero medicina paratur. Denn, kommen zu einer derangirten Wirthschaft noch Unglücksfälle, so ist es schwer und rar, wieder zu emergiren, oder zu dem vorigen Wohlstand zu gelangen. Man muss aber den Muth nicht sinken lassen; nil desperandum: man muß es nur am rechten Orte angreiffen.

Wer ein abgebranntes Hauss, oder ein verwüstetes Land-Guth wiederum nach vorigen guten Umständen bringen will, muss es erst wieder darein setzen; er muss das Hauss wieder auf- und ausbauen,

und das delabrirte Guth, wie-
der anrichten und cultivi-
ren.

Mit einem ganzen Lan-
de, so durch Krieg und an-
dere Zufälle zu Grunde
gerichtet worden, hat es
eben solche Bewandniß.
Weil aber bey einem Gute
nicht alles dasjenige, so
bey dem andern mit Nu-
zen practiciret wird,
nach zu ahmen; Also
muß man auch hier auf
die Größe, Lage und Be-
schaffenheit des Landes, so-
wohl als auf die Neigung,
Fähigkeit und das Vermö-
gen oder die Kräffte deren
Einwohner das Augen-
merk richten, wenn man
solche wiederum in gute
Umstände versetzen, und

daraus den gehofften Nutzen
ziehen will.
Man würde also sehr ir=
ren, wenn man, nach
hergestellter Ruhe in Sach=
sen, die vorherigen hoch,
angestiegenen Abgaben
mit rigueur herbey zu
treiben suchen wollte,
und zwar aus der Ur=
sache, weil man viel Aus
gaben zu bestreiten habe.
Vielmehr wird nöthig seyn,
die Abgaben, oder die Ein=
nahme folglich auch die
Ausgaben zu vermindern.

Da hier nicht der Ort ist,
ausführlich von dem ver=
nünfftigen Gebrauche des
Vermögens eines Landes,
oder von denen bey Auf=
bringung derer Kosten

zu den grossen Aufwand
eines Staats, noch von de=
nen bey den Ausgaben des=
selben nöthigen Grund=
Sätzen und Maasregeln
zu handeln; So mag
genug seyn, einige Mit=
tel anzuzeigen, wodurch,
aller Wahrscheinlichkeit nach,
Sachsen am ersten wie=
der in Flor kommen
möchte.

1.) Der gehässige Vorsatz, Sachsen
auf ein halbes Seculum zu
ruiniren, oder es so arm
zu machen, dass es seinem
Herrn wenig oder nichts
einbringen könne, hätte
durch nichts gewisser errei=
chet werden können, als
dadurch, dass man alles
mögliche baare Geld heraus

gezogen, und nichts weiter
ausgegeben, allen Colle-
giis und Dienern ihre Be-
soldung, ja so gar denen
piis caussis dasjenige,
so zu ihrem Unterhalt aus-
gesetzet, vorenthalten,
und sie dadurch außer
Stand gesetzet, ihre noth-
dürfftigen Ausgaben zu be-
streiten, oder anderen ei-
nen Verdienst zu zuwen-
den; kurz, dass man al-
len Umtrieb des Geldes
gehemmet, und in dem
Staats-Cörper eine Sta-
gnation, und endlich gar
eine Lähmung verursa-
chet hat.

Hierwieder ist nun kein
anderes und besseres Mit-
tel zu ergreiffen, als ohne
Aufschub eine ansehnliche

Summa baar Geld ins Publicum zu bringen.

Wo solches herzunehmen, wird höhern Ermessen überlassen; und es wäre zu überlegen, ob nicht, wie ehemahls in England mit grossen Nuzen practiciret worden, das Silber-Geschirr zu vermünzen, und der Werth denen Eigenthümern, bis er ausgezahlet werden kan, zu verinteressiren? Genug, die Nothwendigkeit ist unläugbar, und der gute Effect sicher und gewiss.

Die Vertheilung des baaren Geldes unter alle Stände und Mitglieder des Staats ist am sichersten und leichtesten zu bewürken, wenn der Armée, denen Collegiis,

denen Civil- und Hofbe-
dienten, Lieferanten und
Fabricanten, sowohl als dem
Lande, hinterlichs vor geliefer-
te Naturalien noch einige
Tonnen-Goldes zu fodern
hat, ihr Rückstände, wo
nicht ganz, doch großen-
theils vergütet, und denen
Steuer-Interessenten die
zurückgebliebenen Zinnsen
ausgezahlet würden.

2.) Die Verminderung derer
Abgaben ist nicht minder
billig und nöthig; ja an
einigen Orten wird solche nicht
einmahl sufficient seyn, son-
dern wohl gar ein gänzlicher
Erlaß ad tempus erfolgen
müßen.

Je geschwinder man sich
hierzu entschließet, je eher

werden, sich die Unterthanen erholen, und je weniger wird man bey denen Cas-sen an der Einnahme ver-lieren; denn jene wer-den dadurch zu allem Ge-werbe und Handtierung wieder encouragiret, und die Consumtion, welche den bessern und geschwinden Umtrieb des Geldes beför-dert, wird den Verlust an denen Abgaben grösten Theils ersetzen.

3.) Der Verlust an der Einnahme ziehet auch die Retranchi-rung derer Ausgaben nach sich.

Es lässet sich hierinne nicht viel vorschreiben: in-zwischen ist die bekannte Haushaltungs-Regel, daß

man erst das nothwendige, so dann das nützliche, und endlich das Wohlanständige besorgen müsse, auch hier ganz applicabel. Die Nothwendigen Ausgaben eines Landes sind eigentlich alle diejenigen, ohne welche der grosse Endzweck der gemeinschafftlichen Glückseeligkeit nicht erreichet werden kan.

Die lassen sich füglich in drey Classen abtheilen. Denn

Einige sind schlechterdings nothwendig, indem sie zur innerlichen Erhaltung gehören, und ohne solche die Verfassung eines gemeinen Wesens nicht bestehen kan, als z. E.

a.) Die Unterhaltung

des Regenten und seines
Hauses, auch eine seiner
hohen Würde anständi=
ge Art, erforderliche Ko=
sten.

b.) Der Aufwand für die
Armée.

c.) Die Besoldung derer Be=
dienten.

d.) Die zu Erhaltung des
Landes und der Versor=
gung des Staats nöthig
Unkosten.

Andere sind nur von ei=
ner bedingten Nothwendig=
keit; wenn nehmlich das
gemeine Wesen einen gro=
ßen Nachtheil leiden müste
wenn man solche Ausga=
ben unterlassen wollte,
zum Exempel, wenn Com=
mercien, Manufacturen,
Fabriquen, und andere [illegible]

Nahrungs-Stande heilsame
Anstalten, wegen Unter-
lassung eines gewissen
Aufwands, in Verfall ge-
rathen würden.

Noch andere haben eine
weise Nothwendigkeit zum
Grunde, dergestalt dass
aus Unterlassung solchen
Aufwands zwar kein un-
mittelbahrer Schade erwach-
set, aber doch auch die mög-
lich grössere Glückseelig-
keit, oder mehrere Auf-
nahme eines Landes nicht
erreichet wird, so durch
diese Ausgaben hätten be-
würcket werden können:
und dahin gehören alle
Anstalten, so auf die Auf-
nahme des Comercii, Ver-
besserung des Nahrungs-
Standes, Vermehrung de-

der Einkünffte, und so fort, abziehen :
Man wird gar bald einsehen, dass die erste Classe der andern, und diese wiederum der letztern vorgehe, und dass man auch bey denen unumgänglich nothwendigen Ausgaben excediren könne, wenn man e. g. die Armée zu gross machet, oder die Besoldungen zu reichlich einrichtet .

4.) Hieraus folget weiter, dass man sowohl bey denen Nothwendigen als Nützlichen, und Wohlanständigen oder zur Pracht und Zierde gehörigen Ausgaben alle vernünfftige Sparsamkeit zu beobachten habe,

aber dabey auf keine schäd-
liche Ersparungs-Mittel ver-
fallen würde.

Unter die nützlichen Erspa-
rungen kan man billig
rechnen:

a.) Die Einziehung ausländ-
discher, und die Ver-
minderung allzu reich-
licher Pensionen.

b.) Die successive Abschaf-
fung unnöthiger und
überflüssiger Bedien-
ten und Subalternen,
weil es sonderlich in
Collegiis nicht auf die
Menge, sondern auf
die Geschicklichkeit an-
kommt, und der Dienst
dennoch, weil offt kaum
die Helffte die gehörige
Capacitaet hat, durch
wenige versehen wer-

den muss.

c.) Die Vermeidung alles überflüssigen Aufwands für ausländische Fabricata artefacta und producta.

Hingegen ist vor schädlich zu achten, wenn man die Ersparniss

1.) durch disproportionirliche Verminderung des Militair-Etats,
2.) durch Besoldungs Abzüge,
3.) durch unterlassene Belohnung besonderer Verdienste, Fähigkeit und Geschicklichkeit,

zu bewürken sucht.

5.) Ausser vorstehenden Mitteln zur Wiedererholung, welche auch den öffentlichen Credit wie-

der herzustellen und zu er-
halten, ein grosses beyzutra-
gen werden, sollte man
noch folgende General-Prin-
cipia feste setzen:

a.) Das Interesse des Landes-
Herrn von dem Wohl des
Landes oder derer Unter-
thanen niemahls zu se-
pariren, oder einan-
der entgegen zu setzen;
indem es eine unum-
stößliche Wahrheit bleibet,
daß dasjenige, so denen
Unterthanen schädlich ist,
mit der Zeit dem Landes-
Herrn zum Nachtheil ge-
reichen muß.

b.) Die Vermehrung derer Ein-
künffte nicht in Erhöhung
derer Abgaben, sondern
in der Bevölkerung, Ver-
mehrung der Consumtion,

Beförderung des Landes-
Commercii, und Verbesse-
rung des Nahrungs-
Standes zu suchen.

c.) Alle Jahr einen richtigen
Etat aller Einnahmen
und Ausgaben, und ei-
ne gerechte Abtheilung
derer Fonds zu Unterhal-
tung des Militair, und Ci-
vil-Etats zu machen,
welche Fonds niemahls zu
alteriren oder zu ver-
mengen.

d.) Bey Besetzung derer öffentli-
chen Aemter, sowohl in
Collegiis, als bey denen
Land-Chargen, mehr auf
Verdienste und Capaci-
taet, als auf Recommen-
dation und auf Faveur
zu reflectiren, und lie-
ber persönliche Meriten

durch presente oder ande-
re Gnaden Bezeigungen
als durch Ertheilung
solcher Chargen zu be-
lohnen, zu deren Ver-
waltung geübte und
erfahrne Leute gehören,
und durch deren üble
Verwaltung Herr und
Land auf lange Zeit ge-
straffet wird.

c.) Bey Ertheilung derer Adjun-
cturen und Anwart-
schafften nicht so facil
zu seyn, weil dadurch
offt und mehrentheils jun-
ge und unerfahrne Leute
bloss wegen derer Meriten
ihrer Väter und Verwand-
ten, oder durch Faveur
ihrer Gönner zu hohen
Chargen gelangen, wel-
chen sie noch nicht gewach-

vorziehend, da doch weder die Capacitaet und Geschicklichkeit erblich ist, noch der Mangel der Erfahrung durch Recommendation ersetzet werden kan zu geschweigen, dass die gedienten Leute, welche hernach unter dergleichen Personen arbeiten sollen, verdriesslich gemacht; die jungen Leute aber überhaupt abgeschrecket werden, was solides zu lernen, oder von unten auf zu dienen wenn sie sehen, dass man durch Gunst und Nebenwege so leicht emergiren kan.

Dresden, den 21. April. 1757.

PAR ORDRE
DE SA MAJESTE LE ROI

On portera à ſa Cour le deuil de la Mort des Sereniſſimes Princes, AUGUSTE GUILLAUME Prince Royal de Pruſſe, & ERNESTE AUGUSTE CONSTANTIN, Duc regnant de Saxe-Weimar, pendant

DEUX SEMAINES

de Dimanche le 13. juſqu'à Samedi 26. d'Août.

Savoir

TROIS JOURS, le 13. 14. & 15. d'Août.

LES CAVALIERS
En noir avec du linge uni.

LES DAMES
En manteaux de Gros du tour noir, engageantes en effilets & ruban noir.

QUATRE JOURS, le 16. 17. 18. & 19. d'Août.

LES CAVALIERS
En noir avec dentelles.

LES DAMES
En habits ſusdits, avec dentelles.

SLUB
Wir führen Wissen.

UNE SEMAINE de Dimanche le 20. jusqu'à Samedi le 26. d' Août.

LES CAVALIERS
En bigarré.

LES DAMES
Comme ci-devant, avec des rubans de couleur.

Varsovie, le 8. d' Août 1758.

De par le Marschallamt de Sa Majesté le Roi de Pologne Electeur de Saxe.

Verschiedene Anschläge u. Zettel über Personen des Königl. Hauses u. Hofes c. a. 1750.

SLUB
Wir führen Wissen.

1)	Ihro Excellz: Gr: Loser —,	184 ℔
2)	Cammerherr Gutschmid —,	347 ℔
3)	Hofmarschall Schönberg —,	269 ℔
4)	Gen: maj: Roy — —	305 ℔
5)	Obrist Lieut: Römer —,	256 ℔
6)	Cammerjkr. Gersdorff —,	173 ℔
7)	Obrist Lieut: Roth — —	145 ℔

à Pillniz.		à Zabeltitz le 12 d'août 1750.	
Monsgr: le Prince Electoral	125 ℔	Monsgr: le Prince Electoral	125 ℔
Madame la Princesse Electorale	120 „	Madame la Princesse Electorale	132 „
Madame la Comtesse Freyberg	148 „	Madame la Comtesse Freyberg de Wolffsgehe	220 „
„ „ la Barone de Lehm	193 „	„ „	
„ „ la Comtesse de Poniczau	130 „	„ „	
„ „ la Barone de Wezel	115 „	„ „	
„ „ la Comtesse Misziaska	115 „	„ „	
„ „ la Comtesse de Solms	105 „	„ „ la Comtesse de Solms	101 „
„ „ de Starzhausen	115 „	„ „	
„ „ de Poniczau	175 „	„ „	
„ „ d'Oberniz	165 „	„ „	
=		=	
Monsgr: le Comte de Wackerbarth	115 „	Monsgr: le Comte de Wackerbarth	132 „
Monsieur le Baron de Wezel	258 „	Monsieur	
„ „ le Gr: Ecuïer Missinski	138 „	„ „	
„ „ le Baron de Racniz	156 „	„ „ le Baron de Racniz	170 „
„ „ le Chambell: de Schönberg	195 „	„ „ le Chambell: Przichowski	159 „
„ „ le Chambell: de Gersdorff	168 „	„ „ le Chambell: Comt: Callenberg	148 „
„ „ le Col: de Vitzthum	185 „	„ „ le Chambell: et Col: Vitzthum	190 „
„ „ le Gentiles: home de l'Ch: Marchal	127 „	„ „ le Gent: h: de l'Ch: de Bunaw	154 ½
„ „ le Gent: h: de Chamb: Schönberg	165 „	„ „ le Gent: h: de Wiedebach	147 ½
Mons: le Comte de Poniczau	173 „		

SLUB
Wir führen Wissen.

Monseigneur le Prince Roïal . . .	162 Ħ:
Madame la Princesse Roïale . . .	122 „
Monseigneur le Prince Xavier . .	133 „
„ „ „ Charl . .	125 „
Monsieur le Comte Wacnerbarth . .	135 „
„ „ Baron Wetzel . .	260 „
Mad: la Comtesse Lodrom	200 „
„ de Wolffsrehe	214 „
„ la Comtesse de Solms . . .	105 „
„ „ „ de Collowrath . .	107 „
Monsieur le Comte Bolagno . . .	154 „
„ „ de Micziński . . .	146 „
„ „ „ Racknitz	174 „
„ „ „ Salmour	161 „
„ „ „ Callenberg	150 „
„ „ „ Vivedom	195 „
„ „ „ Marschall	130 „
„ „ „ Bünau	151 „
„ „ „ Pahlen	259 „
„ „ „ Bellegarde	214 „
„ „ „ Grabowski	166 „
Le Père Ox	147 „
„ „ Terzer	167 „
Mr. Bianconi	170 „
Le Pr: de Fürstenberg	255 „
Le Landgrave de Fürstenberg . . .	130 „
La Comtesse Brühl	210 „
„ Comtesse Mniszeck	158 „
Le Comte Mniszeck	204 „
La Comtesse Hrzan	133 „
Le Marquis d'Aigle blanche . . .	170 „

2.

Beym Königl. Haupt Zeug-Hause, haben sich den 7. Juny 1752. wiegen laßen, alß:

Ihro Majstt. die Königin, . . .	165. ℔
Ihro Königl. Hoheit der Chur-Prinz, . . .	154. „
Ihro Königl. Hoheit die Chur-Prinzeßin, . .	131. „
Ihro Königl. Hoheit Prinz Xaverius, . . .	144. „
Ihro Königl. Hoheit Prinz Carl, . .	134.
Ihro Königl. Hoheit Prinzeßin Christina, . .	127. „
Ihro Königl. Hoheit Prinzeßin Eliesabeth, .	101.
Ihro Königl. Hoheit Prinzeßin Cunigunda, .	60.

R 20

SLUB
Wir führen Wissen.

Msc
R

SLUB
Wir führen Wissen.

Zur
Geschichte
August III.

Msc. Dresd.
R 20